

هذا من الاجل

Supplément Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 14604 - 8 F

DIMANCHE 15 - LUNDI 16 SEPTEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

En libérant M. Abraham Serfaty

Rabat veut améliorer ses relations avec Paris

Vérité royale

VÉRITÉ royale, vérité d'un jour? Le 20 juillet, à écouter Hassan II lors d'un entretien avec des journalistes français, Abraham Serfaty était un fils indigne de bénéficier de sa grâce aussi longtemps qu'il n'aurait pas reconnu la marocanité du Sahara occidental. Le 13 septembre, à l'ère l'arabité circonstanciée du ministre de l'Intérieur, le fondateur du mouvement marxiste Ilal Amam s'est transformé, par la magie de juristes bien choisis, en un ressortissant brésilien que l'on libère de prison, où il vient de passer dix-sept ans, pour l'envoyer rêver sous d'autres cieux à des lendemains qui chantent.

Question de quant-à-soi royal : Hassan II a une sainte horreur de se voir dicter une décision par qui que ce soit. Il aime prendre de revers ses adversaires politiques, créer la surprise par quelque initiative inattendue. Il mesure, quand il le faut, la nécessité d'aller de l'avant.

En obligeant publiquement Abraham Serfaty à la vérité, le roi du Maroc a évidemment commis un acte de bon sens qui l'entraîne à une logique absurde puisque, maintenant, les positions de ce dernier sur le dossier du Sahara occidental n'avaient en rien changé, en 1977, sa condamnation à la déportation perpétuelle. Il lui fallait donc, au plus vite, se sortir de ce mauvais pas : ne débarrasser d'un prisonnier encombrant qui était devenu une sorte de nouveau Mandela.

Un habillage juridique qui ne trompe personne a donc permis au souverain chérifien de retomber sur ses pieds, et lui a ainsi évité de s'engager à lui-même un dossier trop chaud. Ce d'ailleurs que la population marocaine, trop occupée à résoudre les mille et une difficultés de la vie quotidienne, et au demeurant, bien suffisamment informée de cette affaire, qui y trouve présente à se passer ou à s'indigner.

Hassan II n'a jamais voulu reconnaître que la leçon de démocratie donnée par M. Mitterrand en juin 1990 au sommet africain de la Baie valet aussi pour son régime parlementaire. Et ce n'est pas son opposition qui pourrait être en mesure aujourd'hui de peser sur ses décisions. Les enjeux et les pressions économiques et politiques sont tels que le souverain chérifien, à l'heure où il engage un pari risqué au Sahara occidental, se doit, avec plus ou moins de bonne grâce, de s'engager, comme tout le monde, sur le chemin d'une certaine libéralisation.

En regard à se méfier le cas d'Abraham Serfaty, en faveur duquel la France avait fait auprès de lui d'importantes démarches, Hassan II a voulu apaiser les querelles de famille qui n'en finissent pas, sous toutes sortes de prétextes, d'agiter les relations entre Paris et Rabat. La libération d'un prisonnier, libéré même d'un gros calibre, ne fait pas le printemps. Mais peut-être l'annoncé-t-elle?

Il ne faut pas oublier que le Maroc compte encore plusieurs centaines de prisonniers politiques dont les conditions de détention inspirent de vives inquiétudes.

M0146 - 0916 0 - 6,00 F

Alors que les combats se poursuivent en Croatie

Le premier ministre yougoslave redoute l'« instauration d'une dictature »

De violents combats se poursuivaient, samedi matin 14 septembre, autour d'Osijek, la deuxième ville de Croatie. Selon Radio Zagreb, trente-trois personnes auraient été blessées dans les affrontements avec les autonomistes serbes soutenus par des unités de l'armée fédérale.

Lord Carrington est attendu lundi, à Belgrade, où il doit rencontrer les dirigeants

serbe et croate, M. Stobadan Milosevic et M. Franjo Tudjman.

A Belgrade, le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, a dressé un constat d'échec total de son gouvernement. Les membres slovénes et croates ayant décidé de s'en retirer, il a mis en garde les Républiques contre la chaos et l'« instauration d'une dictature ».



La mise en garde de M. Markovic
Kostanica tombée, les Serbes ont presque atteint la mer
Impasse à la conférence de paix de La Haye

par FLORENCE HARTMANN
par YVES HELLER
page 3

Relance à l'américaine

En abaissant une nouvelle fois les taux d'intérêt les Etats-Unis veulent favoriser la reprise

La réduction d'un demi-point du taux de l'escompte aux Etats-Unis décidée vendredi 13 septembre par la Réserve fédérale (Fed) prolonge le mouvement de baisse des taux d'intérêt qui s'est accéléré outre-Atlantique à partir d'octobre 1990. Elle renforce les chances de voir le prix de l'argent baisser dans le monde entier, sauf en Allemagne où les besoins de capitaux liés de la restructuration poussent momentanément les taux à la hausse. La détente des taux d'intérêt peut accélérer la reprise de l'activité dans l'ensemble des pays industrialisés et à terme faire baisser le chômage.

C'est en juillet de l'année dernière que M. Greenspan, le méthodique président de la Réserve fédérale américaine, avait commencé à parler de baisse des taux. Il l'avait fait parce qu'à l'époque la croissance économique qui s'était déjà beaucoup ralentie depuis le printemps 1989 avait brusquement donné des signes de fléchissement.

Fléchissement inquiétant car l'économie américaine était passée d'un taux record d'expansion de 4,5 % en 1988, à un taux de 2,5 % en 1989 et qu'en deuxième trimestre 1990 la croissance s'était presque effondrée, attei-

gnant tout juste 0,4 % en rythme annuel. A partir d'octobre 1990, M. Greenspan avait donc accéléré la baisse du taux de l'argent à court terme, baisse timidement amorcée au printemps 1989 : le taux du marché monétaire - celui des Fed funds - qui était alors à 9,75 % passait à 8 % durant l'automne 1990 et se retrouvait à 5,50 % au mois d'août de cette année. La décision qui vient d'être prise va ramener le taux des Fed funds qui est celui auquel se refinancent les banques entre elles à 5,25 %.

ALAIN VERNHOLES
Lire la suite page 17

Transfusion sanguine : des responsables gouvernementaux mis en cause

L'affaire de la contamination des hémophiles par le virus du sida prend de nouvelles dimensions. Un document encore inédit - une note de la direction générale de la santé adressée le 10 mai 1985 au cabinet de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé - dont nous publions de larges extraits, montre que les responsables gouvernementaux étaient à cette date parfaitement informés de l'urgence qu'il y avait à mettre en œuvre un dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang et à ne prescrire que des produits sanguins chauffés aux hémophiles.

La publication de ce nouveau document survient alors que l'Association française des

hémophiles, rompant avec le politique qui était la sienne depuis plusieurs années, décide de se joindre aux diverses procédures pénales actuellement en cours et réclame des « indemnités immédiates » pour les victimes.

Déormais, dans l'attente des décisions judiciaires, il est vraisemblable que le Parlement aura rapidement à se prononcer sur un dispositif législatif de solidarité permettant l'indemnisation des personnes contaminées par l'intermédiaire de produits sanguins.

Lire nos informations et l'article de JEAN-YVES NAU et FRANK NOUCHI page 8

Et la Mostra s'en va

Le Lion d'or du Festival de Venise au film de Nikita Mikhalkhof, « Ugra »

S'achevant sur la projection de la Tentation de Venus, la lyrique métaphore européenne d'Istvan Szabo (le Monde du 5 septembre), la quarante-huitième Mostra du cinéma quitte le Lido pour sa soirée de clôture, et investit Venise. Sur la place Saint-Marc, on a posé un énorme lion d'or en carton-pâte. C'est la télévision qui officie.

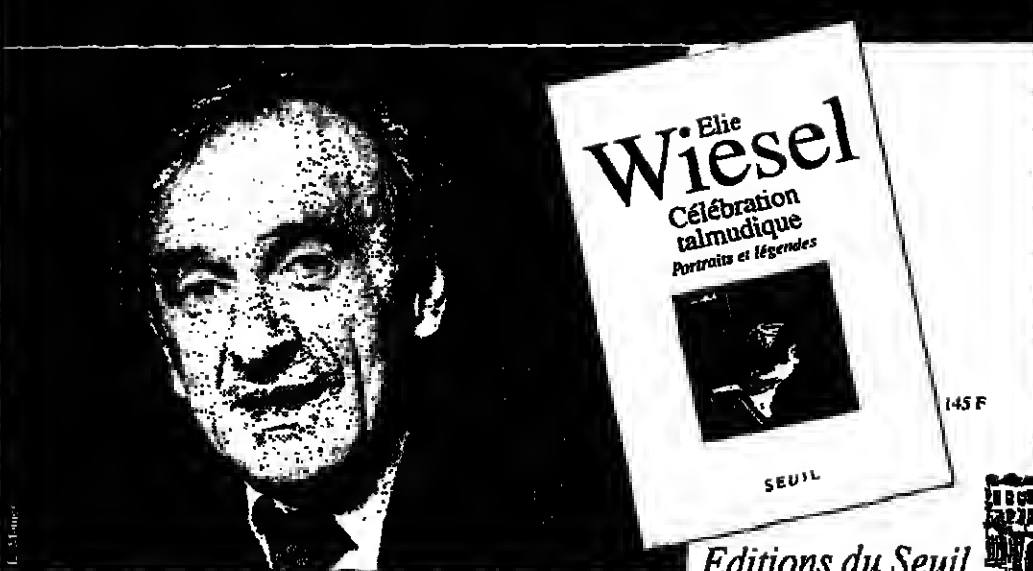
Ce n'est que justice, après tout. Tout au long de ce Festival aussi riche en bonheurs qu'en déceptions, elle s'est taillé la part... du lion. Jean-Luc Godard, anticipait comme toujours sur l'air du temps, et poussant la logique des choses jusqu'à se mettre en compétition avec un

film d'une heure tourné pour la télé, n'allait-il pas se retrouver au palmarès? Et Oshima et Bocconeri ont donné eux aussi de magnifiques « petites formes » écrites pour le petit écran.

Un des derniers films présentés a été le Mur du silence, de Marco Risi (lire page 10), enquête-vérité sur la tragédie inexpliquée du DC 9 d'Itavia, abattu en juin 1980 entre Bologne et Palerme. Le cinéma italien ranoue avec sa veine politique, mais le cœur y est-il?

DANIELE HEYMANN
Lire page 10 nos informations et l'article de NICOLE ZAND ainsi que le palmarès page 20

ELIE WIESEL



Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Arabie, 5 DM ; Tunisie, 750 m ; Argentine, 250 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chili, 1000 P ; Chine, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,00 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupont, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-42-72-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. 46-42-72-72 • Société éditrice
de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA
Imprimerie
du Monde
J. M. Gansbourg
94852 IVRY CEDEX

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les abonnements et
index du Monde au (1) 40-65-25-25

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF FRANCE SUISSE AUTRES
PAYS

3 mois 460 F 572 F 790 F

6 mois 890 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 620 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous, abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs au
provisoire : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Nom : ☐ ☐ ☐

Prénom : ☐ ☐ ☐

Adresse : ☐ ☐ ☐

Code postal : ☐ ☐ ☐

Localité : ☐ ☐ ☐

Pays : ☐ ☐ ☐

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris RP 111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction
Jacques Lesourne : gérant
directeur de la publication
Bruno Freppon
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef
Jacques Amahric
Jean-Marie Colombani
Robert Solà
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Thomas Ferec
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vermet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faiver (1969-1972)
André Laurens (1972-1985)
André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a cent quatre-vingt-dix ans

Alexandre I^{er} annexe la Géorgie

UN jour de mai 1802, une foule bigarrée se presse dans la résidence du commandant en chef des armées russes du Caucase. Princes en *koulaja*, l'habit de velours aux couleurs vives bordé de fourrure, entourés de leurs vassaux en *ichkhas* éblouissants bardés de larges cartouchières, arborent de magnifiques *kinjals*, ces longs poignards caucasiens. Au centre, on distingue un fort groupe d'ecclésiastiques aux barbes majestueuses, tandis que les *nakhalakas*, les bourgeois de la ville, se tiennent respectueusement en retrait. Tous sont graves et attentifs.

Ils ont été invités dans cette grande bâtisse de Tbilissi, la capitale du royaume de Kartli et de Kakheti (Géorgie centrale et orientale), par le maître des lieux, le général-lieutenant Knorring, afin d'y prendre connaissance du Manifeste qu'Alexandre I^{er}, tsar de toutes les Russies, a signé le 12 septembre 1801. Encerclés par des soldats russes l'arme au pied, qui ont pris position aussitôt après leur arrivée, ils apprennent ainsi, avec huit mois de retard, l'annexion de leur royaume à la Russie et la création de quatre régions administratives, les « expéditions », qui seront bientôt transformées en districts.

Pour le général Knorring, l'un de ces nombreux officiers d'origine prussienne au service de l'empire russe, il ne s'agit pas d'un geste de courtoisie destiné à s'assurer la compréhension des élites locales. Aussitôt terminée la lecture du Manifeste, l'administrateur en chef désigné par l'empereur exige des notables réunis qu'ils prêtent, sous la pression des armes, serment d'allégeance et de fidélité au tsar. Les quelques récalcitrants, qui s'insurgent contre la violation des traités signés par les deux États dix-neuf ans plus tôt, sont alors arrêtés. Mais la majorité a avant tout retenu avec satisfaction les engagements pris par l'empereur : « Chacun restera nanti des avantages de son état ; jouira de la liberté du culte et de l'inviolabilité de sa propriété. Tous les impôts de votre terre seront affectés à votre profit. » Seule une poignée semble avoir réalisé la portée de l'acte qui a sonné le glas de l'une des plus vieilles royautés d'Orient. Dans cette société profondément archaïque, marquée par une tradition féodale ancestrale, la noblesse est toujours soumise aux lois de la vassalité. Après des siècles de domination étrangère – depuis l'invasion mongole, au début du treizième siècle – les rois de Géorgie paient tribut à leurs puissants voisins. Le pays a assimilé naturellement la « protection » accordée en 1733 par l'empereur de Russie à un contrat vassalique (vassalité).

« Traité
d'amitié »

Le drapeau impérial va désormais flotter sur Tiflis jusqu'en 1917, relayé en 1921 par le drapeau rouge des bolcheviks. La cité, que le voyageur français Jean Chardin avait décrite à la fin du dix-septième siècle comme l'une des « plus belles de Perse », n'est plus qu'une bourgade de quelques milliers d'habitants, capitale fantomatique d'un pays en miettes. Les terres géorgiennes sont exsangues ; au début du dix-neuvième siècle, on y compte moins de sept cent mille habitants.

Le 11 septembre 1795, Tbilissi est tombée aux mains des troupes persanes d'Agba Muhammad Khan, fondateur de la dynastie des Qadjar. La ville est alors systématiquement livrée au pillage, à l'incendie et à la destruction. Les symboles du pouvoir royal sont rasés, tandis que la population subit violences et déportations. Ce n'est qu'à la mi-octobre qu'il est enfin donné ordre aux troupes russes de marcher sur la Perse. L'armée impériale pénètre en Géorgie quelques mois plus tard, pour s'en retirer au cours de l'été 1797. Le traité d'amitié conclu le 24 juillet 1783 entre l'impératrice Catherine II et le roi *Irakli II, qui place Tbilissi sous la tutelle directe de Saint-Pétersbourg, n'aura été d'aucune utilité à la Géorgie. Les « deux bataillons complets avec quatre canons » destinés à protéger le royaume ont été brutalement rappelés en Russie dès 1787.*

Irakli II s'éteint le 11 janvier 1798, âgé de quatre-vingts ans. Ce monarque doué d'une grande intelligence politique, ouvert aux idées nouvelles – les Lumières ont droit

de cité à sa cour, – a tenté de renouer avec la tradition des plus glorieux de ses ancêtres : tirant partie du déclin de la puissance tutélaire – la Perse traverse une longue période de léthargie, – il veut faire de son royaume le centre d'un vaste État caucasien, ébauche d'un petit empire à vocation régionale. Pour ce faire, l'alliance russe lui est indispensable. Le grand voisin du Nord est en effet la seule puissance chrétienne présente dans la région. Depuis le seizième siècle, la Russie poursuit son

Lorsque le successeur du roi de Kartli et de Kakheti, Georges XII, sollicite, en accord avec les termes du traité de 1783, son investiture par le tsar Paul I^{er}, elle ne lui est accordée qu'au printemps de l'année suivante. De santé fragile, le jeune souverain meurt le 28 décembre 1800, non sans avoir tenté d'arrimer plus solidement son royaume à l'empire afin d'exorciser le danger d'une nouvelle invasion. Le 18 décembre, Paul I^{er} a semblé accéder au désir du roi en signant un manifeste annonçant l'en-

du métier des armes, l'élément indispensable sans lequel toute conquête resterait aléatoire et fragile.

En quelques années, l'empire établit progressivement son contrôle sur toutes les terres géorgiennes : le royaume d'Imérétie, les principautés de Mingrétie, d'Abkhazie et de Gourie (Géorgie occidentale), jusque là indépendantes, se placent sous la protection de la Russie. En 1810, la royauté imérétienne est supprimée d'un trait de plume, ce qui provoque une insurrection populaire écrasée après deux mois de violents combats. Le 30 juin 1811, l'autocréation de l'Eglise géorgienne, indépendante depuis le cinquième siècle, est abolie. La population, qui avait cru voir dans la présence russe une garantie de paix et de prospérité, est déçue. La Géorgie est devenue une place d'armes, avant-poste d'une Russie engagée dans des guerres interminables avec la Perse et l'Empire ottoman.

Pressuré par l'impératrice, dans l'obligation de nourrir les troupes stationnées sur son sol, le pays est livré aux colères de fonctionnaires vengeurs chargés d'imposer l'ordre russe. Mal intégrée, la Géorgie n'est qu'une marche « sauvage » de l'empire. « Sibérie chaude » où l'on déporte des centaines de vieux-croyants. Dans l'aristocratie, la révolte gronde. On prépare activement un soulèvement général contre l'occupant. Mais l'échec de la conjuration, en décembre 1832, marque une rupture : la Géorgie devra désormais s'accommoder de la présence russe. Alors que les armées du tsar font face à la révolte des musulmans du nord du Caucase et du Daghestan, le pouvoir tsariste, de son côté, doit ménager la Géorgie. Dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, elle s'intègre rapidement à l'ensemble russe.

Insurrection
populaire

Nombreux dans l'armée, très présents dans l'administration, les Géorgiens commencent à jouer un rôle non négligeable dans l'empire. Capitale administrative du Caucase, Tiflis est devenue une métropole régionale active et cosmopolite où cohabitent Arméniens et Géorgiens, Russes et Azéris. Dans un empire où la contestation se fait de plus en plus vigoureuse, la Géorgie est devenue un haut lieu du mouvement révolutionnaire. Mais, le 26 mai 1918, c'est une Chambre largement dominée par des sociaux-démocrates qui rétablit l'indépendance perdue en 1801. Pendant trois ans, la République démocratique, tentée désespérément de s'intégrer à une Europe rétive à l'idée même de décolonisation, fut-ce aux dépens des bolcheviks. En février 1921, l'armée rouge met fin à une expérience qui, aux frontières du monde soviétique, privilégiait l'expérience démocratique. Pour Moscou, il s'agit de s'assurer du contrôle des richesses minières de la région (pétrole de Bakou, manganèse de Tchiatoura).

Tout au long des années 20, la Géorgie résiste à la bolchévisation. En 1924, une insurrection populaire est écrasée au prix de plusieurs milliers de morts. La terreur stalinienne s'abat sur une République qui sort du cauchemar orphelin de ses élites intellectuelles et dépossédée de sa mémoire historique.

Ce petit peuple dont est issu le tyran choisit alors le repli sur soi au sein d'une Union dont il saura, fort d'une pratique ancestrale des empires, utiliser toutes les ressources et les failles. Tumbailé par la peur de l'existence, il tente de trouver dans un passé mythifié et fondateur les clés d'un présent sur lequel plane l'ombre d'un nationalisme réducteur et exclusif. L'irruption de la perestroïka brouille les cartes dans une République qui croyait être allée au-delà du possible brejnevien. Le 9 avril 1989, l'histoire s'emballe après le massacre perpétré à Tbilissi par les troupes du ministère de l'Intérieur. En octobre 1990, les communistes sont chassés du pouvoir par une coalition nationaliste. Le 9 avril 1991, cent quatre-vingt-dix ans après l'annexion, le Soviet suprême de la République de Géorgie a solennellement rétabli l'indépendance.

Dans un environnement géopolitique totalement bouleversé par l'effondrement de l'Union, l'ancrage démocratique est d'autant moins assuré qu'il est menacé par la dérive autoritaire du président, Z. Gamsakhouria.

CHARLES URJEWICZ



Alexandre I^{er}.
Il va doter l'Empire d'une stratégie
de conquête de la Transcaucasie.

Un prince géorgien vers 1820.



JEAN LOUP CHARMET

avance vers un Sud dont l'horizon va rapidement s'élargir au détroit du Bosphore.

Partageant la même foi que la Géorgie, la religion orthodoxe, elle, est devenue, en particulier depuis le dix-septième siècle, non seulement le sanctuaire de tous ceux qui, rois et princes, fuient les envahisseurs musulmans, mais aussi une passerelle fragile vers une Europe fascinante et lointaine. Le traité de 1783 avait été arraché par les Géorgiens à l'issue de « négociations longues et désagréables », pour reprendre l'expression du grand historien géorgien Ivane Dzvakhvili (1876-1940). Sa mise en œuvre sera laborieuse et problématique ; malgré les appels répétés venus d'une Géorgie inquiète du réveil de la Perse, à Saint-Pétersbourg, on ne prête qu'une attention distraite à ce petit allié exigeant et lointain.

voit de troupes en Géorgie. En fait, c'est d'une annexion qu'il s'agit, évoquée ouvertement dans ce texte dont s'inspirera le manifeste du 12 septembre 1801.

Tandis qu'à Tbilissi les deux prétendants au trône, qui s'affrontaient déjà du vivant du roi, s'efforcent de faire triompher leur cause en mobilisant les partisans, à Saint-Pétersbourg, Alexandre I^{er} monte sur le trône à la suite de l'assassinat de Paul I^{er}. Il met un terme à la politique brouillonne et imprévisible de son père. L'empire peut enfin se doter d'une stratégie de conquête de la Transcaucasie. La Géorgie, qui a longtemps exercé une suzeraineté de fait sur la région, en est la pièce maîtresse. Point de passage obligé de tous ceux qui veulent s'installer durablement au Caucase, elle est, forte d'une noblesse pléthorique familière

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

GÉRARD
LONGUET
PRÉSIDENT DU PARTI RÉPUBLICAIN

en direct sur

animé par
Henri MARQUE
RTL

avec André PASSERON
et Daniel CARTON (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

فكرنا من الأصل

هكذا من الالاحل

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : alors que les ministres croates s'appêtent à quitter son gouvernement

M. Markovic met en garde contre l'instauration d'une dictature

M. Ante Markovic, le premier ministre yougoslave, a pour la première fois reconnu que son gouvernement avait échoué sur tous les fronts et qu'il avait perdu toute légitimité dans la Fédération. Il a proposé un remaniement de son cabinet et s'est fixé quelques tâches précises, pour éviter la chute économique et sociale. Alors que les ministres croates s'appêtent à quitter son gouvernement, il met en garde contre l'instauration d'une dictature.

BELGRADE

de notre correspondant

En place depuis mai 1989, M. Markovic a admis, lors d'une conférence de presse, vendredi 15 septembre à Belgrade, l'impu-

sance de son gouvernement face à la crise actuelle. En dépit de ses efforts, il n'a pas été en mesure de stopper la guerre, qui, désormais, « s'accroît comme un cancer » et qui a déjà coûté entre 18 et 20 milliards de dollars à la caisse fédérale. Privé depuis plus d'un an du soutien politique des Républiques, puis de l'aide financière étrangère, gelée en raison de la dégradation de la situation, le gouvernement fédéral n'est pas non plus parvenu à mettre en œuvre son programme de réformes économiques et à assurer le fonctionnement normal du système.

M. Markovic estime avoir tout fait pour mettre un terme à la guerre en prévoyant le dialogue entre les protagonistes puis ce faisant appel à la médiation européenne et enfin en cosignant l'accord de cessez-le-feu du 1^{er} septembre et la déclaration liminaire de la confé-

rence de paix de La Haye. Mais, critiqué de toutes parts, le cabinet Markovic avait reçu son coup de grâce, le 25 juin, lorsque les deux Républiques du Nord-Ouest - la Slovaquie et la Croatie - avaient proclamé leur indépendance. La Slovaquie avait presque immédiatement retiré ses représentants de toutes les institutions fédérales, et M. Markovic perdait notamment son bras droit, le vice-premier ministre, M. Zivko Pregl. La Croatie, plus prudente, a attendu, mais l'extension de la guerre sur son territoire a conduit les ministres croates à agir de même. Le gouvernement Markovic perd ainsi de jour en jour son caractère « yougoslave ».

Judi 12 septembre, les ministres du développement et des finances, M. Marandic et Zekan, et le ministre adjoint de l'agriculture et des transports et communications,

M. Seda Pavlici - croates - ont démissionné. Vendredi, le ministre de l'information de Croatie, M. Branko Salaj, a appelé les fonctionnaires et les officiers croates à quitter les organes fédéraux. Le message s'adressait notamment aux ministres fédéraux de la défense, le général Kadijevic, des affaires étrangères, M. Budimir Loncar, ainsi qu'au premier ministre, croate également, M. Ante Markovic.

Le Parlement fédéral ne fonctionne plus

En énumérant ses dernières - et vaines - initiatives visant à rétablir le dialogue, le chef du gouvernement propose le renouveau de son gouvernement et demande aux Républiques de confirmer leur soutien aux ministres en exercice de désigner chacune un ou deux candidats à ces

fonctions. Selon M. Markovic, le nouveau cabinet pourrait être formé dans les prochains jours, mais les autorités serbes ont répondu froidement à son appel. Le gouvernement yougoslave, de son côté, refuse de participer aux débats sur la question tant que la guerre se poursuit en Croatie.

M. Markovic a défini les quatre objectifs fondamentaux de son nouveau gouvernement provisoire « de crise ». Ce cabinet devra d'abord « reconstruire » les compétences qui théoriquement lui reviennent et que les Républiques se sont appropriées. Ensuite, il devra poursuivre ses efforts pour mettre fin à la guerre, en demandant parallèlement l'intervention de diverses instances internationales. Il devra tenter d'obtenir à nouveau l'aide financière qui lui avait été à plusieurs reprises accordée. Enfin, il s'efforcera, une fois la

paix rétablie, d'assurer le fonctionnement du système pendant une période de « transition », pour redresser l'économie et éviter la chute économique et sociale avant la fin des négociations politiques sur l'avenir de la Yougoslavie.

L'échec de ce remaniement ministériel ou de tout autre gouvernement légitime « conduirait le pays à l'anarchie totale, qui pourrait aboutir à une guerre civile totale ou à l'instauration d'une dictature », a déclaré M. Markovic. Il a admis enfin que si les Républiques s'opposaient aux changements qu'il propose, le premier ministre perdrait tout crédit. Problème supplémentaire : s'il décidait de se retirer, il ne saurait à qui remettre sa démission puisque, pour la première fois, n-t-il dit, le Parlement fédéral ne fonctionne plus.

FLORENCE HARTMANN

La guerre civile en Croatie

Alors que Kostanica est tombée les Serbes ont presque atteint la mer

ZAGREB

de notre envoyé spécial

Du fond de la mer, de la tranchée où il est perdu parmi des baluchons ballottant au rythme des cahots de la mauvaise route, il regarde défilier le paysage, la terre qu'il quitte. Le vieil homme semble graver dans sa mémoire les arbres, les maisons, les champs qu'il fixe des yeux une dernière fois. Il vient comme d'autres familles également entassées dans de longues remorques, d'évacuer Dubica, petite localité croate située à une centaine de kilomètres au sud-est de Zagreb et prise, vendredi 13 septembre, sous le feu des mortiers et chars serbes.

La nuit précédente, Kostanica, autre localité comprise 20 kilomètres en arrière de Zagreb, avait été prise par les forces serbes. La frontière entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine est tombée après un long siège qui avait fait dire à certains, ici, que ce serait le « fort Alamo » croate. Plus prosaïquement, le ministre croate de l'Intérieur, M. Ivan Vekic, a reconnu, vendredi : « Kostanica était très importante pour nous ».

Après Kostanica, Dubica, puis Jasenovac ? Les insurgés serbes et l'armée continuent à gagner du terrain dans la région - à forte minorité serbe - et pourraient bientôt faire la jonction avec leur zone d'occupation, couvrant un peu plus à l'est l'autoroute Belgrade-Zagreb et menant vers le nord, à proximité de la frontière hongroise. Ils sont d'autre part presque parvenus à la mer, tenant notamment sous leur contrôle le principal accès routier au port de Zadar. S'ils poursuivent leur avance, comme ils en ont apparemment l'intention, la Croatie sera très bientôt coupée en trois parties.

Le manque d'armes

Tranchant avec certaines déclarations optimistes de ces derniers mois sur une hypothétique « contre-offensive », le ministre croate de la défense, M. Luka Bebić, n'a pas caché, tout en la minimisant, la gravité de la situation. « Ces derniers jours, nos forces se sont trouvées dans une position plutôt diffi-

cile », a-t-il admis, ce qui est un euphémisme quand on voit la régularité avec laquelle les autonomistes serbes et l'armée continuent de grignoter la Croatie. M. Bebić a beau parler de « problèmes transitoires » et assurer que des que les autorités de Zagreb recevront des armes elles « libéreront » les zones occupées, le déséquilibre des forces à toutes les échelles de la guerre est mal connu, en l'état actuel des choses, les Croates pourraient rétablir la situation.

A moins qu'ils ne découvrent soudain une source d'approvisionnement en armes qui leur permettrait d'élargir le recrutement des combattants. « Des que nous aurons des armes, nous appellerons tous les Croates à combattre », a déclaré le ministre de la défense, sans toutefois se montrer assuré de trouver de l'armement en quantité suffisante. Selon les chiffres de Zagreb, soixante mille combattants croates (policiers, gardes nationaux et réserves) doivent faire face à quelque cent cinquante mille Serbes.

Menace sur Sisak

Selon toute probabilité, les Serbes vont pousser leur avantage et accroître encore la pression en vue de l'échéance du 7 octobre, date à laquelle Zagreb doit confirmer la déclaration d'indépendance de la République croate du 25 juin dernier. Si les Serbes parviennent à leurs fins d'ici là, ils auront confirmé ce que certains, à Belgrade, disent ouvertement depuis un long moment, à savoir que si la Croatie doit quitter la Fédération yougoslave, elle le fera « complètement nue », amputée en fait d'une très grande partie de son territoire et hachée de façon qu'elle soit le moins viable possible.

Pour le moment, la principale menace, qui ne peut qu'inquiéter fortement Zagreb, est celle qui pèse sur la ville de Sisak - à une soixantaine de kilomètres au sud-est de la capitale croate. Irréguliers serbes et militaires ne sont plus qu'à une douzaine de kilomètres au sud-est de ce centre industriel très important, qui compte notamment

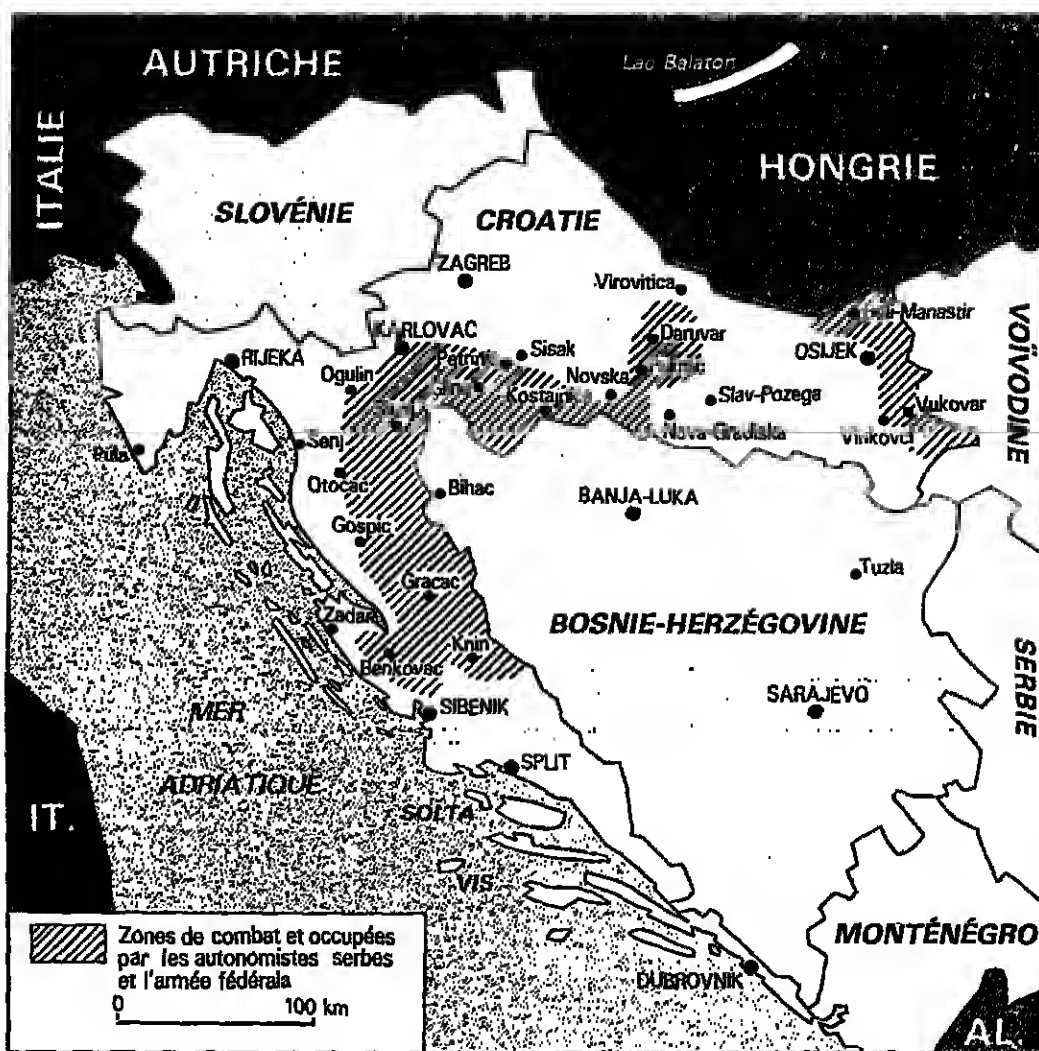
une aciérie et une raffinerie, prises toutes deux régulièrement pour cibles. Jeudi encore, des obus se sont abattus sur ces installations. Malgré tout, selon des officiels croates, la raffinerie tournerait encore à 80 % de sa capacité. En outre, une vannerie de l'oléoduc évacuant le pétrole des Sisak vers la Serbie, qui avait été endommagée par un bombardement, a été réparée. Mais, pour l'instant, la politique adoptée est de repousser d'abord au besoin de la Croatie avant de servir le reste du pays.

Sur le terrain, la nervosité de certains combattants alterne avec une sorte de résignation chez d'autres qui ont parfois du mal à comprendre les instructions qu'ils reçoivent de Zagreb. Comme ce professeur d'allemand rappelé pour commander un détachement de réservistes à la deuxième ligne, à quelques kilomètres de Dubica, auquel l'ordre a été réitéré, jeudi, de ne pas ouvrir le feu en premier mais seulement si son unité est attaquée. Or, précédant le gros des forces serbes, les francs-tirailleurs ont l'habitude de prendre les routes sous leurs yeux, les premières et deuxième lignes croates, gênées considérablement les mouvements.

Au rythme auquel les Serbes avancent en Croatie, la grande question ici est : jusqu'où entendront-ils pousser leur avantage et quand les Croates pourront-ils récupérer - s'ils y arrivent jamais - les territoires que M. Bebić a, encore vendredi, promis de libérer un jour ?

YVES HELLER

La Bulgarie reconnaît l'Etat de Macédoine. - La Bulgarie a décidé, vendredi 13 septembre, de reconnaître l'Etat de Macédoine, a annoncé le président de la commission parlementaire de politique étrangère, M. Filip Ichepkov. Les Macédoiens s'étaient prononcés par référendum, dimanche 8 septembre, en faveur de l'indépendance de leur République. Le président bulgare, M. Jelko Jeleu, doit faire, dimanche 15 septembre, une déclaration à la télévision sur la situation en Yougoslavie. - (AFP.)



Impasse à la conférence de paix de La Haye

La première réunion de travail de la conférence de paix sur la Yougoslavie, s'est terminée, vendredi 13 septembre, à La Haye sans résultat. Le ministre croate des affaires étrangères, M. Zvonimir Separovic, a clairement menacé ses collègues des cinq autres Républiques yougoslaves de se retirer si la conférence ne se transformait pas rapidement en véritable conférence de paix. Un groupe de travail avait été créé pour réfléchir à l'avenir constitutionnel de la Yougoslavie. Cette initiative a été rejetée catégoriquement par la délégation croate : « nous voulons une conférence de paix, pas une autre conférence sur la Yougoslavie », a

déclaré M. Separovic. Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, a estimé qu'un retrait de la Croatie « n'empêcherait pas lord Carrington (qui préside la conférence) de mener à bien sa mission ». Le chef de la diplomatie néerlandaise a aussi suggéré d'étendre à la Bosnie-Herzégovine (où les tensions entre Serbes, musulmans et Croates s'accroissent) le mandat des observateurs européens.

Lord Carrington a également annoncé son intention de se rendre, lundi 16 septembre, en Yougoslavie pour y rencontrer « ensemble » les présidents serbe, M. Slobodan Milo-

sevic, et croate, M. Franjo Tudjman. Le ministre serbe des affaires étrangères, M. Jovinov, a présenté une proposition concernant les Serbes de Croatie. Il souhaite qu'un référendum soit organisé au sein de cette communauté, qui aurait à choisir entre le rattachement à une Croatie indépendante ou la « loyauté » à l'égard de la Yougoslavie dans le cadre d'une « entité séparée », qui ne serait pas rattachée à la Serbie. Le ministre serbe s'est par ailleurs déclaré hostile à toute présence militaire étrangère en Yougoslavie, rejetant de la sorte l'idée française d'envoyer des casques bleus sur le terrain. - (AFP.)

DIPLOMATIE

Le premier ministre espagnol à l'Élysée

M. Gonzalez partage les vues de M. Mitterrand sur l'avenir de la Communauté

Le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, qui était reçu à dîner à l'Élysée vendredi 13 septembre s'est dit en accord total avec le chef de l'Etat français sur le fait qu'une Europe à deux vitesses, serait « une erreur », et y a beaucoup de mécanismes communautaires qui permettent d'éviter cette idée d'Europe à deux vitesses, a ajouté le président du gouvernement espagnol, en prononçant « des procédés de dérogation temporaire », d'excluant pas les pays qui ne seront pas prêts pour la troisième phase de l'union économique et monétaire en 1997-1998.

La présidence oerlandaise de la Communauté a proposé que six des douze membres de la CEE - Allemagne, France, Danemark et les trois pays du Benelux (Pays-Bas, Belgique, Luxembourg) - forment une union économique et monétaire en 1997. M. Mitterrand avait déclaré mercredi, lors de sa conférence de presse, qu'il comprenait « les soucis hollandais », mais qu'il ne les partageait pas et préférait « que les Douze marchent de la même manière ».

M. Felipe Gonzalez devait avoir samedi un entretien avec le président de la commission européenne, M. Jacques Delors, avant de regagner Madrid.

BELGIQUE

La peine de mort bientôt abolie

BRUXELLES

de notre correspondant

Le gouvernement belge a adopté, vendredi 13 septembre, un projet de loi visant à l'abolition de la peine de mort dans le royaume. Ce texte devrait être voté sans difficulté à la session d'automne du Parlement. Toujours prévue par le Code pénal et parfois prononcée par les tribunaux, la peine de mort est systématiquement commuée en détention à perpétuité depuis le lendemain de la seconde guerre mondiale, les dernières exécutions ayant été celles de collaborateurs.

Néanmoins, l'existence légale du châtiment suprême a encore quelques conséquences. Pour les condamnés, c'est une marque totale d'infamie, avec perte complète des droits civils et publication de la sentence sur la Grand-Place de Bruxelles et le lieu de leur crime. Pour la justice, c'est, parfois, une source de complications,

certaines pays refusant d'extrader un criminel vers la Belgique parce qu'il y risque théoriquement sa tête. Ce fut l'attitude de l'Italie et du Brésil dans des affaires récentes.

Pour des députés abolitionnistes, l'ombre du bourreau était une tache sur l'image du royaume, qui avait signé le protocole de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme mais sans la ratifier. Au-delà de ces considérations un peu théoriques, des magistrats déplorait les effets pervers d'une sanction jamais appliquée : par le jeu des réductions de peine, certains condamnés à mort retrouvaient la liberté avant des hommes moins lourdement frappés par les cours d'assises au moment du jugement. L'abolition devait avoir pour conséquence l'instauration d'une peine de sûreté incompressible, la hiérarchie réelle des peines ne sera plus faussée.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

17 plats cuisinés pour les gourmets

Au Rayon Frais

HONORE JANIN

Un traiteur vous attend à la maison

EUROPE

Les entretiens de M. Pierre Joxe en URSS

Le maréchal Chapochnikov affirme que Moscou exerce «un contrôle total» sur ses armes

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Le maréchal Evgueni Chapochnikov, le nouveau ministre soviétique de la défense, est un homme jovial. Contrairement à nombre de ses prédécesseurs, il a le sourire facile et le sens de l'humour. «Patron» de l'aviation soviétique, il a joué un rôle non négligeable dans l'échec du coup d'Etat du 19 août en interdisant à tout appareil - avions comme hélicoptères - de décoller pendant le putsch (le Monde du 13 septembre). Il en a été amplement remercié par sa promotion en lieu et place du général Iazov, un des huit compositeurs.

Cela n'empêche pas le nouveau ministre de la défense de nourrir un certain nombre d'ambitions, dont celle de devenir, au nom de la démocratisation en marche, le premier ministre soviétique civil de la défense. C'est en tout cas ce qu'il a affirmé à M. Joxe, payer pour se débarrasser des troupes soviétiques stationnées sur leur territoire comme les Allemands, c'est-à-dire financer la construction en Russie de logements destinés à accueillir les unités en retraite.

Sa seule certitude c'est que les Républiques baltes n'en feront pas partie. Mais elles devront, a-t-il affirmé à M. Joxe, payer pour se débarrasser des troupes soviétiques stationnées sur leur territoire comme les Allemands, c'est-à-dire financer la construction en Russie de logements destinés à accueillir les unités en retraite.

«C'est exact, nous a-t-il déclaré, j'ai bien dit que le ministre de la défense de la nouvelle Union devrait être un civil. La question n'est pas de ma compétence, mais je suis prêt à changer de tenue s'il faut un civil. Ce n'est pas une boutade et vous savez bien compris».

Vendredi soir, le maréchal Chapochnikov avait revêtu son uniforme. Il était invité à l'ambassade de France à Moscou par M. Pierre Joxe qui terminait son séjour dans la capitale soviétique avant de se rendre à Novossibirsk et à Tachkent. Mais la veille, le maréchal avait reçu le ministre français de la défense dans sa datcha aux environs de Moscou. Habillé en civil, un détail vestimentaire qui n'est pas passé inaperçu.

Même si la soirée fut infiniment moins animée que celle de l'ambassade de France, on retrouva à la même table, entre M. Joxe et le maréchal Chapochnikov, le nouveau chef du KGB, M. Bakatine, l'ancien ministre de la Défense, M. Alexandre Iakovlev et le conseiller militaire du président russe Boris Eltsine, le général Kobets, celui-là même qui demandait, lors du putsch, le privilège d'exécuter le maréchal Iazov, des qu'il serait condamné à mort.

Le maréchal Chapochnikov a beau être direct et multiplier les éloges de la démocratie, il n'arrive pas à comprendre les inquiétudes des Occidentaux quant aux armes nucléaires, qu'il appelle stratégiques ou tactiques. Le tout en jugeant «intéressante» la proposition de M. Mitterrand de réunir les quatre puissances nucléaires intéressées par la situation en Europe (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et URSS), il affirme avec une patience proche de l'agacement que Moscou a un «contrôle total» sur ses armes. «Ma parole devrait suffire», ajoute-t-il.

avec une irritation composée. Conscient cependant que ce n'est pas exactement le cas, il concède qu'il va réfléchir avec les plus hautes autorités d'URSS sur ce que «nous n'avons pas fait et sur les moyens de perfectionner le système».

Il refuse cependant de dire combien de temps risquent de durer ces institutions transitoires dont vient de se doter la nouvelle Union et évite de préciser quels devraient être exactement les effectifs d'une armée modernisée. C'est à peine s'il avance le chiffre de trois millions pour la phase transitoire sans qu'on sache s'il reconnaît par là les évaluations occidentales selon lesquelles l'armée russe compterait encore plus de quatre millions d'hommes. Il est extrêmement prudent sur les structures militaires de l'Union de demain.

Sa seule certitude c'est que les Républiques baltes n'en feront pas partie. Mais elles devront, a-t-il affirmé à M. Joxe, payer pour se débarrasser des troupes soviétiques stationnées sur leur territoire comme les Allemands, c'est-à-dire financer la construction en Russie de logements destinés à accueillir les unités en retraite.

JACQUES AMALRIC

Les Etats-Unis écartent l'idée française d'une réunion à quatre sur l'armement nucléaire

L'Union soviétique a accepté vendredi 13 septembre une proposition américaine de négociations sur la réduction des armes nucléaires à courte portée, rapporte l'agence Tass. L'agence précise que le secrétaire d'Etat, M. James Baker a proposé l'ouverture de telles négociations lors d'une rencontre avec le général Vladimir Lobov, chef d'état-major de l'armée soviétique. Vladimir Lobov a apporté son soutien à cette proposition.

M. James Baker a aussi rencontré le ministre soviétique de la Défense, M. Evgueni Chapochnikov, avant de s'enlever vendredi soir pour Saint-Petersbourg. «Je suis profondément satisfait des résultats de mes entretiens», a-t-il déclaré, selon Tass.

D'autre part, à Washington, un porte-parole de la Maison Blanche, M. Roman Popadiuk, a écarté l'idée avancée par M. Mitterrand de réunir d'urgence les quatre puissances détentrices d'armes nucléaires en Europe (France, Etats-Unis, Grande-Bretagne, URSS) pour se concerter sur l'avenir de ces armements après les récents événements en URSS. «C'est une question préoccupante, mais nous estimons qu'elle doit être traitée au sein de l'OTAN», a-t-il dit. Un sommet de l'Alliance atlantique doit avoir lieu début novembre à Rome. (AFP, Reuters).

Selon la télévision soviétique

400 000 personnes auraient été contaminées lors de la catastrophe nucléaire de Tcheljabinsk en 1957

Plus de trente ans après l'explosion survenue dans le complexe industriel de fabrication d'armes nucléaires de Tcheljabinsk (Oural), le 29 septembre 1957, la télévision soviétique a révélé que 400 000 personnes avaient alors été contaminées. Selon un reportage diffusé jeudi 12 septembre, le taux de radioactivité libéré par l'explosion aurait atteint 1,2 milliard de curies - soit des doses de radiations bien supérieures à celles enregistrées, en 1986, lors de la catastrophe de Tchernobyl (50 millions de curies). L'un des membres de la commission d'enquête effectuée sur Tcheljabinsk a affirmé que 935 cas de maladies liées à une irradiation avaient été recensés à la suite de l'explosion, et que

le nombre de leucémies parmi la population de la région avait augmenté de 40 %.

En juin 1989, l'agence Tass avait pour la première fois admis qu'un accident s'était produit en 1957 dans la région de Kychym, une petite bourgade située à une vingtaine de kilomètres du complexe de Tcheljabinsk. Elle affirmait alors que la radioactivité libérée n'avait pas dépassé 2 millions de curies. Ainsi que l'avaient reconnu l'année dernière les autorités soviétiques (le Monde du 26 septembre 1990), la zone interdite y couvrait encore 19 000 hectares, et la radioactivité atteint en certains points 4 000 curies par kilomètre carré. (AP).

□ Vers un renforcement de la coopération entre l'URSS et les pays du Golfe. - L'émissaire soviétique M. Evgueni Primakov a plaidé vendredi 13 septembre pour le renforcement de la coopération économique entre son pays et les monarchies pétrolières du Golfe, lors d'un entretien avec le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG), M. Abdallah Bishara, à Djeddah, en Arabie saoudite. Selon des sources diplomatiques arabes dans le Golfe, l'URSS s'apprêterait à demander une aide aux pays pétro-

liers du Golfe pour faire face à ses difficultés économiques. (AFP).

□ BULGARIE : élection présidentielle avant le 13 janvier. - Le Parlement bulgare a décidé, jeudi 12 septembre, que la nouvelle élection présidentielle aurait lieu avant le 13 janvier 1992, soit dans un délai de trois mois après les élections législatives, fixées en principe au 13 octobre prochain. L'actuel président, M. Jello Jeleu, un philosophe dissident unanimement respecté, paraît être, pour le moment, sans concurrent sérieux. (AFP).

SUEDE : les élections législatives du 15 septembre

Une coalition de centre droit pourrait mettre fin à neuf ans de gouvernement social-démocrate

Les élections générales, qui se tiennent dimanche 15 septembre, s'annoncent mal pour les sociaux-démocrates de M. Ingvar Carlsson. Le parti qui gouverna la Suède, seul ou en coalition de 1932 à 1976, et qui était revenu au pouvoir, après une parenthèse «bourgeoise» de six ans, doit faire face à une situation économique et sociale inhabituellement difficile et à un phénomène de rejet de la classe politique et des syndicats, surtout perceptible parmi les jeunes. Pour la première fois en Suède, un parti franchement populiste anti-impôts, le Nouveau Démocrate, vient troubler le jeu des grandes formations traditionnelles.

STOCKHOLM

de notre correspondant

Les sociaux-démocrates ont certes réussi à renverser la tendance très négative du printemps, mais, avec 35,9 % des intentions de vote, ils restent à plus de sept points de leur score de 1988. A une semaine du scrutin, les sondages de l'institut SIFO donnaient 41,1 % des voix au bloc socialiste (sociaux-démocrates et anciens communistes du Parti de la gauche) et 49,4 % au bloc «bourgeois» (conservateurs, libéraux, centristes et chrétiens-démocrates) auquel s'ajoute la Nouvelle Démocratie (ND), mouvement populiste de droite, créé en février dernier, qui, avec les 6 % dont il est actuellement crédité, devrait faire son entrée au Parlement. Quant aux Verts, ils ne sont pas du tout assurés de rester dans l'enceinte où ils avaient porté, il y a trois ans, la vague écologiste et la mort des phoques.

M. Ingvar Carlsson, le premier ministre, s'est efforcé durant la campagne de convaincre les électeurs - surtout les quelque 13 % d'indécis - que le plein emploi, une économie nationale solide, une entrée digne dans la CEE, la foi dans l'avenir et de vieux jours douillet sont des fruits qu'ils ne récolteraient qu'en votant pour «un gouvernement fort» - autrement dit pour la social-démocratie. Et de brandir le spectre des six années de l'intermède bourgeois (1976-1982) pour démontrer que la droite est aujourd'hui aussi divisée qu'elle l'était alors et qu'une autre expérience de ce genre ne pourra se solder que par une nouvelle catastrophe.

La droite ne présente pas, c'est vrai, une plateforme parfaitement homogène, mais on ne peut la re-

dire responsable de la situation problématique de la Suède d'aujourd'hui : un chômage de 3,1 % (faible pour d'autres pays, mais préoccupant pour la social-démocratie, championne du plein emploi), pas d'annonce de reprise ni de la productivité, ni des investissements, ni de la croissance, et une TVA de 25 % sur tous les produits, biens et services qui détruit porte-monnaie, moral et morale électorale.

Sortir de l'arène

La formidable machine social-démocrate est essouffée et a du mal à s'adapter aux réalités. Toutefois, l'entreprise a commencé avec, notamment, la mise en place de «la réforme fiscale du siècle» décidée à l'automne 1989 et appuyée par les libéraux, un début de dégraissage de l'énorme secteur public - dont les dépenses représentent 60 % du PNB - une révision de l'assurance maladie, une croix provisoire sur les promesses de 1988 (sixième semaine de

congrès, et extension de l'assurance parentale).

Autant de mesures plus libérales que social-démocrates pour sortir de l'arène et encourager les indécis à investir en Suède et pas seulement dans l'espace communautaire. Sauver l'économie nationale est le véritable enjeu de ces élections.

M. Carl Bildt, le leader conservateur - et futur premier ministre, peut-être - et le chef du Parti libéral, M. Bengt Westerberg, ont présenté leur programme en avril dernier : «Nouveau départ pour la Suède». Leurs orientations sont nettement antisocialistes : «Promotion d'une économie de marché forte, accroissement de la concurrence, stimulation plus active de l'épargne individuelle et de la propriété», assorties d'une réduction de la pression fiscale totale, de la taxe patronale, de la TVA, de modifications de la couverture sociale - un peu trop généreuse, et indirectement génératrice d'absentéisme - abolition prévue des allocations logement, privatisations, aussi bien dans l'industrie que dans les services et la santé publique, secteur qui illustre la sclérose du système.

M. Olof Johansson, le leader du Parti du centre (ex-agriculteur), n'a pas signé le manifeste parce qu'il n'y a pas été invité. Ses vœux sur les réformes économiques et sociales, la politique énergétique, les relations entre la Suède et la CEE ne concordent pas toujours avec celles de ses partenaires conservateurs et libéraux.

Le centre, bien que non socialiste, apparaît aujourd'hui comme l'élément le plus bésitant de la «coalition du trèfle à quatre feuilles», ce que ne manque pas d'exploiter le Parti social-démocrate. Quant aux chrétiens-démocrates, ils vont sans doute faire leur entrée au Riksdag où ils n'avaient eu qu'un strapontin de 1985 à 1988 à côté des centristes. Ils adhèrent pleinement au programme économique de M. Bildt et Westerberg, et se contentent, pour se profiler, d'insister sur la restauration des valeurs morales et familiales.

Menteur et malappris

Sur la défensive, les sociaux-démocrates tentent de lézarder le front «bourgeois». Le patron de la centrale syndicale (LO), M. Stig Malm, fait de l'agitation sur les chantiers en affirmant, par exemple, que la droite, si elle revient au pouvoir, va liquider les fonds de retraite... Les «bourgeois» contre-attaquent en dénonçant les intentions du gouvernement de «socialiser» l'économie. Dans les débats télévisés, on se traite réciproquement de menteur et de malappris.

Si le Parti social-démocrate s'est «décoloré» et fait des promesses libérales pour ne pas perdre davantage de voix, les partis de centre-droite ne sont pas non plus prêts à démanteler l'ensemble de ce système social auquel les Suédois restent attachés... Ils leur proposent en revanche davantage de liberté de choix. L'individualisme gagne du terrain en Scandinavie. Les solutions «collectives», l'adhésion à un parti ou à un syndicat ne séduisent plus beaucoup et cette désaffection se manifeste surtout chez les jeunes.

Les discours politiques habituels, ceux qui ont expliqué le succès immédiat de l'«antipolitisme» des leaders de la Nouvelle Démocratie et la remontée spectaculaire des chrétiens-démocrates, qui devraient obtenir plus de 4 % des suffrages, seules de la représentation parlementaire. L'électorat se morcelle et fait des infidélités aux grands partis qui ont dominé la vie politique de ce pays depuis plus de cinquante ans.

FRANÇOISE NIETO

Le comte et le producteur de disques

STOCKHOLM

de notre correspondant

Sur les affiches électorales social-démocrates signées Jacques Séguéla, les visages du premier ministre, M. Ingvar Carlsson, de son argentier et de son jeune ministre du travail étaient déjà soigneusement retouchés par l'art du publicitaire. Ils l'ont été davantage par des plaisants qui ont barbouillé leurs nez au spray rouge. Le leader libéral, M. Bengt Westerberg, a subi la même traitement.

Pourtant, les «clowns» officiels de cette campagne électorale ont été les deux animateurs de la Nouvelle Démocratie, qui ont fait une entrée tapageuse sur la scène politique suédoise en février dernier : le comte Jan Wachtmeister, industriel facéieux, à la tête d'un groupe qui a basé en toute modestie The Empire, et son associé en politique, d'extraction plus modeste, M. Bert Karlsson, producteur de disques et propriétaire de parcs d'attraction dans le sud du pays.

Avec la langage «peuple» qui est le leur, «ians» et «Berts» ont déclaré la guerre à la social-démocratie, à la bureaucratie, à la pression fiscale, à l'aide tradi-

tionnelle au développement du tiers-monde, à l'immigration sous sa forme actuelle, aux monopoles, au collectivisme, à la grisaille politique, à l'ennui et aux contractualismes... «Nous voulons tout changer en Suède ou presque. Nous ne sommes pas des politiciens, mais pour changer quelque chose, il faut entrer en politique», dit le comte, qui a démontré son dégoût pour le bureaucratie en brûlant sur la voie publique, avec une centaine de ses amis, les formulaires du dernier recensement de la population.

«Berts», pour sa part, s'était fait piteusement piquer au cours d'un débat télévisé par un journaliste un peu trop précis. Il avait alors démissionné du parti pour bouder dans son coin... avant de le réintégrer quelques jours plus tard. La classe politique établie ricane de ces pantonnades, mais l'audience de la Nouvelle Démocratie (plus de 5 % des voix selon les sondages), surprennent dans un pays comme la Suède, est un indicateur du cynisme croissant de l'électorat à l'égard de la politique des politiciens.

F. N.

PROCHE-ORIENT

LIBAN : après la prise d'otages de Nakoura

Le rapport du commandant de la FINUL met indirectement en cause les Israéliens

L'incident intervenu dans la nuit du vendredi 13 septembre entre la FINUL et des éléments armés, au sud du Liban, et au cours duquel un «casque bleu» suédois a été tué, (le Monde du 14 septembre) s'est terminé tragiquement en raison de tir venant «de la direction de la mer» où croissent des bateaux israéliens, indique le rapport du secrétaire général, soumis vendredi au Conseil de sécurité.

Le rapport de l'ONU explique que trois hommes armés ont débarqué, tôt vendredi, d'un canot pneumatique près du quartier général de la FINUL à Nakoura. Arrêtés peu après, les trois hommes ont été conduits à Beyrouth et remis aux autorités libanaises. Au même moment, poursuit le rapport, un deuxième groupe de trois hommes armés a pris en otages quatre soldats français et huit soldats suédois, en train de faire du sport et les a rassemblés dans un bâtiment vide près de la frontière israélienne.

Avertisse de cet incident, la FINUL a signalé aux forces israéliennes que des «casques bleus» se trouvaient retenus dans la région et leur a demandé de ne pas ouvrir le feu. Des officiers français, poursuit le rapport, «ont immédiatement entamé des négociations avec les

hommes armés en vue de leur faire relâcher leurs otages et de les amener à se rendre à la FINUL».

Pendant ces discussions, des forces de l'ALS (armée du Liban-Sud, créée et financée par Israël) ont pris position autour du bâtiment dans lequel étaient retenus les otages. «A 8 h 33 locales, le bâtiment a été soumis à des tirs d'armes automatiques venant de la direction de la mer et, peu après, de toutes les directions», ajoute le rapport. Les blessés victimes de ces tirs n'ont pu être évacués qu'une heure plus tard, selon le document (les deux blessés français sont l'adjoint Meizanne et le brigadier-chef Condette). Puis, les forces de l'ALS ont pénétré dans le bâtiment pour s'emparer des deux Palestiniens et du corps du troisième «en dépit des efforts que les soldats de la FINUL ont fait pour les en empêcher».

Mise en cause par l'ALS qui a affirmé que ces prisonniers appartenaient au Fath, l'OLP a affirmé que «ni la centrale palestinienne, ni les formations qui en sont membres n'entretiennent de lien avec ce commando». Selon une source palestinienne à Beyrouth, ce dernier appartenait à un groupe intégriste dissident du Fath. (AFP).

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS

La santé «incroyable» de M. Bush

Quatre mois et demi après avoir souffert de troubles cardiaques, M. George Bush a été jugé par ses médecins vendredi 13 septembre dans un état de santé «incroyable», ce qui semble le dernier obstacle à sa candidature à sa propre succession en novembre 1992. «Je me sens bien à 100 %», a déclaré M. Bush, qui est âgé de soixante-sept ans, après avoir subi une série d'examen cardiaques à l'hôpital naval de Bethesda (Maryland). Les médecins de M. Bush ont indiqué que les tests étaient «totalement normaux», que ses fonctions cardiaques étaient parfaites et que les chances d'une réapparition des troubles cardiaques étaient «très limitées».

Le 4 mai dernier, le président

américain avait dû être hospitalisé après avoir souffert de fibrillations des oreillettes du cœur dans sa résidence de week-end de Camp David (Maryland). Les médecins avaient diagnostiqué la maladie de Graves, une surproduction de la glande thyroïde, dont souffrait également son épouse Barbara.

La glande thyroïde a été détruite par un médicament composé d'iode radioactif et M. Bush doit prendre pour le restant de ses jours un médicament compensateur. Mais il a pu caser deux traitements, l'un pour la régulation du rythme cardiaque, l'autre visant à prévenir la formation de caillots, tout en continuant de prendre de l'aspirine pour éviter tout risque d'attaque. (AFP).

□ Un Noir candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle. - M. Douglas Wilder, gouverneur de la Virginie, a annoncé, vendredi 13 septembre, sa candidature à l'investiture démocrate à l'élection présidentielle de novembre 1992. M. Wilder s'est le premier gouverneur noir des Etats-

Unis, mais il refuse de limiter ses ambitions à celle d'un porte-parole de sa communauté pour jouer à fond la carte multiraciale. Petit-fils d'esclave, il avait réussi en novembre 1989 à se faire élire gouverneur de la Virginie, un ancien Etat de la Confédération qui compte moins de 20 % de Noirs. (AFP).

هكذا من الأصل

AFRIQUE

MAROC : l'expulsion de M. Abraham Serfaty

L'opposant marocain Abraham Serfaty, expulsé vers la France, dans le minibus du vendredi 13 septembre, est arrivé vers 15 h 45 à l'aéroport d'Orly, à bord d'un appareil de Royal Air Maroc. « Nous nous réjouissons de la libération d'un homme qui était détenu depuis dix-sept ans », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Daniel Bernard, soulignant qu'il s'agissait d'une « décision souveraine des autorités marocaines ». Le porte-parole du Quai d'Orsay a laissé entendre que la France pourrait accorder l'asile politique à M. Serfaty, si celui-ci en faisait la demande.

M. Valéry Giscard d'Estaing a affirmé, ven-

dredi, que « le roi du Maroc [lui] avait fait part, en décembre, à Rabat, de son intention de mettre fin dans l'année à la détention » de M. Serfaty. « Il m'avait indiqué qu'il ne voulait pas prendre cette décision sous la pression et m'avait demandé de garder le secret sur son projet. Je me réjouis qu'il ait tenu parole », a ajouté l'ancien président de la République.

Le Parti socialiste se « réjouit vivement » de la libération de M. Serfaty, « en faveur de laquelle il était intervenu encore récemment ». M. Roland Carraz, ancien ministre, député socialiste de la Côte-d'Or, rappelle, « qu'il reste dans les prisons marocaines ce qu'on appelle les morts-vivants »

de Tazmamart », M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, députée (PS) de l'Essonne, considère que la libération de M. Serfaty est « due surtout à la persévérance de deux femmes, sa compagne et la présidente de la Fondation France-Libertés, M^{me} Danielle Mitterrand ». Pour M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, « c'est la plus belle victoire des combattants de la cause des droits de l'homme depuis la libération de M. Nelson Mandela ».

Pour la Ligue des droits de l'homme, cette libération, « résultat du combat courageux » de M. Serfaty « et de tous ceux qui ont contribué à faire connaître la vérité sur le régime d'Hassan

II », ne doit pas « faire oublier que d'autres prisonniers continuent de subir dans des conditions inacceptables un emprisonnement totalement illégitime ». Selon l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM), « 785 détenus politiques marocains » restent sous les verrous, tandis que quelque « 800 civils se réclament du Front Polisario » sont actuellement « séquestrés dans différents bagnes, dont le plus connu est celui de Kalaat M'Gouna ».

Enfin, à Alger, le Front Polisario a salué « la ténacité et l'endurance » de M. Serfaty, « qui a payé (...) le difficile et lourd tribut de son soutien au droit à l'autodétermination ».

« Je maintiens toutes mes opinions »

déclare l'opposant au régime chérifien

Jamais, sans doute, l'appartement de l'avenue de Choisy, dans le 13^e arrondissement de Paris, n'avait connu comme vendredi 13 septembre un tel bouillonnement de joie, de fièvre et de champagne. Depuis 17 h 30, c'est un flot continu, une cohue d'embrassades : les membres de la famille, les amis, les voisins piétinent sans impasse dans le petit salon, où un colosse à cheveux gris, vêtu d'un vieux jean délavé et d'un sweat-shirt un peu crasseux, vient de faire son entrée.

Il marche en boitant, embrasse la pièce d'un regard calme. Les photographes et les caméramans, agglutinés autour de lui, ne semblent pas l'embarrasser. Pas plus que les sonneries du téléphone, auquel sa femme, Christine, répond sans se lasser. Assis dans un fauteuil, sa déhiscence posée à ses pieds, Abraham Serfaty, célèbre, ce vendredi 13 septembre, après dix-sept années de détention au Maroc, sa première soirée d'homme libre.

Quand il a été convoqué - « à 9 h 20 du matin », précise-t-il - dans le bureau du directeur de la prison de Kenitra, il ne se doutait de rien. Tout au plus, pensait-il, voulait-on lui parler de cette grève de la faim qu'il avait mené d'été, le 1^{er} octobre, pour dénoncer l'interdiction faite en juillet à son épouse française de lui rendre visite. « Quand je suis arrivé dans le bureau, raconte-t-il, deux de mes amis étaient là. Ils m'ont dit : « Vous êtes libres. Je suis retourné au quartier A pour saluer mes camarades et, à 9 h 30, j'étais dehors ». Le plus ancien prisonnier politique marocain ignore encore que ce « dehors » est celui de Paris.

Ce n'est qu'un peu plus tard, lorsque la voiture, qui semblait devoir les conduire à Rabat, a bifurqué pour

prendre la route de l'aéroport, que M. Serfaty et ses avocats ont compris qu'il y avait quelque chose. En fait de libération, le prisonnier de Kenitra allait être expulsé, comme un vulgaire immigré clandestin.

Une « comédie illégale »

Selon le ministère de l'Intérieur, en effet, M. Serfaty, en se faisant passer pour marocain, se serait conduit comme « un véritable imposteur », puisqu'il est en réalité... « citoyen israélien ». Une allégation que l'intéressé dément avec vigueur. « Mon passeport est marocain », assure-t-il, précisant qu'il a refusé de signer le procès-verbal d'expulsion, comme le lui avaient demandé les autorités, avant de le faire monter dans l'avion à destination de la France.

« Cette remise en cause de mon nationalité marocaine est un mensonge, forgé par les autorités coloniales françaises, en décembre 1952, et que le gouvernement marocain reprend aujourd'hui à son compte », estime M. Serfaty. Comme la plupart des juifs établis au Maroc, les ancêtres séfarades de M. Serfaty avaient dû fuir l'Espagne en 1492, avant de s'installer à Tanger : le « mensonge » fait ainsi offense à cinq siècles d'histoire.

Selon M. Serfaty, la question de sa nationalité a été « définitivement tranchée » en février 1956, par le premier ministre de la justice du Maroc indépendant, qui avait adressé une lettre à la présidence du conseil marocain, établissant sa nationalité marocaine. Part de ces arguments, M. Serfaty a décidé de présenter un recours en justice contre cette mesure d'expulsion, qu'il qualifie de « comé-

die » et considère comme « illégale ». En attendant de pouvoir retourner au Maroc, comme il dit le souhaiter, le fondateur du mouvement marxiste clandestin Ila al Amam, aujourd'hui âgé de soixante-cinq ans, entend bien continuer à faire de la politique - « dans les limites de la loi française », précise-t-il. « Je maintiens toutes mes opinions », souligne-t-il.

C'est en termes très modérés, cependant, qu'il évoque la question du Sahara occidental et l'échec du référendum proposé par les Nations unies. « Je me réjouis de voir reconnu le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui », explique-t-il prudemment. Pas question, en tout cas, de nier ouvertement - comme Hassan II lui a reproché de le faire - la marocanité du Sahara. « J'espère que le programme de l'ONU sera mené à terme et que je m'en remettrai, dans ce cadre, à la volonté du peuple sahraoui », ajoute M. Serfaty.

Kenitra prison « vitrine »

Selon lui, si Rabat a été « contraint d'accepter le projet de référendum », c'est à cause des « contradictions entre le peuple et le régime, et non pas entre les forces politiques légitimes et le régime ». Ce régime, que M. Serfaty juge « à bout de course », serait désormais obligé de « lâcher du lest, afin de pouvoir préserver ses structures répressives et policières ». Ces concessions « au compte-gouttes » - qu'il s'agisse du feu vert de principe au référendum ou de l'élargissement de prisonniers politiques - ne doivent pas faire illusion : « Il n'y aura pas d'état de droit et de démocratie au Maroc sans une rupture avec le système existant », prévient M. Serfaty.

Dénouant le maintien en détention de ses trois compagnons du procès de Casablanca, en 1977, il admet volontiers que ceux-ci bénéficient de conditions matérielles « relativement bonnes depuis le début des années 80 ». Mais ce qui est vrai pour les détenus du quartier A (parloirs directs, libre circulation dans le quartier jour et nuit, possibilité d'accès à la radio et aux journaux) est loin d'être la règle ailleurs.

« La prison de Kenitra, c'est la vitrine de l'administration pénitentiaire », résume l'ancien détenu, qui estime à « plusieurs centaines » le nombre des prisonniers politiques - dont ceux du bagne de Tazmamart, « aussi horrible qu'Auschwitz ». Quant aux prisonniers de droit commun, plongés dans « un enfer indescriptible », le film *Midnight express* (qui décrivait les prisons turques) n'a fait, dit-il, que « donner une petite idée de leur sort ».

Lui-même ne se plaint pas. Certes, la séquelle de polio myélique, qui est à l'origine de son boîtement, s'est aggravée avec l'emprisonnement, mais, dans l'ensemble, assure-t-il, « ma santé est plutôt bonne ». Ce dont il dit avoir le plus souffert, durant ces dix dernières années de détention, ne concerne pas, d'ailleurs, les soins médicaux, la nourriture ou la rareté des livres. « Ce qui m'a manqué le plus, ce sont les enfants, lâche-t-il soudain. « La vie, c'est les enfants. Quand on n'a pas d'enfants autour de soi, on est comme privé de vie. » Le colosse de Kenitra a un vague à l'âme de grand-père. « C'est tout un autre monde », dit-il en souriant. Je lui dois d'apprendre.

CATHERINE SIMON

Les rapports franco-marocains

1986

● Décembre : M. Abraham Serfaty, condamné à la détention à perpétuité en 1977, obtient l'autorisation de se marier en prison, grâce à une démarche de M^{me} Danielle Mitterrand.

1987

● 14 avril : Hassan II explique, sur les ondes d'Europe 1, qu'il a repoussé les interventions de M^{me} Mitterrand en faveur des détenus politiques, en particulier des détenus de la prison de Kenitra.

● 30 avril : La famille du général Oufkir, en détention depuis quinze ans, sollicite la clémence du roi, avec l'appui de son avocat, M^{me} Georges Kleiman et de la Ligue des droits de l'homme.

1988

● 24 janvier : Plusieurs pays européens, dont la France, protestent contre la répression des manifestations du 20 janvier.

● 28 janvier : Un groupe d'intellectuels français lance un appel en faveur des détenus politiques.

● 3 août : Hassan II assure, dans un entretien accordé au *Monde*, que « l'amitié des hommes politiques français et des responsables marocains n'est pas conjoncturelle ».

1989

● 28 avril : En présence de M^{me} Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés, M^{me} Kleiman réunit une conférence de presse sur le sort de la famille Oufkir qui a commencé une grève de la faim.

● 19 décembre : Hassan II confirme, lors de l'émission « l'heure de vérité », avoir demandé personnellement aux trois adolescents de Creil de ne plus porter le foulard islamique.

● 22 juin : Le roi du Maroc assiste au sommet franco-africain de La Baule.

● Septembre : Le livre de Gilles Perrault *Notre ami le Roi* est publié aux éditions Gallimard.

● 14 septembre : Les autorités marocaines annulent les manifestations de l'Année du Maroc, qui devaient avoir lieu en France.

● 2 novembre : Le premier ministre, M. Michel Rocard, souligne, dans un message à son homologue marocain, « le souci [de son gouvernement] de maintenir des relations d'étroite coopération entre la France et le Maroc ».

● 7 novembre : M^{me} Mitterrand reçoit, à Paris, la femme du secrétaire général du Front Polisario, après avoir annulé son voyage dans les camps de réfugiés sahraouis, près de Tindouf, en Algérie.

● 13 novembre : Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, se rend en visite de « clarification », au Maroc, où l'on dénonce la « campagne de dénigrement du Maroc menée par les médias français ».

● 16 décembre : Selon des sources marocaines, trois Français, les frères Bourquiel, seraient retenus au secret, au bagne de Tazmamart, depuis juillet 1973.

● 21 décembre : L'appel du gouvernement français au respect des droits de l'homme par les autorités marocaines après la répression de la grève générale du 14 décembre est dénoncé comme une ingérence par Rabat.

1991

● 4 mars : M^{me} Mitterrand se réjouit de la libération de la famille Oufkir.

● 4 avril : M. Dumas se rend au Maroc dans le cadre d'une tournée dans les cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA), après la guerre du Golfe.

● 12 juin : L'Etat du Maroc perd son procès contre Radio France internationale (RFI), France-Info et Antenne 2, qui avaient diffusé des entretiens avec M. Perrault.

● 20 juin : M. Diouri, réfugié politique marocain, est expulsé de France vers le Gabon.

● 24 juin : M. Mitterrand justifie, à Dunkerque, l'expulsion de M. Diouri, en lui reprochant un « manquement répété au devoir de réserve », imposé à tout réfugié politique.

● 10 juillet : Le tribunal administratif de Paris, jugeant qu'il n'y avait pas « urgence absolue » à expulser M. Diouri, accorde à celui-ci un sursis à exécution.

● 16 juillet : M. Diouri rentre en France.

● 20 juillet : Hassan II, dans un entretien accordé à TF1, juge qu'en France, M. Mitterrand et lui-même « les choses vont comme elles doivent aller ». En matière d'immigration, il défend le système des quotas, se déclare hostile au droit de vote pour les travailleurs étrangers en France et à une politique d'intégration. Il indique que l'épouse de M. Serfaty - de nationalité française - est interdite de séjour au Maroc.

● 24 juillet : Les députés marocains mettent en garde « certains milieux politiques français » contre toute « ingérence » dans le processus devant conduire au référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

● 27 juillet : M. Roland Carraz, député socialiste de la Côte-d'Or demande à M^{me} Edith Cresson d'« invier officiellement » M. Serfaty en France.

● 28 août : A la suite d'opérations de l'armée marocaine au Sahara occidental, le comité de vigilance, créé à Paris et notamment animé par la Fondation France-Libertés que dirige M^{me} Mitterrand, demande que « la communauté internationale se porte au secours des populations civiles sahraouies, qui fuient devant l'avancée des troupes marocaines ».

● 3 septembre : Dans une lettre ouverte, M. Serfaty menace d'observer une grève de la faim à partir du 1^{er} octobre si son épouse n'est pas de nouveau autorisée à lui rendre visite au Maroc.

● 13 septembre : M. Serfaty est libéré de la prison de Kenitra et aussitôt expulsé vers la France, où il arrive, à bord d'un appareil de Royal Air Maroc, en début d'après-midi. Le ministère français des affaires étrangères exprime sa « satisfaction » et assure que la France est prête à accorder l'asile politique à M. Serfaty.

Rabat veut améliorer ses relations avec Paris

Suite de la première page

Le fait qu'il soit de confession juive et qu'il conteste la marocanité du Sahara occidental ne peuvent guère lui valoir la sympathie du plus grand nombre. Que les organisations humanitaires locales et les partis politiques d'opposition aient commencé à élever tout doucement la voix, ces derniers temps, pour obtenir l'élargissement des prisonniers d'opinion, ne change rien à l'affaire.

Les plus soulagés par la décision royale auront probablement été les membres de la très entrepreneuriale communauté juive, qui souffrait que l'un des siens soit ainsi montré du doigt et jeté au ban de la nation. Au point que des âmes peu bienveillantes en étaient venues à lui tenir rigueur du comportement de ce « drôle de citoyen ».

Au moment où son pays s'engage, à pas comptés, sur le chemin d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, Hassan II avait besoin de « décrier » la situation politique, comme le lui réclamait son opposition, afin de rassembler toutes les énergies autour de cette « cause sacrée ».

Pour l'essentiel, le geste d'Hassan II a été à usage externe. N'a-t-il pas été fait à la veille du

sommet qui doit réunir à Casablanca les chefs d'Etat des pays membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) ? Et ne survient-il pas, surtout, deux semaines avant le voyage officiel du souverain chérifien aux Etats-Unis, où l'on se montre très soucieux en matière de respect des droits de l'homme, d'autant que le Maroc s'apprête à occuper, pour deux ans, un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU ? Regagner ainsi quelque crédit hors des frontières du royaume, singulièrement en France : Hassan II en a ressenti la nécessité.

L'affaire Serfaty était devenue un des éléments clés du contentieux entre Paris et Rabat, depuis que la gauche au pouvoir en France avait pris à cœur le sort de ce détenu politique un peu hors du commun. Une fois libérés, fin février, la veuve et les enfants du général Mohamed Oufkir, M. Serfaty, « militant arabe-juif » comme il se définit lui-même, restent le prisonnier-vedette, mais aussi le plus ancien détenu du pays.

M^{me} Danielle Mitterrand avait obtenu, en 1986, qu'il puisse épouser en prison M^{me} Christine Daure. Cette Française, en 1972, à l'époque où elle enseignait l'histoire et la géographie au lycée de Casablanca, avait accepté de le cacher avec elle, puis avait décidé de faire route avec lui. Le droit de visite que lui valait sa qualité d'épouse lui fut retiré fin juillet, Hassan II jugeant, lors d'un entretien diffusé par TF1, qu'elle avait « abusé de l'hospitalité » marocaine.

Il est vrai que M^{me} Serfaty avait fini par s'intéresser de près au sort des autres prisonniers politiques, notamment à celui des quelque trente « *emmurés vivants* » - parmi lesquels trois Français, les frères Bourquiel - du bagne secret de Tazmamart. Son mari avait

annoncé son intention de déclencher une grève de la faim à partir du 1^{er} octobre si ce droit de visite n'était pas rétabli. Il y avait fort à craindre pour Hassan II qu'une nouvelle « campagne de dénigrement des médias français », comme on a l'habitude de dire ici, aurait accompagné son geste.

Que ce « Brésilien » n'ait pas été expulsé vers son pays d'origine mais vers la France n'est pas sans signification. Après le maître-tron provocateur il y a un an dans les relations avec l'ancienne métropole par la parution, à Paris, du livre-broché de Gilles Perrault *Notre ami le Roi*, puis relancé, fin juin, par la malencontreuse expulsion de France de M. Abdelmoumen Diouri, un opposant marocain, Hassan II ne souhaitait peut-être pas soulever une nouvelle tempête politique.

Lente normalisation

M. Diouri avait même proposé, au retour de son ex-gabonais, de faire passer la publication d'un pamphlet intitulé *A qui appartient le Maroc*, qui lui avait valu son bannissement, si tous les prisonniers politiques étaient libérés d'ici au 15 octobre. Le souverain chérifien n'est pas homme à passer un tel marché, à céder à pareil challenge. Mais l'on ne peut exclure que, de part et d'autre, on cherche aujourd'hui à calmer le jeu, à éviter ces crises à répétition qui ne profitent à personne.

Toujours est-il que la décision royale s'inscrit dans le cadre d'une très lente normalisation, notamment marquée, ces derniers mois, par la création de tribunaux administratifs, la réforme de la garde à vue, l'amélioration des conditions de détention et la libération, par petits paquets, de prisonniers politiques. La dernière grâce royale avait permis, le 14 août, l'élargissement de quarante opposants.

Mais le cas Serfaty paraissait insoluble depuis qu'Hassan II avait affirmé, sur TF1, que « tant que ce monsieur n'aura pas reconnu que le Sahara occidental est marocain, la grâce royale ne jouera pas pour lui ». Pour sortir d'une situation qu'il avait lui-même verrouillée, et

surtout pour sauver la face, il lui fallait trouver un subterfuge.

« Brésilien » à la faveur d'un examen récent et approfondi de (sa) condition juridique, Abraham Serfaty, qui bénéficie pourtant de la nationalité marocaine depuis 1956, n'était, dès lors, plus redevable de rien à l'égard d'un pays qui n'était pas le sien. Ainsi soustrait à l'obligation, imposée à tout autochtone, de reconnaître la marocanité du Sahara occidental, il n'était plus qu'un « ressortissant étranger », dont les activités subversives ont porté « gravement atteinte à l'ordre public ». Le tour était joué : rien ne s'opposait plus à une mesure de libération-expulsion.

Le détenu numéro 19 559 de la prison centrale de Kenitra, déjà embastillé à plusieurs reprises sous le protectorat français, avait été arrêté le 10 novembre 1974. Cofondateur d'Ila al Amam (En avant), un mouvement marxiste-léniniste clandestin, cet ancien ingénieur des mines avait, très tôt, pris des positions radicales sur le dossier brûlant du Sahara occidental. En 1988, Hassan II s'était publiquement désolé que ce « pauvre homme », « contourné à ses coreligionnaires marocains », n'ait rien compris.

Condamné à la détention perpétuelle, le 15 février 1977, par la cour d'appel de Casablanca, pour « complot visant à renverser la monarchie » et « atteinte à la sûreté de l'Etat », Abraham Serfaty connaissait, au tout début de sa détention, la torture physique, puis fera des grèves de la faim pour obtenir l'amélioration de sa condition pénitentiaire et celle de ses compagnons de route.

Encore trois à quatre cents prisonniers politiques

En définitive, le pouvoir accepterait de faire quelques entorses au règlement en faveur de ces fortes têtes, comme s'il cherchait à se donner le beau rôle. C'est ainsi qu'Abraham Serfaty interdira, derrière ses barreaux, des procès en diffamation contre deux ministres, l'un qui l'avait traité de « *détenu privilégié* » et l'autre de « *détenu* ». Le « *Mandela marocain* » pouvait recevoir du courrier, lire la presse,

publier même des tribunes libres dans les colonnes de journaux français, notamment celles du *Monde*.

Tout en se félicitant du geste royal, l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) évalue, comme beaucoup d'observateurs locaux, entre trois cents et quatre cents - non compris plusieurs centaines de « *disparus* » sahraouis - le nombre de prisonniers politiques. Nombre qui a grossi, après les émeutes de la misère, en décembre dernier, à Fes et dans plusieurs villes du royaume.

Toute critique de cette « comédie » mise à part, il reste qu'un homme de conviction est sorti de prison, la tête haute, sans renier aucun de ses engagements politiques, appelant encore au renversement de l'ancien ordre des choses. « Quand la rouerie du monarque va dans le bon sens », s'interroge un observateur local, pourquoi fou-drait-il donc faire le moue et boudier son plaisir ?

JACQUES DE BARRIN

« Considérant que... »

L'arrêt du ministère marocain de l'intérieur mettant en cause la nationalité marocaine d'Abraham Serfaty affirme notamment :

« Considérant que Serfaty Abraham a gravement, et à plusieurs reprises, porté atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat (...), qu'il a soulevé à plusieurs reprises des documents destinés à l'administration du protectorat en place avant 1958, attestant de sa nationalité brésilienne d'origine et actuelle (...) ». - (AFP)

trait mettre fin à l'usage d'asile-démocrate

MÉRIQUES

POLITIQUE

La Fête de l'Humanité à La Courneuve

M. Abraham Serfaty en vedette attendue

Tous les dirigeants du PCF espèrent, depuis vendredi soir, que M. Abraham Serfaty pourrait venir participer, dimanche 15 septembre, à la Fête de l'Humanité, officiellement inaugurée, samedi, en fin de matinée, par M. Roland Leroy, directeur du quotidien communiste. Avant même l'annonce de sa libération, l'épouse de l'opposant marocain avait exprimé l'intention de venir au parc paysager de La Courneuve. La présence de son mari était donc très attendue par les militants communistes qui ont été rassurés aux remerciements que M. Abraham Serfaty leur a adressés, dès son arrivée à Orly, pour leur indéfectible soutien. Son intervention était d'autant plus souhaitée que ses premières déclarations publiques ont apporté de l'eau au moulin

des analyses que la direction du PCF tire des événements d'Union soviétique. « Cette libération constitue une invitation à dépasser l'opposition entre le pessimisme historique et l'optimisme révolutionnaire de commande, soulignait ainsi, samedi, l'éditorial de l'Humanité. Ce rayon de soleil est démonstratif des potentialités de la situation actuelle. »

Dans un entretien publié, le même jour, par Libération, la chef de file des communistes « refondateurs », M. Charles Fiterman, réaffirmait, pour sa part, sa volonté de ne pas rompre avec la PCF : « Partir ? Ce serait la plus facile, mais pour aller où dans les conditions actuelles ? D'une certaine manière je considère ce choix comme inefficace et immoral. Comme tous les autres

communistes, je suis héritier et copropriétaire d'un patrimoine, d'une culture. J'ai l'ambition de le faire fructifier et j'ai le sentiment de m'y employer honnêtement. Pourquoi est-ce moi qui devrais partir ? » M. Fiterman affirmait également, dans cet entretien, son refus de s'associer aux réactions critiques de certains anciens résistants communistes après la publication des nouvelles révélations sur le séjour de M. Georges Marchais en Allemagne sous l'Occupation : « Je désapprouve les attaques dont Georges Marchais est l'objet à propos de son passé », déclarait l'ancien ministre, avant d'ajouter : « Curieusement, ces attaques refont surface - sans jamais apporter de faits nouveaux - chaque fois que le débat politique se développe. Pourquoi ? »

« Révolution », le « changement » entre les lignes...

Malgré toutes ses bonnes intentions, l'hebdomadaire Révolution n'a pas trouvé, une seule fois, ces temps-ci, l'occasion de parler de Charles Fiterman. On a beau éplucher les quatre numéros publiés depuis le coup d'Etat à Moscou, le nom du chef de file des « refondateurs » n'apparaît nulle part. Révolution donne pourtant la parole à tout le monde, Michel Joubert, Claude Cheysson et Bernard-Henri Lévy ont été accueillis dans les colonnes, ainsi que « des évènements et des Prix Goncourt ». Si on en croit le rédacteur en chef, Jean-Paul Jouary, Révolution est même « l'hebdomadaire de France où l'on trouve la plus grande diversité d'interventions » (1). En quatre semaines, Révolution a abordé des sujets très divers : le « tremblement de terre » en URSS, « L'Ivraie et le bon grain » dans la culture soviétique, « L'évolution sans socialisme » en Europe centrale (« un flot de contradictions »), El, cité société, le marché de la forme (« Là aussi, les gros mangent les petits ») et la rentrée (« Une mère de famille donne son sentiment »). Mais pas le sujet Fiterman. Pas une ligne dans le compte-rendu des débats du dernier

comité central, pourtant intitulé « Le PCF dans la réalité française ». Un écho mesuré au travers des deux éditoriaux du directeur, Guy Hermer, par ailleurs député des Bouches-du-Rhône, qui fait pourtant partie lui aussi des coéditeurs. (« Enjeu vital » et « Un autre futur »). Et rien, bien sûr, dans celui, plus grinçant, de Jean-Paul Jouary (« Cadavre encombrant »).

Selon le rédacteur en chef, Charles Fiterman a eu le tort de ne pas se manifester. « Il ne nous a pas envoyé d'article. » De toute façon, à Révolution, « on fait les choses dans l'ordre. Une fois que l'Humanité a donné vingt-quatre pages sur le comité central, on ne peut rien faire de plus. »

Montée d'adrénaline

D'après les partisans d'un certain mouvement, ce rattachement à des origines plus complexes, « Pour le compte-rendu de nos divergences, la presse communiste n'a pas trouvé la formule, affirme le responsable de la rubrique « monde », Jacques Dimet. Il nous est plus facile de demander une prise de position à

Léonard ou même à Juquin qu'à Robert Mondragon, le maître contestataire d'Argenteuil. » Mais, ajoute-t-il, « les choses sont en train de changer. »

Le changement serait là, entre les lignes. Professeur de philosophie, Jean-Paul Jouary en fait une démonstration par l'absurde. « Si l'on avait pu dire de changement, cela aurait signifié que nous sommes comme on nous décrit souvent, schizophrènes et fermés. » Pour imposer un dossier de huit pages sur l'URSS (pour un magazine de soixante-quatre pages) et contrebalancer les articles de l'envoyé spécial à Moscou, le rédacteur en chef adjoint Gérard Streiff, il a tout de même fallu, semble-t-il, une petite montée d'adrénaline des contestataires. Le débat sur Cuba prévu par Révolution à la fête de l'Humanité a, d'autre part, été remplacé par une discussion à propos du « nouvel ordre international ». Ces conquêtes n'annulent pas toutefois les débats sur l'URSS. « Ceux qui n'ont pas lu la mois d'août, dit un journaliste, ne se sont pas rendu compte qu'ils avaient changé de parti. »

Le seul changement officiel à l'oc-

dre du jour est pour l'instant celui de la formule du magazine. Le nouveau Révolution sortira fin octobre. Il sera « plus sérieux » dans l'analyse, « plus vif » dans le débat et « plus impétueux », dit Jean-Paul Jouary. Le changement était prévu, l'actualité l'encourage. Chaque semaine fera l'objet d'un « débat contradictoire » avec des non-communistes et même, c'est promis, entre communistes. Le titre restera, tout le monde en est d'accord. Et sans doute aussi la devise de couverture, attribuée à Georges Marchais : « Nous vivons le temps des révolutions. » La semaine prochaine, Michel Piccoli est attendu dans les colonnes. Toujours pas de « refondateurs », donc, à l'horizon de Révolution. Mais Charles Fiterman n'a pas à se plaindre. Il a régulièrement les honneurs de l'Humanité, sans commentaire.

C. L.

Réunis à La Rochelle

Les députés du MRG sont divisés sur la création d'un groupe de centre gauche

Réunis jeudi 12 et vendredi 13 septembre à La Rochelle (Charente-Maritime), les députés nationaux de gauche ont débattu de l'opportunité de renoncer à leur qualité d'appartenance au groupe socialiste pour participer à la création d'un nouveau groupe à l'Assemblée nationale. Au terme de ces discussions qui doivent se poursuivre jusqu'au comité directeur du 21 septembre, il est apparu que les réticences et les réserves sont suffisamment fortes pour compromettre l'opération lancée par M. Emile Zuccarelli, président du MRG et M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, chef de file du mouvement France unie.

Les encouragements donnés, selon ses partisans, à cette initiative par M. François Mitterrand, M^{me} Edith Cresson ou encore M. Pierre Mauroy, ne sont pas

apparus décisifs. Les assurances (par exemple l'octroi de la présidence du groupe à M. Zuccarelli) n'ont pas convaincu de l'intérêt de concrétiser un rapprochement entre élus à gauche et élus au centre.

M. Zuccarelli s'est heurté aux préventions à son projet développées non seulement par MM. Cresson, Claude Gault (Hautes-Pyrénées) et Roger-Gérard Schwarzenberg (Vosges-de-Marne), mais encore par M. Alain Bonnet (Dordogne). Le président du MRG ne s'est trouvé qu'un solide soutien avec M. Jean-Pierre Defontaine (Pas-de-Calais) tandis que MM. Bernard Charles (Lot) qui, absent, avait exposé par lettre sa position, Kamilo Gata (Wallis-et-Futuna) et Jean Rigal (Aveyron) ont mis en garde contre les risques de division du parti.

A. Ch.

M. Lalonde veut « ouvrir » vers la droite

M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement et président de Génération-Écologie, a déclaré, jeudi 12 septembre, au cours de l'université d'été européenne de l'environnement, dans le Morbihan, que les écologistes peuvent envisager, selon lui, plusieurs types d'alliances. « Nous pourrions aller en direction des centristes et même de l'opposition », a-t-il dit. L'ouverture, il la faut bien la faire, car il faut se rendre compte que quand il y a l'extrême droite, les choses sont différentes. Il a ajouté : « L'enjeu principal est le renouveau de la vie politique. Il faut réinventer un idéal, trouver d'autres projets et d'autres objectifs. Ce renouveau,

pour moi, c'est l'écologie. Il est important que ce soit le vert qui triomphe, et pas le brun. »

Interrogé sur Europe 1, le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, a expliqué, vendredi, que son parti ne désire pas passer des alliances qu'il qualifie de « hommes de progrès », ce qui excite, à ses yeux, les hommes politiques [qui] ont décidé de se battre avec la droite. Dans le Quotidien de Paris de samedi, M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, s'interroge sur la « cohérence » des propos de M. Lalonde, en reprochant à celui-ci d'être « un obstacle, car il brouille les rapports de force ».

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Antoine Waechter

A la suite de l'article que nous avons publié dans nos éditions du 6 septembre intitulé « Il est minuit, docteur Delors », dans lequel étaient évoqués « les penchants évidents de M. Waechter vers la droite de la droite », nous avons reçu de M. Waechter la lettre suivante :

« Jean-Marie Colombani tient à l'égard des Verts et de moi-même des propos outragants. Certains commentateurs politiques, (...) véhiculent des rumeurs de café de commerce éliminatoires par les adversaires, l'agacement face au nouveau venu et parfois la peur de l'inconnu. La divergence des commentaires devrait pourtant interpeller leurs auteurs. »

La solidarité planétaire des écologistes s'oppose radicalement au national-égoïsme de la droite extrême. Le refus de la violence, des analyses menichéistes et de l'anthropocentrisme exacerbé les éloignent fondamentalement de la gauche extrême.

La mise en accord de leurs actes avec leur adhésion aux principes élémentaires du respect de la personne humaine, leur conception éthique du jeu politique, refusant

le marchandage des voix et le compromis, suscitent dans une classe politique déchaussée par les affaires, des frémissements féroces. Enfin, la remise en cause des postulats de l'industrialisme des ressources, de saint « technocrate » qui fonde les logiques économiques et sociales des gouvernements d'hier et d'aujourd'hui, la condamnation des volontés de puissance et de domination placent les Verts en opposition radicale à la droite et à la gauche, si tant est que cette distinction ait encore un sens aujourd'hui. »

[M. Waechter fait partie de ceux qui, tout en véhiculant des thèses hostiles à la politique et à ses clivages traditionnels, font bel et bien de la politique et poursuivent eux-mêmes une carrière politique. A ce titre, il est - et le mouvement des Verts dont il est le premier responsable avec lui - soumis à l'exercice normal de l'analyse et de la critique par la presse.

De ce point de vue, ses positions en vue des échéances électorales alimentent pour le moins un soupçon permanent de complaisance, de flèche avec la droite de la droite, puisqu'il refuse le principe d'un « front républicain » contre l'extrême droite. En outre, l'affaire Bérin, de son « un responsable des Verts auteur d'un texte antisémite », montre, en avril dernier, que sous la direction de M. Waechter, ce mouvement n'est pas prêt à la plus extrême sévérité contre de tels dérapages, le responsable en cause ayant été seulement « suspendu ». J.-M. C.]

« Bourges n'est pas Moscou »

BOURGES

de notre correspondant

Le maire de Bourges, M. Jacques Rimbault, député du Cher, fait-il partie des « ennemis » du PCF ? Alors que son parti connaît les difficultés que l'on sait, ce fantassin devenu capitaine réalise, en effet, à chaque élection, des scores de maréchal (1). Quelle est la part de l'habileté et celle de la sincérité lorsqu'il affirme qu'il est « conscient de ses limites » ? Sans doute y a-t-il un peu des deux. « Le hasard existe en politique, affirme-t-il en tout cas dans un entretien accordé le 7 septembre au Berry républicain. On ne peut nier le rôle des hommes dans l'Histoire. Mais, sans une grande équipe, une très large équipe qui bosse, nous n'aurions jamais obtenu à Bourges une telle réussite. Le hasard nous y a conduits, le travail nous y a maintenus. »

Bien dans sa peau de gestionnaire municipal, comme dans celle d'homme politique, M. Rimbault revendique aujourd'hui haut et fort son appartenance à un Parti communiste qui lui avait pris l'habitude de donner sur ses affiches électorales. Ferait-il donc de la provocation au moment où l'idéologie communiste est en voie de disparition ? « Nous avons ici une manière moderne et originale d'aborder les problèmes, explique-t-il. Jamais le PCF n'a été majori-

taire dans la municipalité de Bourges. Tout a été fait de compromis, de débats, d'accords. Depuis 1977, nous avons tous évolués. A notre arrivée, nous étions une liste d'union de la gauche. Nous sommes maintenant une liste unie pour Bourges. »

Membre du comité central depuis trente ans, le maire de Bourges reste, de toute façon, un inconditionnel de M. Georges Marchais, quitte à reconnaître d'un ton bon enfant : « Au comité central, on n'est pas encore apte à discuter avec des camarades ayant un autre avis, l'apprentissage de la démocratie est long, les progrès se font mais il faut de la patience. Bourges a deux mille cinq cents ans et nous venons de fêter le bicentenaire de notre révolution. »

Cet ancien ajusteur a des souvenirs qui le portent à la gratitude envers le PCF. Il n'oubliera jamais « la chance que lui a donnée ce parti », qu'il a rejoint le jour de ses dix-huit ans. Il n'a guère d'états d'âme. « Gorbatchevien de la première heure, M. Rimbault se laisse toutefois aller à quelques confidences : « Quand j'étais à Moscou, en 1962-1963, j'ai voulu participer à plusieurs reprises à une réunion locale du PCUS ; cela n'a jamais été possible ; la démocratie était déjà bafouée. Bien sûr que le communisme a échoué, le communisme rétrograde, le communisme de caserne, à la soviétique ou à la

bulgare. Mais ne mélangons pas tout. Bourges n'est pas Moscou. Le PCF n'a jamais été aux prises fondamentales en France. Faut-il dénoncer ce qui se passait ? Peut-on bousculer l'Histoire ? »

« Nous avons été des précurseurs »

L'Histoire, M. Rimbault le pourrait bousculer, à sa manière, en s'enracinant dans une ville qui n'est pas plus communiste que sa cathédrale. N'est romane ; et peut-être bien que s'il avait osé... « Bourges n'est pas un modèle, mais, ici, nous avons peut-être été des précurseurs, dit-il. Nous appliquons localement le contenu de cette politique nouvelle, démocratique et originale que certains souhaitent voir adoptée pour l'ensemble du PCF. Maintenant que la contestation est admise au sein même du bureau politique, je ne désespère pas. Je parle même sur un renouveau du PCF. » Sans concurrencier ni saupléçer les autres, ce n'est pas le maire de Bourges, qui vient de fêter ses soixante-deux ans, s'est d'ores et déjà porté candidat à sa propre succession en 1995.

Dans le département, les sondages successifs, officiels ou officieux, lui confèrent sans ambiguïté le sceptre de la notoriété, qu'il par-

tage avec M. Jean-François Deniau, le président UDF du conseil général, et dans sa bonne ville le maire de Bourges fait d'ignorer la possibilité d'un « putsch » socialiste. Ne mène-t-il pas une politique de gauche ? Le PS local prendrait, selon lui, s'il s'y hasardait, les responsabilités de l'échec : « Si les socialistes veulent changer d'alliances, qu'ils le fassent. Mais la révolution en URSS ne devrait pas faire oublier les problèmes en France. On ne peut quand même pas parler de capitalisme triomphant ! Quelle est la perspective dans ce pays ? N'est-on pas en train d'ameubler la mort du communisme et de la fin du socialisme ? Le PS devrait s'interroger. Nous, les communistes, nous disons qu'il est encore possible de faire une véritable politique de gauche ; c'est cela mon socialisme à la française. » Et M. Jacques Rimbault de conclure, à la façon d'un Jacques Cœur, son illustre ancêtre local : « Je suis François Bérichon et communiste... »

PATRICK MARTINAT

(1) M. Rimbault a été réélu député du Cher aux élections législatives de juin 1988, avec 59,92 % des suffrages, puis réélu maire de Bourges, en mars 1989, après que sa liste d'union de la gauche eut obtenu 54,11 % des suffrages.

Répondant à la proposition de M. Mitterrand

M. Chirac se prononce pour la transparence sur le patrimoine des parlementaires

M. Jacques Chirac, président du RPR, a jugé « consternant », vendredi 13 septembre, que « le débat politique soit réduit à un duel entre Le Pen et Tapie » pour les élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur. « Cette réduction du débat politique est le résultat de dix ans de socialisme », a affirmé le maire de Paris, qui était interrogé sur Antenne 2. C'est « consternant pour les habitants de cette région qui ont été, pendant toutes ces dernières années, bien gérés par son président, M. Gaudin, et qui se trouvent engagés dans un débat médiatique qui ne correspond en rien aux véritables pro-

blèmes et aux besoins de la région. Je souhaite que les habitants se souviennent que les combats de cœur ne sont pas dans la tradition de la région. »

D'autre part, M. Chirac, s'est déclaré « favorable » à la proposition de M. François Mitterrand relative à l'opportunité de rendre transparent l'état des patrimoines et des fortunes éventuelles des parlementaires. « Mais attention de ne pas créer un climat qui pourrait devenir, on le connaît dans l'histoire, un climat de délation, un climat pervers, corrompu et qui serait pire que tout pour la démocratie », a affirmé le président du RPR.

A Saint-Denis-de-la-Réunion

Trois mille fonctionnaires manifestent contre les projets sociaux du gouvernement

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

de notre correspondant

Près de trois mille personnes, essentiellement des fonctionnaires, ont manifesté, vendredi matin 13 septembre, dans les rues de Saint-Denis, à l'appel d'une coordination intersyndicale regroupant la CGTR, Force ouvrière et les syndicats de la fonction publique, pour protester contre l'intention du gouvernement de modifier le système de rémunération des agents du secteur public outre-mer et pour réclamer la mise en œuvre de l'égalité sociale

(même SMIC et mêmes prestations sociales qu'en métropole) avant 1995. Le mouvement a été peu suivi dans le secteur privé.

Le gouvernement, à la suite de la publication du rapport Ripert relatif à l'égalité sociale et au développement économique des DOM, envisage en effet de réviser le mode de rémunération des fonctionnaires exerçant outre-mer. Les agents du service public y bénéficieraient, en plus des salaires métropolitains, d'une indemnité dite « de vie chère » et d'un index de correction majorant leurs revenus salariaux de 53 % à 70 %.

A. D.

EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde INITIATIVES

mardi
date
mercredi

فكرنا من الأصل

POLITIQUE

Quatre mois après sa nomination à l'Hôtel Matignon

Mme Cresson réorganise son cabinet

Presque quatre mois, jour pour jour, après sa nomination comme premier ministre - elle a succédé à M. Michel Rocard le mercredi 15 mai - Mme Edith Cresson s'est décidée à sensiblement réorganiser l'équipe qui l'entoure à Matignon. Elle espère, ainsi, mettre fin aux dysfonctionnements de sa « maison » (le Monde des 18 et 19 juillet) qui sont au nombre des difficultés qu'elle rencontre pour imposer son autorité aux membres du gouvernement.

Mme Edith Cresson a des amis, mais elle n'a pas de fidèles. Le nouveau premier ministre peut s'appuyer sur des « réseaux » dans le milieu des affaires, mais elle ne dispose pas d'un entourage prêt à se dévouer pour elle. Avant sa nomination, le chef du gouvernement avait bien prévu, auprès du président de la République, la nécessité d'une politique différente de celle menée par M. Michel Rocard, mais elle n'avait pas préparé l'équipe qui pourrait l'aider à la mettre en œuvre. Arrivée à Matignon, elle a été pratiquement accompagnée que de M. Abel Farnoux. Pour constituer son cabinet, il avait fallu piocher dans le vivier de hauts fonctionnaires toujours prêts à donner un coup d'accélérateur à leur carrière en venant travailler avec un premier ministre, mais qui ne sont pas forcément en phase avec ses méthodes de travail, ni en parfaite symbiose avec la tourmente qu'il veut donner à son action. Cela ne l'a pas empêché de surmonter les difficultés rencontrées dans les premières semaines de son gouvernement.

Les vacances politiques ont été mises à profit pour tenter de remédier à cette fâcheuse situation. Un « séminaire » réunissant tous les membres de son cabinet le 17 juillet n'a pas suffi à remettre les pendules à l'heure, une nouvelle réunion a eu lieu, vendredi 13 septembre, pour non

plus débattre, mais pour annoncer les mesures prises. En y prenant le premier la parole, M. Farnoux a clairement fait comprendre qu'il restait le principal des conseillers de Mme Cresson, malgré les difficultés de l'exercice à supporter les méthodes de travail de cet « électron libre ». Quant à M. Gérard Moine, le directeur du cabinet, il a, non moins clairement, fait comprendre à ses ouailles que nul n'était censé travailler à Matignon, que, donc, ceux qui acceptaient de le faire étaient là pour aider, quoi qu'il arrive, le premier ministre et non leurs administrations d'origine ou leurs « chefs d'œuvre » socialistes, et que l'heure n'était plus aux états d'âme, aux querelles personnelles ou de préséances, mais au dévouement et à la discipline.

L'arrivée de M. Yves Barbot

Le principe de cette réorganisation est simple : une douzaine de chefs de file ont été désignés, chacun disposant d'un secteur d'action bien précis et de la pleine autorité sur les conseillers dépendant d'eux. Ils seront les interlocuteurs privilégiés du premier ministre, les autres membres du cabinet étant ainsi privés de contacts directs avec le chef du gouvernement. L'ambiance de cette réunion a donc été froide, les bureaux de Matignon bruissant de rumeurs tendues contre la « caporalisation » et la « militarisation » du cabinet. Quelques départs sont même attendus dans les jours à venir.

Quelques arrivées, en revanche, ont été annoncées, comme celle de M. Jean-Louis Laroche, jusqu'alors chargé de mission auprès de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'Industrie et au Commerce extérieur. Une autre nomination prouve que si Mme Cresson a accepté d'être aidée par l'Élysée dans le choix de ses collaborateurs, elle entend bien, aussi, imposer ses hommes. En mai, elle avait voulu prendre comme conseiller pour les affaires de sécurité M. Yves Barbot,

qu'elle connaissait bien puisqu'il était préfet de son département. Celui-ci a une solide réputation d'homme de droite, puisqu'il a été au cabinet de M. Michel Poniatowski, lorsque celui-ci était ministre de l'Intérieur, et qu'il avait été nommé directeur général de la police nationale par M. Charles Pasqua. La présidence de la République, le ministère de l'Intérieur et le Parti socialiste s'étaient donc ligüés pour lui préférer M. Gérard Cureau, qui était certes préfet de Bourgogne mais aussi socialiste.

Une telle carte de visite ne constitue pas un sésame aux yeux de Mme Cresson. Elle vient donc de faire nommer, par le conseil des ministres du mercredi 11 septembre, M. Cureau à la Cour des comptes et d'appeler auprès d'elle M. Barbot.

Si la mise en place de la dizaine de cellules prévues risque de se faire difficilement, une d'entre elles est déjà solidement réorganisée : la communication. L'ancien conseiller de l'Élysée, M. Jean-Louis Chambois, qui vient d'être nommé à la tête (le Monde du 31 août), a aussitôt mis fin à la présence tout azimut de Mme Cresson dans les médias. Son arrivée a entraîné le départ des deux hommes qui se partageaient, difficilement, la responsabilité de la politique de communication du premier ministre : M. Guy Schwartz reste à Matignon, mais il sera chargé d'une autre mission : M. Jean-Philippe Ater, le chef du bureau de presse, a déjà quitté la rue de Valenciennes.

La réorganisation de ce secteur ira au-delà. M. Chambois, dépeché par l'Élysée, a l'intention de coordonner la communication de l'ensemble du gouvernement, en s'appuyant sur le Service d'information et de diffusion du premier ministre (SID), lequel devrait changer de titulaire (M. Jean-Louis Missika avait été nommé à ce poste par M. Rocard).

THIERRY BRÉHIER

POINT DE VUE

Construire l'Europe, vite !

par Gérard Fuchs

Pour un observateur extérieur, le continent européen doit offrir, en ce moment, un spectacle incompréhensible. Dans sa moitié ouest, douze États, rassemblés au sein de la Communauté européenne, essaient de franchir une étape décisive dans le dépassement de leurs antagonismes historiques et s'efforcent de fonder entre eux une véritable union politique. Dans sa moitié est, au contraire, d'autres États, sortant de la glaciation de quarante ou cinquante-dix ans de communisme totalitaire, veulent se réveiller des nationalismes que l'on croyait dépassés : ce sont les unités internes qui sont en question, débouchant, dans le cas yougoslave, sur des affrontements armés, au risque d'une guerre civile ; dans le cas soviétique, sur un coup d'État militaire, à posteriori bouffon, mais qui a manqué de peu de précipiter la violence.

En fait, dans toute l'Europe et, même au-delà, la fin de la confrontation Est-Ouest laisse en place une question dominante : quel est le devenir de l'État-nation ? Représentant l'état actuel de l'histoire ? Et, enfin, comment concevoir de le dépasser ?

A l'Ouest, c'est l'économie qui est devenue le déterminant essentiel. Pour des chefs d'État et de gouvernement, il est, chaque jour, plus évident que les mutations technologiques accélérées que nous connaissons et les phénomènes d'internationalisation auxquels elles conduisent rendent de plus en plus illusoire les souverainetés les plus orgueilleuses. La France a fait le constat, entre 1981 et 1983, qu'une relance économique isolée n'était plus possible. Mais quel Européen peut encore prétendre maîtriser, à lui seul, les technologies de l'espace, de l'informatique ou de la biologie ? Quelle défense pourra, dans ces conditions, rester « nationale » dans vingt ans ? Et, en dernier recours, que resterait-il de nos cultures et, pour reprendre une image très forte de Jacques Delors, nos enfants n'auraient plus, demain, à regarder que des dessins animés japonais sur des télévisions américaines ?

L'avenir de notre pays

L'Histoire rendra cette justice à François Mitterrand qu'il n'a su de cesse - le constat de 1983 étant dressé - de se battre pour l'approfondissement de la Communauté européenne et sa constitution en une entité capable d'assurer l'avenir de notre pays tout en garantissant son identité. La volonté a été sans faille, du règlement du blocage britannique à la signature de l'Acte unique, avec la disposition, pratiquement acquise, des frontières internes aux Douze pour le 1^{er} janvier 1993.

Le sens de l'opportunité non plus n'a pas manqué, quoi qu'en disent certains aujourd'hui. Très probablement, c'est vrai, le président de la République a traversé, devant la perspective de l'unité allemande, un moment d'interrogation, voire de recul : qui, de sa génération, ne l'a perdue ? Mais, ensuite, aucune hésitation.

En étroite liaison avec une Allemagne encore à l'aveugle de se retrouver, encore incertaine de son avenir, la proposition a été lancée de pousser plus avant la finalité fédérale de la Communauté : une monnaie unique, seule capable de s'affirmer véritablement face au dollar et au yen ; une politique étrangère et de sécurité, voire une défense commune, pour que, demain, les États-Unis ne se trouvent pas, sans contrepartie, les seuls décideurs de notre planète ; des mécanismes renforcés de décision et de contrôle démocratique, enfin.

C'est tout cela qui est en train de se mettre en place dans les deux conférences intergouvernementales lancées par François Mitterrand et Helmut Kohl. Avancer ensemble, pour continuer d'exister chacun, car il n'est plus d'autre choix : la seule perspective viable d'avenir a été saisie. La France, une fois encore, a contribué à accoucher l'histoire.

A l'Est, c'est le culturel qui resurgit comme déterminant dominant. Après des décennies d'oppression communiste, vécue de plus en plus, en Union soviétique, comme russe ou, en Yougoslavie, comme serbe, c'est le sentiment d'appartenance nationale qui permet de renouer avec son histoire. Et comment ne pas comprendre que ressaisir ce fil interrompu est essentiel pour tous ceux qui veulent, à bon droit, redevenir des acteurs ?

Alors, on se voit, aujourd'hui, slave ou croate plutôt que yougoslave, balte ou arménien, voire russe, plutôt que soviétique. C'est naturel, mais quand on regarde la carte ou quand on considère l'histoire, parfois, cela fait peur.

Quels troubles pourrait engendrer un démembrement incontrôlé de l'Union soviétique, reconnue aujourd'hui pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un empire colonial russe ? Que ne peut-il pas se passer quand un État, encore doté de plus de douze mille têtes nucléaires, se disloque ou que la force militaire prend l'expression des nationalités, au risque, au contraire, de les exacerber ? Peut-on, plus près de nous, imaginer que pourraient naître un État croate et un État serbe de pleine souveraineté, sans que leur frontière soit absurde, ou que des déplacements de population, conduisant à des drames majeurs ? De plus, le risque n'existe-t-il pas, majeur, que, face à des difficultés économiques - que des aides extérieures même accrues ne résoudront pas - des nationalismes, au départ identitaires, ne se dévalent en nationalismes agressifs ? Que ceux qui pensent que le droit des peuples doit s'imposer immédiatement et sans réserve, par rapport au respect des frontières existantes, que ceux-là prennent le temps de quelques réflexions ! Au XIX^e siècle et au début du XX^e, la volonté de faire coïncider les frontières des États et celle des nations a conduit à la multiplication des guerres et des massacres. Peut-être peut-on envisager, aujourd'hui, de proposer mieux.

Les conditions de l'ouverture

La Communauté européenne, il faut y revenir, ne manque certes pas de défauts. Elle est encore, avant tout, un marché ; encore, avant tout, libérale ; elle est trop souvent, malgré sa puissance économique, sans volonté politique dès lors que les États-Unis haussent le ton ; elle est, pour trop de gens, un centre de décision lointain et inaccessible. Mais elle est aussi, déjà, le premier exemple réussi de dépassement des frontières des États-nations. Elle est à la mesure du développement des forces productives du XXI^e siècle. Elle est la garantie de la paix entre ses membres par la dispersion des frontières autres que culturelles. Elle est, en même temps, si elle se limite aux mises en commun de souverainetés indispensables, la meilleure chance de sauvegarder à terme les identités nationales les plus exigeantes. Elle peut donc apporter beaucoup ailleurs.

Celle suppose, bien sûr, qu'elle affirme son ouverture aux démocraties européennes qui voudront le rejoindre, mais, alors, à trois conditions expresses : - Que la qualité de ses mécanismes de décision et de représentation interne ne soit jamais mise en péril ; cela suppose, avant tout élargissement, les approfondissements nécessaires ; - Que les candidats acceptent clairement ses finalités, qui sont, non une simple zone de libre-échange, mais un espace de développement des contraintes qui limitent les marges de manœuvre nationales ; le Communauté n'aurait, en effet, pas de sens si elle n'était l'occasion de retrouver la maîtrise démocratique de l'avenir qui, aujourd'hui, nous échappe ; cela suppose des politiques fortes, du social à la défense, génériques, à la fois, d'identité et de solidarité ; - Que nul mensonge, enfin, ne soit proféré sur les défis qui seront, de façon évidente, nécessaires à certains pays pour nous rejoindre s'ils ne veulent pas connaître, en pis, le sort économique et social de l'ex-RDA ; à cet égard, la proposition d'une appartenance transitoire d'attente me paraît de la plus grande sagesse, qu'on parle de « confédération » ou - ce qui aurait ma préférence pour signifier clairement les limites du rôle américain en Europe - d'un Conseil de l'Europe revivifié.

Autant que par son souci de solidarité interne, la Communauté doit voir son identité définie par son souci de solidarité externe. Autant, sinon plus, que l'Europe, le tiers-monde a hérité de l'histoire les frontières les plus arbitraires. Autant, sinon plus, il faut aujourd'hui - un homme comme Michel Rocard n'est pas le seul à le répéter - qu'il n'est pas de développement sans démocratie ni respect des identités culturelles. Au-delà de l'aide directe, nécessaire, qu'elle peut apporter, la Communauté doit offrir, non pas un modèle - le mot, aujourd'hui, fait peur à juste titre - mais un exemple. Le développement du Sud viendra, pour l'essentiel, de l'intérieur. La création d'autres communautés régionales pour y aider apparaît, sur bien des continents comme une nécessité absolue.

Contre les risques, à l'Ouest, de l'impasse croissante des États, notamment à côté des États-Unis ; contre les risques, à l'Est, de substitution au communisme, enfin érodé, de national-populisme extrêmement dangereux ; contre les risques, au Sud, d'une marginalisation à terme explosive, la construction accélérée de l'Europe constitue le seul antidote. Une Communauté européenne substantiellement renforcée doit être le noyau de cette construction.

► M. Gérard Fuchs, député européen, est chargé des relations internationales au secrétariat national du Parti socialiste.

LIVRES POLITIQUES

AVANT de replonger - si ce n'est déjà fait - dans le flot de l'actualité politique, peut-être conviendrait-il, histoire de se remettre en train, de faire un saut jusqu'aux sources ? Ne serait-ce que pour s'assurer de la nécessité incontournable, comme on dit, de la politique, quitte à la maudire à la première occasion. Encore faut-il s'entendre sur le mot et ce qu'il englobe. Il n'est pas si aisé d'en donner une définition précise et, sous peine de s'assourdir avant de commencer, on ne saurait s'en tenir à l'idée que tout est politique.

S'agissant d'une remise en forme, on prendra l'avis d'un spécialiste, un moniteur en quelque sorte pour nous guider. Jacques Lagroye, qui vient de publier un manuel de sociologie politique, paraît tout indiqué. Son ouvrage s'adresse aux étudiants mais chacun peut en faire son profit s'il est conduit à s'interroger sur les origines de la politique et les formes qu'elle peut prendre.

« La part que nous adopterons au départ, prévient l'auteur, est d'appeler politique ce qui se rapporte directement au gouvernement d'une société dans son ensemble. L'action de gouverner procède déjà d'une spécialisation des rôles : « parler de gouvernement politique d'une société, c'est admettre, observe Jacques Lagroye, que des individus ou des groupes d'individus plus ou moins spécialisés (les gouvernants) sont susceptibles de faire accepter par les membres de cette société une orientation mutuellement ajustée de leurs comportements, soit qu'ils y parviennent par l'usage d'une parole d'autorité dont ils ont le monopole, soit qu'ils contraignent les membres par l'utilisation de moyens de coercition dont ils contrôlent seuls l'usage. » Nous voici au cœur du sujet.

Jacques Lagroye y pénètre - et c'est l'intérêt de son approche - en s'appuyant sur les enseignements de plusieurs voies de recherche : l'histoire, l'ethnologie, l'anthropologie, le droit, l'économie. La sociologie politique peut être, indique-t-il, une tentative de mise en perspective des interpré-

Remise en train

tations et des explications que proposent différentes disciplines. Une tentative, seulement, parce qu'elle est plus « une étude de recherche » qu'un corps de certitudes. En conséquence, le manuel proposé présente l'état des travaux en matière de sociologie politique, en même temps que les différentes méthodes d'analyse sur lesquelles cette science « incertaine » s'est appuyée.

Pour revenir à l'actualité, à laquelle ce journal se consacre, on s'intéressera aux caractéristiques sociales des groupes dirigeants qui ont notablement évolué de la III^e à la V^e République. Il apparaît que depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981, les industriels, grands commerçants et cadres supérieurs du secteur privé, sont moins nombreux parmi les membres du gouvernement. Si le groupe des hauts fonctionnaires reste à peu près stable, c'est au bénéfice des enseignants du supérieur et au détriment relatif des grands corps de l'État. Les premiers sont souvent issus des catégories moyennes de la population et ils doivent leur promotion politique autant à leur engagement politique militant qu'à leur position professionnelle.

Une double évolution se dessine dans la classe politique française : les députés proviennent, dans une forte majorité, de groupes sociaux privilégiés peu liés aux milieux d'affaires, en gros de la bourgeoisie moyenne, et les ministres se recrutent dans les groupes dominants de la société, en particulier dans la haute fonction publique. Cela n'est pas propre à la France. « D'une manière générale, note Jacques Lagroye, les élites d'origine sociale modeste, dans tous les régimes politiques contemporains, accèdent difficilement aux positions les plus élevées de la classe politique, à l'exception (relative) des

postes de caractère technique dans les gouvernements. »

Signalons sur le même sujet le dossier que publie, dans son numéro de septembre, la revue l'Histoire sous le titre « Ces élites qui nous gouvernent ». Jean-Pierre Rioux souligne les traits dérivés qui menacent la haute administration : la politisation, le pantouflage et la doute, cette dernière n'étant pas la moins nocive car elle conduit à installer « une élite hétérogène composée de dirigeants d'entreprise, de hauts fonctionnaires, d'hommes politiques, de rares intellectuels et de grands communicateurs » qui « vit repliée sur elle-même, dans un monde à part, où l'argent et le pouvoir sont les seuls critères de promotion. »

Si l'on veut compléter ce cours de recyclage, notamment en ce qui concerne les régimes, l'ouvrage de Philippe Perini s'y prête car il analyse les formes d'organisation politique dans une trentaine de pays. Ce qui frappe, dans cette étude comparative, c'est le foisonnement des solutions retenues et, pour nombre d'entre elles, leurs turbulences.

Il y a des lieux où, comme c'est le cas actuellement dans ce qui constituait l'empire soviétique, la politique est encore en train de se construire, ou de se reconstruire. Mais, même là où son œuvre semble, pour l'essentiel, en place, qu'il s'agisse des institutions, des modes de gouvernement et d'administration, rien n'est jamais achevé ou acquis. C'est la sage conclusion d'un petit ouvrage sur le système politique de la V^e République, dont l'auteur, Serge Sur, pense que sa réussite historique ne lui permet pas de s'accommoder d'une dynamique en panne d'énergie. L'actualité, il en conviendrait, est éloquent.

► Sociologie politique, de Jacques Lagroye. Presses de la Fondation des sciences politiques-Dalloz, 480 pages, 198 F. ► Régimes politiques contemporains, de Philippe Perini. Masson, 294 pages, 190 F. ► Le Système politique de la V^e République, de Serge Sur. PUF, collection « Que sais-je ? », 134 pages, 29 F.


ANDRÉ LAURENS

GLOBE

gainsbourg

inédit

1958-1968



la décennie où il invente tout

numéro spécial

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

La contamination des hémophiles par le virus du sida

Un document inédit montre que le gouvernement était informé de l'urgence de la situation dès le 10 mai 1985

Dès le début du mois de mai 1985, la politique était parfaitement informée de la gravité du problème de la contamination des hémophiles par le virus du sida. Mais, en dépit de cette situation d'urgence majeure, il n'a pas été pris de mesures immédiates pour stopper la contamination des hémophiles et des transfusés. C'est ce qui ressort d'un document inédit (1) dont nous publions des larges extraits.

Il s'agit d'une note de sept feuillets adressée le 10 mai 1985 au docteur Claude Weissberg - qui faisait alors partie du cabinet de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé - par M. Marie-Thérèse Pierre, sous-directeur de l'organisation des soins et des programmes médicaux à la direction générale de la Santé. Ce document fut donc envoyé au cabinet de M. Hervé le lendemain du jour où s'était tenue - sous la présidence du professeur François Gros - une

réunion interministérielle consacrée aux « modalités d'établissement d'un test de dépistage du sida » et dont le compte rendu figure en annexe du rapport de l'IGAS.

Au cours de cette réunion, le représentant du secrétariat d'Etat à la Santé avait indiqué qu'il n'était « pas prouvé que la généralisation du test soit une mesure positive en termes de santé publique », son collègue du ministère des affaires sociales étant pour sa part opposé à la prise en charge du test par l'assurance maladie (le Monde du 11 septembre). Ces prises de position sont d'autant plus incompréhensibles que le note de M. Pierre - dont la teneur avait été communiquée, selon nos informations, quelques jours auparavant au cabinet - préconisait une position pour le moins différente.

La première partie du document consiste en une analyse très intéressante du rapport qu'avait remis le professeur Jacques Ruffié en vue de la réorganisation du CNTS (on notera au passage que ce rapport est, à ce jour, resté lettre morte). Ensuite, M. Pierre aborde le problème du dépistage des donneurs anti-LAV. Elle écrit que « le groupe de travail constitué à la demande de la commission consultative de la transfusion sanguine donnera ses conclusions sur le pro-

blème du dépistage systématique des donneurs de sang anti-LAV au congrès de Bordeaux (22-24 mai 1985). Ces conclusions, ajoute-t-elle, seront favorables à la mise en place immédiate du dépistage systématique afin d'éviter les donneurs de sang porteurs du virus ». Elle ajoute cependant qu'il serait « peut-être opportun » d'attendre les conclusions du Comité européen des experts en transfusion sanguine qui se réunit à Manchester le 28 mai avant de prendre une position définitive.

« On n'a tiré en aucun cas des leçons de ce drame »

Elle détaille ensuite les modalités pratiques de mise en œuvre du dépistage obligatoire et indique en particulier qu'« après accord de la direction de la Sécurité sociale, l'arrêté du 21 décembre 1984 relatif aux tarifs de cession de produits sanguins devrait être modifié pour inclure le coût du test dans le prix de l'unité de sang total et l'unité de globules rouges ». La note détaille ensuite ce que devrait être le coût de ce dépistage (environ 160 millions de francs), ce qui « en année pleine, conduirait donc à une augmentation pour la Sécurité sociale d'environ 21 % de la dépense » concernant le sang total et les globules rouges.

Après avoir envisagé quelle devrait être la stratégie industrielle pour la mise en œuvre d'un tel dépistage, la note aborde le problème du chauffage des fractions coagulantes. « La fréquence des anticorps anti-LAV indique la présence du virus, peut-on lire, est d'environ 50 % chez les 4 000 hémophiles français (...). L'importance de cette contamination s'explique par les méthodes de fabrication de ces produits ». En conséquence, explique M. Pierre, « parallèlement au dépistage systématique, et peut-être de façon plus urgente, il devient nécessaire que les centres de transfusion sanguine français proposent aux hémophiles des produits où le virus a été inactivé. Deux centres de fractionnement sont actuellement capables de chauffer les produits de coagulation (CNTS et CTS Lille). La distribution de produits chauffés pourrait commencer début juillet 1985 » (2).

Dépistage systématique, chauffage des produits sanguins, ces deux mesures étaient le 10 mai considérées par la direction générale de la Santé comme de la plus extrême urgence. Pourtant, le 10 mai, à l'hôtel Matignon, la préoccupation était visiblement plus de trouver un moyen d'avancer Diagnostic Pasteur par rapport à Abbott que de mettre en œuvre un plan d'urgence de santé publique. Et il faudra attendre le 19 juin pour que M. Laurent Fabius, alors premier ministre, annonce la mise en œuvre du dépistage systématique sur les dons de sang.

Ce dépistage fut institué à partir du 1^{er} août et les produits non chauffés ne furent plus remboursés à compter du 1^{er} octobre. « Dans cette affaire, nous a expliqué l'un de ses principaux acteurs, il apparaît bien que notre pays n'est pas - car aujourd'hui rien de ce point de vue n'a changé et l'on n'a tiré en aucun cas les leçons de ce drame - doté de l'infrastructure scientifique-administrative qui lui permettrait de faire face à une situation d'urgence absolue en santé publique ».

J.-Y. N. et F. N.

(1) Ce document était cité comme référence dans la note adressée le 11 juin par le professeur Jacques Roux, directeur de l'IGAS, au ministre de la Santé, M. Hervé et qui figure en annexe du rapport de l'IGAS. Il avait été transmis par la DGS à l'IGAS quelques jours auparavant, avant que le rapport ne soit remis à M. M. Jean-Louis Bianco et Bruno Dureau. (2) Pour M. Pierre, il ne faisait aucun doute, dès le 10 mai, que le CNTS maîtrisait parfaitement la technique de chauffage des produits sanguins. La réalité, on s'en aperçoit par la suite, était légèrement différente.

EN BREF

Les enseignements du SGEN-CFDT manifesteront à Paris le 12 octobre. - Pour obtenir « des moyens supplémentaires », le SGEN-CFDT appelle les enseignants et personnels d'éducation à manifester à Paris samedi 12 octobre, parallèlement aux syndicats de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), et en particulier du SNES, qui avait lancé cette date dès le printemps dernier. « Nous voulons contraindre le gouvernement à mettre en œuvre la politique qu'il prétend mener », souligne, vendredi 13 septembre, M. Jean-Michel Bouillier, secrétaire général du SGEN. La rénovation, indispensable pour la réussite de tous les jeunes, peut se perdre dans les sables de l'immobilisme.

Feu vert français pour une ligne à très haute tension vers l'Espagne. - Le ministère de l'Industrie a donné son feu vert pour la construction d'une ligne à très haute tension, longue de 220 kilomètres, qui doit relier le réseau français à l'Espagne en traversant la vallée pyrénéenne du Louron. Le préfet des Hautes-Pyrénées vient en effet de recevoir l'autorisation de signer les « arrêtés de servitude », dernière phase de procédure avant le début des travaux. Le projet, qui date en fait de 1984, est très vivement critiqué par les écologistes français et espagnols.

Nouvel attentat au Pays basque. - Les bureaux de l'entreprise de bâtiment Alaman de Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques), à une vingtaine de kilomètres de Bayonne, ont été partiellement détruits, dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 septembre, par une bombe qui n'a pas fait de victimes.

En Loire-Atlantique

Vive émotion après le suicide d'Yves Laurent, maire socialiste de Saint-Sébastien-sur-Loire

Yves Laurent, le maire socialiste de Saint-Sébastien-sur-Loire (Loire-Atlantique), s'est suicidé dans sa voiture, vendredi 13 septembre, à la pointe Saint-Gildas, au bord de l'océan. L'élus n'aurait pas supporté sa mise au causa dans un article de presse consacré aux affaires de financement du PS. Dans une lettre griffonnée quelques instants avant son suicide, il précise qu'il ne pouvait accepter ce « déshonneur ».

NANTES

de notre correspondant

M. Laurent avait été mis en cause jeudi 12 septembre dans un article de l'*« Evénement du jeudi »*. Selon cet hebdomadaire, M. René Trager, écroué à la prison de Nantes depuis le 13 mars dernier, aurait accusé M. Yves Laurent d'avoir reçu 600 000 F de commission à l'occasion de l'implantation d'un hypermarché Auchan sur le territoire de sa commune. Ses amis et ses proches l'avaient trouvé nerveux et inquiet depuis la parution de cet article, mais personne n'imaginait à Nantes qu'il en viendrait là. Vendredi matin, il participait encore à une réunion d'élus sur la construction de la deuxième ligne de tramway. A midi, il a pris la route de l'océan, où il s'est suicidé. Dans

les quelques mots laissés à sa famille (une femme et un petit garçon roumain adopté), il demande pardon en ajoutant : « le monde est pourri ».

A trente-neuf ans, Yves Laurent avait sans doute un bel avenir devant lui. Venu à la politique en 1977 à Nantes, sous la municipalité de M. Alain Chénard, à l'âge de vingt-cinq ans, il avait réussi en 1983 à conquérir une importante commune de la banlieue et à s'y imposer. C'est lui qui avait organisé les premiers conseils municipaux d'enfants, un mouvement dont il était devenu depuis le président national. Il avait relancé la culture populaire dans cette commune assoupie, à l'urbanisme horizontal fait de petits pavillons de banlieue ouvriers ou bourgeois. Il avait des idées qu'il mettait en pratique dans le domaine de l'environnement et de l'animation des cités, ce qui l'avait rapproché de M. Michel Delabarre, le ministre de la ville.

Formé par la JOC dans sa jeunesse, fils d'ouvrier, Yves Laurent avait adhéré au PS en 1974, avant de rejoindre le courant de M. Pierre Mauroy auquel il était resté fidèle. Par son tempérament, Yves Laurent « n'était pas un tueur », comme disent ses amis. A Saint-Sébastien, l'émotion est profonde dans la population, mais aussi dans la classe politique, de gauche comme de droite, qui saluait le courage et la droiture d'Yves Laurent.

YVES ROCHCONGAR

Les dirigeants du PS mettent en cause « le fonctionnement de la justice et de l'information »

Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, a réagi, vendredi 13 septembre, au suicide du maire de Saint-Sébastien-sur-Loire en disant : « Le Parti socialiste est en deuil. Il a appris, avec un immense chagrin, le choix tragique d'Yves Laurent, militant et élu, qui apportait à son combat politique la force et l'ardeur de sa jeunesse et la sincérité de son engagement. Ce drame place chacun devant sa conscience et sa responsabilité. Il n'est pas acceptable que, dans un pays comme la France, certains puissent se laisser aller à jeter des noms en pâture dans des conditions qui ne sont pas celles de la justice et de l'information d'une démocratie digne de ce nom ».

Selon le président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, M. Jean-Pierre Joseph, député du Gers, « la carrière de Yves Laurent, qui a été la justice et l'information d'une démocratie digne de ce nom, doit aussi garder une certaine

dignité et une certaine dignité ». M. Claude Evin, candidat à l'élection législative partielle organisée dans la huitième circonscription de la Loire-Atlantique, a estimé, pour sa part, que le suicide de son « ami » Yves Laurent « a été conduit, à s'interroger sur les conditions de fonctionnement de la justice et des médias ». Soulignant que « notre droit est d'abord fondé sur la présomption d'innocence », l'ancien ministre a ajouté : « Personne ne sait si M. Laurent a été mêlé à cette affaire (de fausses factures). Il y a un hebdomadaire qui, hier matin, a cité le nom du maire de Saint-Sébastien : mais il n'a jamais été contacté par un juge, ni inculpé de quoi que ce soit ».

Le directeur de l'hebdomadaire visé, l'*« Evénement du jeudi »*, M. Jean-François Kahn, a répondu, vendredi soir, à la télévision, que sa publication n'avait fait que rapporter, sans commentaire, une accusation portée devant le juge d'instruction contre le maire de Saint-Sébastien.

L'Association française des hémophiles réclame des « indemnités immédiates »

M. Bruno de Langre, président de l'AFH (Association française des hémophiles) a annoncé, vendredi 13 septembre, que son association se joindrait aux diverses procédures pénales actuellement en cours dans le cadre de la contamination des hémophiles par le virus du sida (le Monde daté du 14 septembre). Cette décision vient compléter une affaire dans laquelle il reste à préciser les exactes responsabilités des pouvoirs publics.

C'est la récente publication du rapport de M. Michel Lucas, inspecteur général des affaires sociales, qui a permis aux responsables de l'AFH de rompre avec la politique qui était la leur depuis plusieurs années. « L'AFH prend acte du rapport réalisé par l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) à la demande des ministres concernés, plus de six ans après les faits ayant conduit à la contamination de mille deux cents hémophiles par le virus du sida, précisent dans un communiqué les responsables de l'Association. Ce rapport établit une chronologie documentée qui apporte quelques pièces nouvelles, notamment en ce qui concerne les instances administratives et ministérielles. Le man-

que de décision et la prédominance des critères économiques et industriels sont évidents. Il faut bien constater que les organismes dont nous percevons le fonctionnement dans ces documents ne sauraient manifestement pas prétendre avoir agi pour le mieux et au plus tôt dans l'intérêt des malades ».

L'AFH souligne également « l'étonnement » qui est le sien après la décision prise par MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et Bruno Dureau, ministre délégué à la Santé, de renvoyer le dossier ainsi constitué à leur collègue des affaires sociales. Une telle initiative est, selon les responsables de l'AFH, d'autant plus inopportune que les actions pénales en cours avaient déjà donné lieu à une « instruction poussée ».

« La politique du pire »

« Nous ne pouvons, encore une fois, accepter un report d'échéance alors que des décisions politiques et financières s'imposent de toute évidence », explique M. de Langre. Nous demandons une nouvelle fois que le gouvernement cesse de pratiquer la politique du pire par ses omissions et qu'il s'engage réellement et rapidement dans la mise en place d'un véritable dispositif d'indemnisation.

« Dans cette affaire tout le monde a failli, qu'il s'agisse des

médecins prescripteurs, des responsables des centres de transfusion sanguine, des autorités gouvernementales et administratives, a encore déclaré M. de Langre. Tout cela ressemble à une fausse collective. C'est pourquoi nous réclamons une indemnisation immédiate par voie parlementaire. Il faut indemniser rapidement et équitablement les victimes sachant que plus de 1 200 hémophiles français sont aujourd'hui contaminés et que plus de 200 sont décédés des suites du sida ».

Les responsables de l'AFH ont souligné que l'accord de 1989 (1) ne devait en aucune façon être perçu comme un dispositif d'indemnisation mais plus simplement comme une mesure de solidarité nationale. Annonçant la décision prise par l'AFH de se joindre aux actions pénales en cours, les responsables de cette association ont déclaré - point essentiel - faire aujourd'hui cause commune avec M. Jean-Péron-Gerveno, président de l'Association des polytransfusés, qui ne cessait, ces dernières années, de condamner les liens unissant l'AFH et les autorités transfusionnelles françaises (le Monde du 26 avril 1989).

Pour M. Bruno de Langre, si une véritable volonté politique existe, MM. Jean-Louis Bianco et Bruno Dureau ne rencontreront aucune difficulté pour répondre au souhait de l'AFH, plusieurs propositions de loi existant pour indemniser au plus vite les personnes, hémophiles ou non, contaminées par le virus du sida dans le cadre d'une action thérapeutique.

JEAN-YVES NAU

(1) En 1989 le gouvernement, au terme de très longues négociations, avait constitué un « Fonds de solidarité » destiné aux hémophiles victimes du sida après contamination accidentelle par le virus. Les sommes versées provenaient de fonds publics et privés (compagnies d'assurance).

M. Bruno Dureau « s'étonne » des conditions de départ du docteur Garretta. - Dans un communiqué publié vendredi 13 septembre, M. Bruno Dureau, ministre délégué chargé de la Santé, a tenu à faire part de son « étonnement » concernant les conditions financières et matérielles de départ accordées le 3 juin au docteur Michel Garretta. Après avoir démissionné de son poste de directeur général du CNTS, ce dernier avait obtenu 3 millions de francs et le droit de conserver pendant toute la durée de son préavis une voiture de fonction et des « garanties de protection ». M. Dureau précise dans son communiqué qu'il n'a été « aucunement associé aux décisions prises sur le versement d'avantages consentis au docteur Garretta sur la base d'un départ négocié ».

Affaire d'Etat

Par Jean-Yves Nou et Franck Nouchi

Le drame que constitue la contamination de 1 200 hémophiles français par le virus du sida, leurs souffrances et leur désespoir ont désormais atteint les dimensions d'une affaire d'Etat. Aussi voit-on mal comment une indemnisation globale et massive des victimes et de leurs proches pourra ne pas être au plus vite mise en place par voie législative, comme la réclame aujourd'hui avec force l'Association française des hémophiles, rejoignant ainsi de façon spectaculaire une position que l'Association des polytransfusés défendait seule, ou presque, depuis sept ans.

On dispose aujourd'hui, avec le rapport de M. Michel Lucas, inspecteur général des affaires sociales, d'une chronologie détaillée des faits et des décisions du printemps et de l'été 1985. Ce document, sur le fond, ne fait que confirmer ce que l'on savait - ou pressentait - depuis 1989, à savoir que des erreurs collectives ont en partie été à l'origine de la contamination des hémophiles. Mais, de manière plus inattendue,

ce rapport, au contenu fort mesuré, met ordinairement en lumière pour la première fois la responsabilité du pouvoir politique.

Au-delà des erreurs médicales et des lenteurs administratives, il apparaît clairement désormais que les membres du gouvernement Feibus de l'époque, au premier rang desquels M. Georges Dufour, ministre des affaires sociales, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, n'ont pas su prendre à temps les décisions qui s'imposaient. Des décisions que réclament pourtant avec force la direction générale de la Santé, consciente, début mai, de l'urgence absolue de la situation, comme en témoigne la note que nous publions aujourd'hui.

L'ampleur prise par ce drame et l'impossibilité d'identifier un « coupable » unique font que le dispositif de solidarité difficilement mis en place par M. Claude Evin en 1989 est désormais caduque, les victimes et leurs proches réclamant, sous la forme d'un ultimatum, d'être, sinon dédommés, du moins plus justement indemnisés.

فكرنا من الأصل

Le Monde
L'ÉDUCATION
PRÉPARER LE BAC 92
FRANÇAIS, PHILO
TOUS LES SUJETS DE LA SESSION 1991
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

552 من الاحول

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Pour mener à bien des réformes dans son pays

Le ministre russe de la justice souhaite coopérer avec les juristes français

Le ministre de la justice, M. Henri Nallet, s'est rendu vendredi 13 septembre aux quarantièmes Rencontres internationales de Montpellier pour la conférence des bâtonniers. Il était accompagné de M. Nikolai Fiodorov, le ministre russe de la justice. Au cours de sa visite en France, ce dernier a demandé l'aide des juristes français pour mener à bien les réformes judiciaires en Russie.

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Il s'est levé avec lenteur avant de rester silencieux quelques instants. « Je suis reconnaissant au destin de m'avoir permis de vivre un tel moment », a lancé M. Constantin Amoutza, bâtonnier du barreau de

Bucarest. J'ai soixante et onze ans et je ne croyais pas que j'en vivrais un jour un ministre russe dire qu'il était temps de relancer l'horloge arrêtée au Palais d'hiver en 1917. Assis à la tribune, M. Fiodorov venait d'exposer à grands traits les principaux axes des réformes judiciaires destinées à garantir désormais la nouvelle « primauté politique » de la Russie : la construction d'un Etat de droit. « L'explosion démocratique recèle un danger, celui du sang », soulignait-il. Seuls la justice et le droit peuvent arrêter ces processus tumultueux qui sont parfois dangereux.

La politique menée depuis quelques années par le gouvernement de Russie témoigne de cette nouvelle priorité. En un an, le nombre de magistrats a progressé de près de 15 % : au cours de l'année 1991, mille cinq cents nouveaux juges ont rejoint les tribunaux, portant les effectifs de la magistrature russe à onze mille. Leur nomination n'était pas du tout simple, mais ce n'est pas, malgré tout, de la magistrature « indé-

pendante » dont M. Fiodorov dit rêver : une liste de 1 575 noms sélectionnés par le ministre de la justice à partir de critères « moraux et professionnels » a été soumise au Parlement, qui s'est contenté de rayer 5 % des noms. « L'avenir, nous souhaitons le mettre en place une école de formation », note toutefois M. Fiodorov. Elle formera les nouveaux magistrats mais elle devra également recruter les juges de l'ancien système. Créé par l'ampleur de la tâche, M. Fiodorov promet même à cette magistrature un avenir radieux : afin de leur garantir un confort, « matériel et moral », il affirme vouloir porter leurs salaires à dix fois le salaire minimum russe.

Ces derniers temps, les locaux réservés à la justice se sont eux aussi multipliés : avant de partir pour Paris, M. Fiodorov a présenté au président de la République, M. Boris Eltsine, un décret réorganisant tous les bâtiments du Parti communiste à la disposition des tribunaux. « Le pouvoir illégal », lance M. Fiodorov, « doit aujourd'hui la place au pouvoir légitime ». Le budget a lui aussi progressé : en un an, l'enveloppe consacrée à la justice passe de 213 millions à 445 millions de roubles. Une progression chaleureusement applaudie par les avocats présents à Montpellier, qui voyaient là l'occasion de rappeler à leur ministre leurs exigences en matière budgétaire. M. Nallet sou-

Conseil constitutionnel français. « Toutefois, nous sommes allés plus loin que vous, remarque M. Fiodorov. La cour russe ne se contente pas d'examiner les textes législatifs. Elle peut également être saisie par voie de requête par tous les citoyens. » La nouvelle architecture judiciaire russe devrait également comprendre une cour d'appel réservée aux affaires les plus graves, et des juges « de conciliation » proches des juges des référés français.

Reste la peine de mort, qui peut aujourd'hui encore être prononcée par les tribunaux russes. L'année dernière, environ deux cents personnes ont ainsi été condamnées à mort : plus de la moitié ont vu leur peine commuée en une peine de réclusion de vingt ans à la suite d'une grâce. Pourquoi ne pas inaugurer les réformes judiciaires en abolissant la peine de mort ? M. Fiodorov se montre circonspect. « A titre individuel, je trouve que la peine capitale est une institution insensée, note-t-il. Cependant, avant de la faire disparaître, je pense qu'il faut attendre que la Russie atteigne un niveau de développement culturel et historique qui autorise cette disparition. Le terrain russe, la culture russe, ne permettent pas encore de poser convenablement la question de la peine de mort. »

Pour mener à bien ces réformes judiciaires, M. Fiodorov a hésité à l'aide, dit-il, et surtout de conseil. Des projets de coopération ont donc été mis sur pied par la chancellerie lors de son passage à Paris. Des groupes de juristes français étudieront ces prochains mois le code pénal russe, et M. Fiodorov, qui souhaite se pencher sur le problème de la formation des juges, devrait recevoir une équipe de l'Ecole nationale de la magistrature de Bordeaux (ENM) avant la fin de l'année. Cette collaboration recherchera sans doute bien d'autres domaines, qu'il s'agisse des ordres notariaux, du régime des hypothèques, ou de la procédure pénale. « Nos meilleures intentions peuvent être compromises par notre manque de juristes professionnels », a-t-il conclu. Nous sommes donc intéressés par les contacts avec les juristes de tous les pays. Je suis donc prêt à vous inviter tous à Moscou !

ANNE CHEMIN

cré au ministère de la justice. Ce bureau dépendra du service des affaires européennes et internationales, dirigé par M. André Potocki. M. Sauron, qui était membre du conseil syndical depuis 1985, était secrétaire général de l'USM depuis 1988. En mai dernier, des dissensions étaient apparues entre M. Jean-Luc Sauron et l'USM, le syndicat lui reprochant sa prise de position trop favorable au ministère de la justice au sujet de l'affaire du juge Jean-Pierre.

Incarcérée à Nancy pour des chèques sans provision

Une jeune détenue décède faute de soins

Une information judiciaire a été ouverte après la mort d'une jeune femme de trente et un ans, M^{me} Catherine Hellis, jeudi 12 septembre à la maison d'arrêt de Nancy, des suites d'une crise d'asthme.

NANCY

de notre correspondant

Détenue à la prison, Charles III pour une affaire de chèques sans provision, elle avait été incarcérée pour escroquerie le 13 août et transférée à la maison d'arrêt le lendemain. Ses problèmes d'asthme étaient connus : c'est sur une civière et en proie à une crise spectaculaire qu'elle avait été déferée devant le juge d'instruction.

Depuis son incarcération, M^{me} Hellis avait alerté son mari à plusieurs reprises sur ses problèmes de santé. Elle l'avait appelé au secours à propos des difficultés qu'elle éprouvait à obtenir la « Ventoline », un bronchodilatateur utilisé par les asthmatiques. Le 20 août, elle écrivait ainsi à son mari : « Mon asthme ne s'arrange pas. J'ai vu le docteur, il continue la cortisone. Je n'ai pas le droit d'avoir la Ventoline en prison. J'ai l'impression que je vais étouffer ici. »

Dans la nuit du mercredi 11 septembre, la crise a été plus violente

encore. Le Samu a été appelé à 7 h 36. Arrivés sur place à 7 h 42, les secours ont trouvé une détenue en état d'arrêt cardio-respiratoire qu'ils ont tenté de ranimer pendant plus d'une heure avant de la transporter à l'hôpital de Nancy, où elle décédait peu après.

Le mari de M^{me} Hellis, M. Simiane Hellis, a déposé une plainte contre X... pour non-assistance à personne en danger. Il affirme que son épouse n'a pas été soignée à temps et que son état d'arrêt pas compatible avec la détention. De son côté, le procureur de la République a immédiatement ouvert une information en recherche de cause de la mort et une autopsie a été pratiquée. Le juge d'instruction, M. Vincent Turbeaux, a déjà fait saisir tous les dossiers médicaux de M^{me} Hellis.

L'avocate de M. Hellis, M^{me} Liliane Glock, demande qu'une pneumotologie-phthisiologie soit pratiquée afin de déterminer l'état des poumons de M^{me} Hellis. « Nous sommes persuadés que cette grande asthmatique ne pouvait pas supporter la détention et en tout cas les médecins qui l'ont examinée au cours de sa garde à vue et ensuite à l'hôpital Ben Secours de Metz ainsi qu'à Nancy auraient sans doute donné un autre avis s'ils avaient su qu'il était impossible d'intervenir rapidement de nuit pour secourir un détenu malade. »

MONIQUE RAUX

Le maintien de la peine de mort

Les réformes proposées par M. Fiodorov s'inspirent beaucoup du système judiciaire de la Russie impériale, rénové en 1864 par Alexandre II. Promettant une « justice rapide, équitable, humaine, égale pour tous », le tsar avait alors entériné l'introduction à la police afin de la confier à des juges et la procédure avait introduit des débats publics et contradictoires. « Cette réforme était influencée par le système judiciaire français », note M. Fiodorov. Aujourd'hui, il s'agit pour nous de retrouver certains aspects de cette expérience ancienne et de nous rapprocher du même coup du système français.

Lors de la création de la Cour constitutionnelle, il y a quelques mois, le gouvernement russe s'est ainsi inspiré du fonctionnement du

Démision du secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM). M. Jean-Luc Sauron, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM) modifié, a quitté vendredi 13 septembre ses fonctions au cours d'un conseil syndical. M. Sauron reste toutefois membre du conseil syndical de l'organisation. Cette démission est liée au prochain changement de fonction de M. Sauron, qui a été présenté pour diriger le bureau des Droits de l'homme nouvellement

Le juge Lehoux décide d'instruire le dossier de M. Boudarel

M^{me} Lucie Lehoux, juge d'instruction du tribunal de Paris chargé du dossier de M. Georges Boudarel, poursuivi pour « crimes contre l'humanité » par l'Association nationale des anciens prisonniers internés d'Indochine, a décidé d'instruire le dossier : dans une ordonnance rendue vendredi 13 septembre, elle affirme que les faits reprochés à M. Boudarel ne sont pas amnistiés.

Cette ordonnance est contraire aux réquisitions du parquet du tribunal de Paris. Le 3 avril, lors du dépôt de la plainte des parties civiles, le parquet, qui estimait que la loi du 18 juin 1966 amnistiant « les crimes ou délits commis en liaison avec l'insurrection vietnamienne et antérieurs au 1^{er} octobre 1957 », s'appliquait à M. Boudarel, avait pris des réquisitions « de non informers ».

M^{me} Lehoux n'a pas retenu cette interprétation de la loi d'amnistie : dans son ordonnance, elle estime que, si le législateur de 1966 avait voulu amnistier les crimes contre l'humanité, une option juridique créée par une loi de 1964, l'aurait précisée. Le Parquet de Paris a fait appel de l'ordonnance du juge d'instruction.

Après s'être réuni au Vietnam, M. Boudarel, maître-assistant d'histoire à l'université Paris VII, avait été instructeur politique au camp 113, un camp de prisonniers français d'Indochine, de 1953 à 1954.

POLICE

Polémique autour d'une note de la police municipale d'Amiens

Homosexuels sous surveillance

« Même en dehors de tout flagrant délit, il sera procédé au relevé d'identité de tout suspect, peut délinquant, drogué, homosexuel, ... aux fins d'établissement d'un rapport adressé à la police nationale » : la publication de cette note, rédigée par le chef de la police municipale, à la « Une » du quotidien le Courrier picard, vendredi 13 septembre, a plongé la mairie d'Amiens (Somme) dans un bel embarras.

« Une faune de marginaux »

En l'absence du maire (UDF) de la ville, M. Gilles de Robien, son directeur de cabinet a estimé que la note est « pour le moins maladroite ». Il reconnaît volontiers que « l'homosexualité n'est pas un délit ». Il admet aussi que les policiers municipaux qui procéderaient ainsi à des contrôles d'identité seraient en situation d'illegalité. Alors ?

E. In.

CORRESPONDANCE

Les pèlerins de l'Est à Lourdes

A la suite de la publication d'un article de notre correspondant à Turbès sur les problèmes posés par l'accueil à Lourdes des pèlerins des pays de l'Est (le Monde du 21 août), le Père Joseph Bordes, recteur des sanctuaires, nous écrit :

Il est inexact d'écrire que « la venue des pèlerins de l'Est permet de maintenir le bon cap des statistiques et de compenser les pertes provoquées par la guerre du Golfe ». Nos statistiques ne tiennent compte que des pèlerins officiels, seuls repérables avec précision, à l'exclusion de tous les autres groupes, en particulier ceux venant de l'Est. A la fin de l'année 1991, on enregistre 2 % de pèlerins officiels en plus, soit 684 000 pèlerins, contre 671 000 à la fin de l'année précédente.

Plus de 100 000 pèlerins de l'Est environ sont déjà passés à ce moment de l'année. Et l'organisation, en parfaite collaboration entre toutes les instances d'entraide et avec l'hôtellerie lourdaise, va se perfectionnant chaque jour.

Il est donc aussi inexact d'écrire que « la divergence s'amplifie entre les sanctuaires et le président de l'hôtellerie lourdaise ». Non seulement les rapports sont plus cordiaux que jamais, mais ce que nous préconisons ensemble doit permettre aux pèlerins de l'Est, surtout aux plus démunis, de recevoir un accueil digne de Lourdes. »

COMMUNICATION

Un « défi » pour les journalistes et le gouvernement du Sénégal

RFI lance une nouvelle station sur la FM de Dakar

Le paysage radiophonique dakarois s'est enrichi le 8 septembre, d'une nouvelle station, FM 92, fruit d'un partenariat entre l'Office public de radiodiffusion adnégaleise (ORTS) et Radio-France internationale (RFI) qu'on ne pouvait capter jusqu'alors que sur ondes courtes. Une étape importante pour RFI qui, après Bucarest, Athènes, Sofia, Prague, souhaite une reprise de son signal en FM dans les grandes capitales africaines. Et un signe manifeste d'ouverture dans l'audiovisuel sénégalais.

DAKAR

de notre envoyé spécial

Le studio vert pâle est vide et l'éclairage au néon - aveuglant - lui donne un air de piscine ou de vaste salle d'eau. Aucune pendule n'y donne l'heure et la lucarne vitrée qui le sépare de la régie sonnerie tenue par deux techniciens n'offre guère plus de repère. Il pourrait être midi et à quelques centaines de mètres de la maison de l'ORTS (offerte au Sénégal par les Japonais) les visiteurs du marché Kermel chahoueraient doucement au son des transistors. Mais il est un peu plus de minuit et si l'on se déhanchait en écoutant Youssou N'Dour, c'est chez soi entre amis, en buvant du thé vert et en gérant les premiers échos de FM 92, annoncée à grand battage depuis plusieurs semaines. Juché au milieu du studio sur un tabouret pivotant, face à un micro sur pied, l'animateur sénégalais qui vient d'ouvrir l'antenne ne cesse d'éclater de rire, euphorique devant les premiers appels. « Bonsoir ! Bonsoir ! Je ne suis plus ! Vous nous entendez bien, présentez ! »

Où, ils entendent bien. Et ils trouvent excitant, eux aussi, d'inaugurer l'antenne. Ils se passent le combiné question de dire un petit mot en français, en wolof et même en espagnol. Ils demandent : « Pourquoi FM et pas MF ? » Et un monsieur Makalu, « heureux d'assister à cette grande première dans l'histoire des médias du Sénégal », espère que FM 92 « fera progresser le niveau de conscience des Sénégalais, contribuera à l'éducation et à la connaissance et provoquera une amélioration de la presse et des chaînes notariales ». Pas moins.

« Finie l'autocensure »

Mais tout, ou presque, est dit. De l'enjeu culturel et politique de cette opération voulue par le président Diouf, de ses conséquences inévitables sur les autres médias, des craintes et jalousies que la nouvelle station pourrait bien susciter... en même temps que de l'ouverture et de l'oxygène qui en sont attendus. L'opération est d'apparence modeste puisque la nouvelle station ne comprend que très peu de programmes originaux, 18 heures quotidiennes provenant de RFI, les 6 autres relevant de l'ORTS. Mais le fait que RFI soit désormais entendue en FM, donc dans les mêmes conditions que la radio nationale sénégalaise, fait de la radio française un acteur majeur de la vie sénégalaise.

« C'est un nouveau défi pour les journalistes du pays », admet M. Tidiane Dali Ndiaye, président de l'ORTS. Mais ce sera simultané. Nous devons faire au moins aussi bien que RFI dans la couverture des problèmes africains. Finie, donc, l'autocensure. On aurait bonne mine si, sur la fréquence voisine, RFI se montrait mieux informée et plus pointue ! Notre crédit est en jeu. » Et comment ! La confirme à la présidence M. Ousmane Taminé Dieng, le directeur de cabinet de M. Abdou Diouf. « Les auditeurs feront des comparaisons, la solidité des informations de RFI sera un bon étalon. Nos journalistes gagneront en audace. »

Long, sec, formé à l'école de la BBC, M. Ibrahim Sane, le directeur de la radio nationale, se promet de prendre au mot les hommes politiques. « Eux aussi vont devoir s'adapter ! Leurs réactions à donner certaines informations, leurs conseils de « prudence » sur les sujets dits « sensibles » - dont je me fichais déjà - seront

singulièrement malvenus ! RFI nous donnera l'ultime coup de pouce pour nous franchir des politiques ! » La concurrence ne l'effraie pas. « L'aura dont jouissait RFI en vertu de son éloignement risque de se ternir, quand on la captera au titre d'une radio de proximité. Les Sénégalais découvriront alors sa vraie nature : une radio pour Français à l'étranger. De toute façon, son arrivée ne peut que cultiver l'auditoire général de la radio et donc accroître potentiellement le mien ! »

Relents de « recolonisation »

Aucune filiosité ou note discordante ? Partons plutôt d'un bémol dans le soir du lancement de FM 92, par le présentateur du journal télévisé, qui accueillait sur son plateau le PDG de RFI, M. André Larqué. Un plan interminable venait de montrer le président Diouf et son épouse serrant cérémonieusement une quarantaine de mains avant de s'envoler vers Washington, quand le journaliste s'est demandé si l'arrivée de RFI sur la FM, le lancement prochain d'un quotidien du soir par le groupe Hersant et l'arrivée imminente de la chaîne cryptée Canal Horizon, n'avaient pas quelques relents de « recolonisation ». M. Larqué s'est récrié, au nom de l'ouverture, du pluralisme, de l'amitié. « Comprenez ou moins notre frustration, devait reprendre le lendemain matin, lors d'une réunion de presse, le représentant d'un hebdomadaire dakarois. Nous n'avons rien contre RFI. Mais comment accepter l'idée que des lols scabreux empêchent les Sénégalais de faire ce qui est permis à des étrangers ? Les Africains seraient-ils incapables de prendre eux-mêmes en charge la gestion de leurs médias ? Si la FM s'ouvre à RFI, elle doit aussi s'ouvrir à des opérateurs sénégalais ! »

La question n'est pourtant pas à l'ordre du jour du gouvernement. « Ne brûlons pas les étapes », plaide M. Dieng. RFI est un point de départ et l'ouverture se prolongera. Mais il faut être prudent dans l'histoire des médias du Sénégal, l'intérêt de la stabilité de la démocratie. Le foisonnement d'initiatives qu'on observe en presse écrite serait dangereux sur les ondes. Créé il y a un mois pour organiser notamment la gestion des temps d'antenne respectifs des dix-sept partis politiques du Sénégal, le Haut conseil de la radiodiffusion n'a aucun pouvoir en matière de concessions (prévoies pourtant par la loi). « Domage », estime son président, M. Cheikh Tidiane Sarr, qui plaide de rencontrer à Paris son homologue du CSA. « Mieux vaut anticiper que d'être débordé. Le Sénégal devra donner l'exemple. »

La plupart des postes FM du marché étaient branchés dès le lendemain de l'inauguration sur la nouvelle station. Une voix féminine y annonçait, d'un studio parisien, la rentrée politique ainsi que les premiers pronostics sur les prix littéraires. Pierre Combesco, assurait-elle, tenait déjà la corde. Il faisait 38 degrés à Dakar, et Bamakar, le vendeur d'osier, a délaissé quelques instants son poste, pour s'éventer distraitement en secouant son T-shirt.

ANNICK COJEAN

Abolition du monopole d'Etat sur l'audiovisuel en Pologne

La Diète polonaise a adopté le 13 septembre, à une très large majorité, une loi supprimant définitivement le monopole de l'Etat sur la radio et la télévision. La réforme définit les principes de la création et du fonctionnement des stations privées et prévoit un conseil national de l'audiovisuel chargé de veiller « au respect de la liberté de parole, de l'indépendance des stations et du caractère ouvert et pluraliste de l'audiovisuel ». La télévision publique actuelle est transformée en deux sociétés, la première chaîne restant propriété de l'Etat, la deuxième devenant propriété de huit stations régionales. - (AFP)

CULTURE

CINÉMA



VENISE

de notre envoyée spéciale

Un hasard. Ce n'était qu'un hasard, mais pour le moins fâcheux. La veille de la présentation à Venise du *Mur du silence* de Marco Risi, fiction ayant pour base le mystérieux désastre aérien qui précipita le 27 juin 1980, le DC-9 d'Itavia au fond de la Méditerranée, on déposait sur le quai Piascane de Naples quelques morceaux de métal du fuselage et un gros sac en plastique contenant des restes des victimes.

Qu'on se soit remis à draguer ce jour-là et pas un autre, que la presse italienne n'hésite pas à préciser que le sac contenait « des fémurs, des humérus, des côtes et des objets personnels parmi lesquels une bague avec un brillant », qu'en outre les premières projections du film après Venise soient prévues en avant-première nationale à Bologne et à Palerme, les deux villes que devait relayer le DC-9 fatal, pouvait provoquer une légère nausée chez le festivalier le plus blasé par les exots et les dérapages des opérations promo-

Une histoire italienne

Il y a onze ans, un DC-9 d'Itavia explosait en vol, faisant 81 victimes. Marco Risi reprend l'enquête

tionnelles. Mais non, un des auteurs du *Mur du silence*, Sandro Petraglia (qui, avec Stefano Rulli), est aussi le scénariste du remarquable feuilleton la Mafia, vu en France sur TF1 et dans quarante autres pays), est formel : « Ce n'est qu'une coïncidence. Qui a pour origine la reprise à zéro, il y a deux mois, de toute l'enquête, par de nouveaux magistrats. Oui, onze ans après. »

Pour sa part, il y a plus de dix-huit mois que Marco Risi s'est lancé sur ce terrain miné, n'hésitant pas à mettre en cause, au passage, une poignée de ministres (dont celui de la défense qui dormait ce soir-là, et qu'on n'a pas jugé bon de réveiller), une brochette de généraux, un quartier d'amiraux, sans oublier quelques députés, experts et autres avocats.

Qu'est-il arrivé au DC-9 ? Toutes les hypothèses ont été avancées, et ce sont sans doute les plus folles qui sont les plus sages : usure du métal, bombe à retardement, vent violent, erreur de cible d'un missile américain, français, d'origine inconnue... Erreur d'identification de l'appareil, un avion libyen passant peut-être

dans la zone ce jour-là, on se peut-être voulu attenter à la vie de Kadhafi qui se trouvait peut-être à bord...

Constantement bavard

Avec tous ces peut-être, on n'a pas réussi à trouver la vérité, ou du moins à la dire. Et avec toute sa bonne volonté, Marco Risi n'a pas réussi à tourner un grand film de portée universelle mais seulement un solide *docudrama* italo-italien. Rien de plus constamment bavard que ce *Mur du silence*. Snn héros, son porte-parole, est un journaliste du *Corriere della Sera*, interprété avec une mégalomanie sympathique par Corso Salani (le « vrai » journaliste qui a sorti et suivi l'affaire, Andrea Purgatori, a participé à l'écriture). Il marche beaucoup en posant d'incessantes questions, auxquelles ses nombreux interlocuteurs s'ingénient à ne pas répondre. Tout cela est filmé « à l'émémémémém », comme un bonhomme peut l'être. Avec la sauce de ce nom. On recueille des informations en jouant dans un parc ou en se parlant sans se regarder dans des salles de

musées déserts, on ne pénètre dans les salles de rédaction des journaux que sous le bréviaire d'un journaliste à l'écriture, aussi nourrie qu'une rafale de kalachnikov. On opère de fréquentes prises de vue en plongée, pour bien marquer l'écrasement de l'homme sous le poids de la société.

Après le débordement de violence complaisante de ses deux films précédents, *Mery per sempre* et *Ragazzi fuori*, qui, sortant de l'ombre et de la toile des jeunes délinquants non professionnels, l'avait fait taxer de « néo-néoréalisme », Marco Risi montre tout de même ici de grandes qualités de renouvellement, une subtile conquête de la pudeur. Mais en sortant on soupire tout de même, hélas, de Rosi, ben oui, ce n'est pas les *Hommes du Président* de Pakula. Il faut se rendre à l'évidence, le *Mur du silence* est ce qu'il est, rigoureux, honnête, utile. Rien à dire...

Il y aurait plus à dire, en revanche, sur les trois quarts d'heure d'obscures réalisations par John Boorman pour la BBC. On avait vu l'épave d'Oshima, *My Mother's Place*, dans la même série (le Monde du 7 septembre). On a vu en *extremis* la confession de Boorman, *I Dreamt I Woke up* (à l'été révé que je m'éveillais). Tout pètit de « solitude », détestant son visage, « Je ne suis pas mon genre », il arpente son domaine irlandais où il a planté 13 000 arbres « en guise d'épilogue », en compagnie de son alter ego, John Hurt.

Il se voit, défunt, couché dans le sarcophage qui lui sert à l'ordinaire de table basse, il parcourt ses bois où se balance encore la corde des pendus d'Excalibur, un cadavre géant émerge de la tourbe, une journaliste odieuse se révèle être l'insaisissable *Dame du lac*, le génie de la forêt (son fils Charlie) se fâche, l'enchanteur Merlin (l'écrivain Stan Goble Davis) est plutôt décourageant. Tout est beau, difficile et conduit à la mort, comme les cascades d'Irlande « ont un air de... » Le talent de l'acteur, se contente de 49 minutes, se contente de la télévision. Se contente du talent.

DANIELE HEYMANN

MUSIQUE

Manouches à Montmartre

Montmartre aux soirs d'été est plus vrai que neure. On comprend l'enjouement. Les touristes maintenant viennent de l'Est, derrière escales event La Mont-Saint-Michel. C'est une brasserie très éclairée.

Sommairement installée, l'air asepté, dédaigneux et très absorbé, ils jouent. On n'est pas monté au Châtelet des chasseurs depuis quinze ans. Rien n'a changé. Au-dessus d'eux, la même corde à linge, billes de benquo attachées avec des pincettes, et cette corne d'avertisseur qui signale chaque nouveau don (un coup pour 10 francs, trois coups pour 50).

Ils jouent comme au jour de leur installation, il y a une centaine d'années. Maurice Ferret et Joseph Pouville ont quinze ans de plus, c'est tout. En un sens, ils ont toujours au quinze ans de plus. Leurs guitares aussi. Celle de Maurice Ferret est de luthier « jazz », échouée, asymétrique, pour que la main gauche aille plus loin dans les aigus : comme la guitare de Django. Sauf sur les accords, Maurice Ferret joue avec trois doigts, c'est le doigt de Django. L'amplification est sommaire. Ce n'est pas le salon du eon, c'est de la guitare manouche dans une brasserie de Montmartre.

Tout y passe. Quel qu'ils prennent, *Minor swing*, *Tiger Rag*, *Desafinado*, *Jazz Interdits*, ou *Basarba macho*, ça tourne toujours au même scénario. Intro pathétique ou silencieusement swing. Exposé plus que carré. Après quoi, virage sur l'aille et retour immédiat à l'âme des poètes : tout se termine systématiquement en hymne échoué, vibrato poignant, accords prolongés à la Django, harmoniques pittoresques, grand déballeage, un bain d'ancienne Russie et de roulettes.

Il faut courir les entendre. C'est une leçon de musique en toute sophistication naïve. A eux deux, ils s'autorisent tout et n'importe quoi : une note accidentelle qui sonne comme *Moan*, un tempo soudain ralé ou l'émotion malicieuse des trains d'autrefois.

Un jeune gaillard à catogan se propose pour faire le bœuf.

Joseph Pouville cède sa place. De bon cœur ou de mauvaise grâce : c'est indéfinissable. Il scrute le jeune homme. Il n'en perd pas une miette. Blues en fa, standard, le jeune homme fait preuve d'un excellent savoir-faire. Maurice Ferret joue la jeu avec un air d'ennui très discret. La musique tombe doucement. Ça tourne au « jazz », guillemets inclus. Joseph Pouville n'en pense pas moins. Il reprend sa place. Il se remet à battre l'accord tant qu'il est chaud, avec poigne, avec méchanceté, sans échec, comme quand on désire tout juste jouer de la musique et non pas faire le meunier.

Ils sont extrêmement bien peignés. L'art de la raie, tout commence par là. Ils ont des pommes blanches à trous qui vous signalent une élégance. On se demande où ils les trouvent. Les soirs de grâce, parce qu'un petit couple leur plaît, pour un rayon d'amour ou par caprice, ils quittent l'estra-de minuscule et s'installent comme dans les restaurants russes d'autrefois à deux doigts de la table. Maurice Ferret, de la grande famille des Ferret (Métallot, Baro, Sarana, Boudou, Hélo, une famille avec des phéres, des mâres, des fils et des gâteaux), attrape les Yeux noirs. Joseph Pouville abandonne alors son poste et son outil. Il vient derrière lui. On se demande ce qui va arriver. C'est simplement un petit exploit. Ils se mettent à jouer à quatre mains sur la guitare de Maurice, l'un derrière l'autre... C'est une perfection. Ils ont soudain quinze ans. La contrainte de ce que la musique populaire est devenue. Un habitué du fond réclame *Nuages*. Maurice et Joseph s'exécutent. Quand on est guitariste manouche à Montmartre, on ne discute pas. On vous réclame *Nuages*, on joue *Nuages*. C'est tout. Question d'esthétique et d'éthique, bref, de vie.

FRANÇOIS MARMANDE

► Au Châtelet des chasseurs, 1, place du Tertre, 75018 Paris. Du lundi au jeudi : Guy Roboul et Jean Malat. Du jeudi au dimanche, Maurice Ferret et Joseph Pouville. Tél. : 42-62-40-06 ou 42-23-48-83.

Un mensonge gros comme l'URSS

« Événement spécial » pour ce film-monument de la production soviétique sur le « culte » de Staline, la chute de Berlin du Général Mikhaïl Tchioukine, un vrai chef-d'œuvre du réalisme socialiste - Grand prix de Karlovy-Vary 1950 - enroulé dans les réserves depuis le 20^e Congrès et exhibé à la Mostra de Venise ! Cent soixante-huit minutes d'un opé-compte de fées à très grand spectacle sur l'époque 1941-45, ce qu'on appelle en URSS la « Grande Guerre patriotique », dont les couleurs délavées ne rendent que plus féérique le visage épaisément maquillé en rose tendre du petit père des peuples, sur une musique ad hoc de Dimitri Chostakovitch.

L'idylle d'Aliocha et de Natacha, l'ouvrier stakhanoviste et l'institu-

trice enthousiaste, vient en contrepoint de la « grande » Histoire, depuis les champs de coquelicots de Stalingrad jusqu'à la prise du Reichstag. Ils sont tous là, comme des marionnettes, stylisées avec un manichéisme guignolesque finalement tout à fait efficace : Staline, Hitler, Roosevelt, Churchill, Eva Braun et les autres, la conférence de Yalta, le politburo, le bunker, Berlin en feu, etc. Plus de quarante ans après, on considère, un peu éberlué tout de même, le bonhomme extatique des fondateurs d'acier et des paysans vivant un conte de fées radieux plein de chants et de danses, avant de lutter, toutes les Républiques unies dans un juste combat gagné grâce à un homme-dieu, qui offre aux Alliés la victoire dans une prise du Reichstag filmée comme une caricature de la prise du Palais d'hiver dans l'Octobre d'Eisenstein. Ce qui domine, c'est le malaise devant un mensonge gros comme l'URSS et la force d'une propagande qui eut fait croire à des millions d'hommes à l'existence d'un Paradis sur terre grâce à ce nouveau Dieu, qui jardine, la pelle à la main, dans un Eden kraminesque. Un mensonge auquel Venise avait contribué puisque le précédent conte de fées de Tchioukine, le *Serment*, y avait été primé en 1947. « Est-ce que je peux vous embrasser, camarade Staline ? » demande Natacha à la 15^e minute du film au monsieur tout blanc qui descend du ciel avant de prêter la paix sur la passerelle de son avion. On n'ose même pas rire.

COLETTE ZAND

Passerport soviétique

EAST SIDE STORY à l'Entrepôt

Le périple « East Side Story » à l'Entrepôt poursuit son voyage en long cours dans les cinématographies de l'Est, en abordant les rivages de ce qu'on appellera encore l'URSS. Après six mois d'escalades en Tchétchénologie, Hongrie (ex-JRDA et Pologne), curieux vaisseau de la rue Francis-de-Pressensé accoste pour cinq semaines du côté du continent soviétique. Le mouillage se fait avec une vraie découverte, rendue plus nécessaire encore par les récents événements : celle du réalisateur Sergueï Ovtcharenko.

Trois des titres présentés, *Conte à rebours*, *l'Incrovable* et *le Gaucher*, sont des plongées burlesques et rêveuses dans le fonds russe - absolument pas soviétique - d'histoires, légendes, blagues d'après boire et comtes d'avant dormir (debout). Le quinquème, et le plus indispensable, s'intitule *Ca*. Rien moins que la vérité, tragique et très farfelue histoire de la Russie, commencée quelques lustres avant la naissance d'Ivén le Terrible pour s'achever vers l'an 2000.

Après ce début en fanfare, « East Side Story » propose, jusqu'au 17 septembre, la rétrospective la plus complète à ce jour du meilleur metteur en scène d'URSS actuellement en activité, Kira Mouratova, avec trois authentiques chefs-d'œuvre, *Brèves Rencontres*, *les Longs Adieux* et *le Syndrome asthénique*, et deux inédits. Parmi les pierres grises et Notre pain honnête, du 18 au 24 septembre.

Suivre un hommage au cinéaste géorgien Gueorgui Danelia, qui, avant de réaliser en France le récent *Passerport*, était notamment l'auteur de l'excellent *Je m'balade dans Moscou* (du 25 septembre au 1^{er} octobre). Et, enfin, une revue de détail de cinéastes qui viennent de, ou s'apprennent à, tourner des films coproduits en France. Entre autres, les Russes Nikita Mikhalkov, Pavel Lounguev (*Taxi*), Vitali Kanevski (*Rouge pas, ment, resuscité*), ou le Géorgien Otar Iosseliani (*les Faveurs de la lune*).

JEAN-MICHEL FRODON

► Jusqu'au 15 octobre à l'Entrepôt, 7, rue Francis-de-Pressensé (Paris 14^e). Tél. : 46-40-78-38

PHOTO

La Finlande à Nice

Le deuxième « Septembre de la photo » est consacré aux photographes finnois

NICE

de notre envoyé spécial

Neige à perte de vue, nuits interminables, lacs gelés, arbres brûlés par le givre. Au moment où l'été n'en finit pas de donner un air de vacances à cette Côte d'Azur, la photographie finnoise se répand sur les cimaises de Nice et de ses environs en autant de clichés rafraîchissants. Quel culot - et quels risques ! - d'aller dénicher, pour ce deuxième « Septembre de la photo », les images d'un pays « qui s'étend sur une distance égale à celle qui sépare Nice de Copenhague », comme le rappelle Arno Minkinen, et d'offrir une vingtaine d'expositions à des auteurs pour la plupart confidentiels.

Arno Minkinen justement est le seul photographe dont la réputation a dépassé les frontières finnoises et celles des Etats-Unis où il est installé depuis trente ans. Plus que cela, il est un des maîtres de la photographie contemporaine avec ses autoportraits où son corps au qui n'en finit plus (1,95 mètre) se fonde, tel un miracle, dans un paysage de ciel, lac, rivières, neige, bois et pierre. Sur un unique panorama, son corps pesant est porté par un homme, au milieu des vagues : « Cette image résume ma relation à la terre, ma photographie est « portée » par mon pays. » Et de confier : « Mon travail serait meilleur si j'étais resté en Finlande. »

La révélation est étonnante et pourrait s'appliquer aux quelques pertes présentées dans cette biennale, le tout formant une qualité *made in Finland* avec des thèmes et obsessions communes : omniprésence de la nature, tradition documentaire, goût pour le portrait et le paysage, mariage harmonieux entre mémoire et création personnelle. Bref, la photographie finnoise est peu connue car elle sort rarement de ses terres, tant elle s'en nourrit. « C'est un maître âgé qui tenait l'appareil, et un œil jeune qui a pris le cliché », écrit joliment Minkinen à propos d'une photo signée Matti



Saario, mais elle pourrait s'appliquer à l'ensemble de la création finnoise qui ne cesse d'osciller entre « invention et conservation ». La conservation, c'est l'autoportrait de l'homme (1865-1930), grand bourgeois en Europe jusqu'en Laponie, à la fois écrivain et photographe, qui a laissé un important travail sur le paysage. Victor Barkosevitch (1863-1933) a fait défiler dans son studio les habitants de la ville de Kuopio, du vagabond au policier, du postier au fin du village, la plupart posant devant la même toile peinte aux motifs bucoliques.

Maria Vuorelainen illustre bien cette tradition documentaire avec ses longs reportages en Laponie. Tout comme Eino Mäkinen, dont les recherches étaient influencées par le Bauhaus. Ismo Hiltö enfin, à cinquante et un ans, est certainement le plus important portraitiste finnois, plaçant son appareil à deux doigts des gens, bien en face, tous fixant l'objectif.

Restent les plasticiens dont Kimmo Koskela, obsédé par le

temps et le mouvement sans cesse recommencé, qui opère une vertigineuse fuite en avant dans les nouvelles technologies. Outre Koskela, Timo Kalaranta laisse la meilleure impression, avec un travail où cimes, verre, cailloux et débris rivalisent avec des plans intimes de sa femme. « Je n'ai aucun programme de travail, je fais ce qui me passe par l'esprit, je suis pour les unions libres, contre la censure formelle. » Une intrusion du chaos dans la sérénité de la nature.

MICHEL GUERRIN

► « Septembre de la photo », deuxième biennale internationale de Nice. Jusqu'au 6 octobre. Catalogue « Camera internationale », 92 p., 80 F. Tél. : 93-26-53-26.

□ Précisons. - La dix-huitième édition du Salon de la musique, qui a été annulée, devait se tenir à la Grande Halle de la Villette, à Paris, et non pas à Lyon comme il a été indiqué par erreur dans le Monde du 14 septembre.

CLAUDE FOURNIER ET L'OLYMPIA PRÉSENTENT

PIERRE PALMADE

A L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX

DU 17 AU 29 SEPTEMBRE

Mise en Scène : ROGER LOURET

EUROPE 1

LOCATIONS : OLYMPIA - TOUTES AGENCES - 3 SNAC - NUGGETS - VIRGIN - MEGASTORE - SILEFEL - SPECTACULUM - COLLECTIVITES - 47 42 69 45 - PARIS - TÉLÉPHONE : 78 47 42 25 49 - MINITEL 36 16 OLYMPIA

مكذبا من الأصل

50 من الاجل

Le Monde PLANTU LE PRÉSIDENT HIP HOP!



L'ALBUM 91

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : PLANTU

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL LOCALITÉ _____
PAYS _____
FRANCE (métropole uniquement). _____ Nombre d'ex. : _____ X 52 F (port inclus) = _____ F
DOM-TOM et ÉTRANGER _____ Nombre d'ex. : _____ X 57 F (port inclus) = _____ F

Bulletin et règlement à retourner à :
Le Monde - Service vente au numéro - 15, rue Falguière, 75501 PARIS CEDEX 15 - FRANCE.

191 5

ram-
des
a un
stu-
fage
onia
du
fris-
nde

Etat
pu
ne-
sui-
nel.
nts
ant

de
tre
it-
...
d'l
...
de
te
s-
it
s
t
t

HEURES LOCALES

La SNCF entre rentabilité et service public

L'entreprise nationale souhaite équilibrer ses comptes au risque de ne plus assurer son rôle de gardien de l'aménagement du territoire. Elle s'adresse aux collectivités locales pour maintenir ou moderniser des liaisons non rentables.

DÉPUIS le printemps dernier, depuis que la direction de la SNCF a pris conscience qu'après deux exercices équilibrés le chemin de fer français allait renouer, en 1991, avec les déficits, on savait que des économies étaient dans l'air. Les voici qui arrivent, avec un temps de retard, et qui provoquent bien des grincements de dents chez les syndicalistes, les élus et les voyageurs. Pourrait-il en être autrement ?

Non, répond la direction unanime. La guerre du Golfe a eu pour effet de casser la croissance de la mobilité à longue distance : en France, les recettes de la SNCF sont en retrait de 5,3 % sur ce qui était attendu au cours des sept premiers mois de l'année; les trois premières semaines d'août ont même vu un recul de 6 à 8 %, selon les lignes. Aux États-Unis, le scénario est identique : le transport aérien a reculé de 15 % et les billets vendus outre-Atlantique pour les chemins de fer européens de 10 %. La société nationale a dû reconnaître que les prévisions s'étaient lourdement trompées et qu'elle était très vulnérable à la conjoncture.

Pour les courtes distances, la situation est encore un peu plus inquiétante. Il semble que le train pâtisse de la concurrence de la voiture individuelle pour les voyages de moins de 100 kilomètres (lire ci-dessous). Par exemple, les trains régionaux bretons enregistrent, cette année, une baisse de fréquentation de 10 % par rapport à 1990. L'amélioration du réseau routier, en voies express n'y serait pas étrangère.

Cinquante trains supprimés

Les calculs ont fait apparaître que la SNCF devait économiser entre 600 millions et 1 milliard de francs si elle voulait ne pas trop s'écarter de l'objectif d'équilibre du contrat de plan. On a donc poursuivi les fermetures de gares de fret qui perdaient 1 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 7. On a retardé 400 millions de francs d'investissements et renoncé à embaucher un millier de nouveaux cheminots. Surtout, la direction s'efforce de supprimer 1 million de kilomètres-voies, c'est-à-dire cinquante trains.

« Il n'y a pas, dans ce plan, de mesures grandioses », analyse M. Jean-Marie Metzler, directeur commercial-voies, un des rares cheminots qui ne manient pas la langue de bois ferroviaire. Nous organisons quinze cents trains à plus de 100 kilomètres chaque jour. Pour accompagner la contraction de la demande, nous avons décidé de servir les bords plus forts. Il y a des trains qui sont déficitaires, mais qui apportent de la clientèle à des lignes plus importantes. D'autres ne présentent pas cet avantage, aussi regardons-nous s'ils présentent une utilité. Si oui, nous les conservons avec les régions. Si non, la SNCF en tire les conséquences et les supprime. La cinquantaine de trains que nous déciderons d'arrêter nous économiseront 70 millions de francs.

Les « victimes », dont la liste sera définitivement arrêtée le 15 septembre, seront les trains vides ou inutilisés ou redondants. Exemples : les Paris-Lille de 6 h 39 et de 6 h 55 seront fusionnés, car ils sont empruntés seulement par 200 passagers en moyenne pour une capacité de 1 200 personnes. Le train Rochefort-La Rochelle avec 20 voyageurs pour 300 places ou celui du samedi entre Besançon et Belfort avec 80 voyageurs pour 300 places semblent voués à la disparition. La mise en service d'un troisième TGV Paris-Toulouse est différée pour cause de clientèle réduite. « Nous ne voulons pas toucher aux axes d'avenir de la maison », argumente M. Metzler. Pas question de mener une politique de grignolage. Il ne serait tellement plus facile de supprimer, sans que personne s'en aperçoive, l'un des vingt-deux Paris-Lyon quotidiens ! Ce serait beaucoup plus facile que pour Rochefort-La Rochelle.

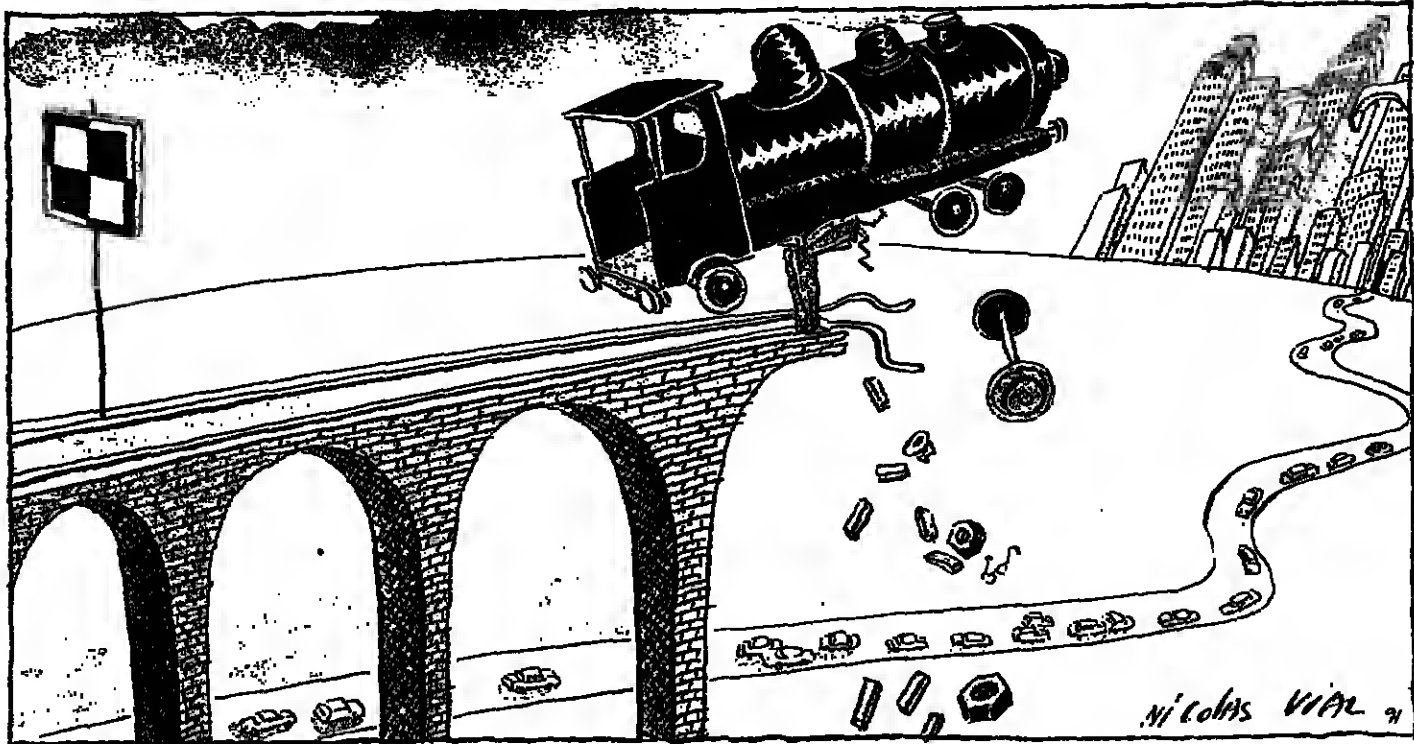
Mais l'aménagement du territoire ne peut-il entrer dans les calculs de la SNCF qui a tant contribué à modeler la géographie humaine et économique de la France ? « Ce

serait un vrai débat de déterminer à quel degré nous pouvons contribuer à l'aménagement du territoire. Prenons les arrêts du TGV que l'on nous dit indispensables pour faire venir des industriels dans des petites villes. Tout prouve que le chemin de fer peut aider à conforter une situation économique préexistante, mais il ne peut pas faire de miracle tout seul. Si des zones entières se développent, c'est à cause de la voiture individuelle. Il faut que les dossiers des lignes déficitaires soient discutés dans les régions, et pas à Paris. Ce n'est pas la liaison avec la capitale qui fait problème, mais la liaison avec la métropole régionale. La SNCF n'est pas gardienne de l'aménagement du territoire. Il n'y a pas de raison que le chemin de fer soit le dernier à quitter un pays déjà déserté par le percepteur, le curé et l'industriel ».

La SNCF ne se contente pas d'amputer. Elle s'efforce aussi de relancer les ventes à coups de publicité et de nouveaux produits. La formule *Carrissimo*, pourtant moins avantageuse que le *carré jeunes*, a permis de stopper le déclin du marché de la clientèle jeune. Mais si ce dispositif commercial ne parvenait pas à réveiller, d'ici à la fin de l'année, une demande anesthésiée par les difficultés conjoncturelles, nul doute que la direction reprendrait son travail d'élagage des branches plus ou moins mortes. Avec la certitude de se heurter aux élus locaux que la SNCF n'a pas assez pris l'habitude de tenir informés de sa politique et qui commencent à trouver saumâtre le marché qui leur est proposé et qu'ils appellent un chantage : ou vous payez pour le maintien de cette ligne (ou de ce train) ou nous serons obligés de fermer.

Il est vrai que certains élus, qui n'empruntent que leur voiture, refusent de voir transférer en autocar de luxe un trafic ferroviaire devenu pourtant ridiculement faible, mais cette démagogie — ou cette nostalgie — n'exclut pas l'absence de dialogue qui prévaut trop souvent dans les relations entre la SNCF et les collectivités locales. Le gouvernement gagnerait peut-être, lui aussi, à clarifier les règles du jeu et à dire où s'arrêtent, pour la SNCF, les nécessités de l'aménagement du territoire et où commence l'obligation d'équilibrer les comptes de cette société nationale qui s'efforce malaisément de se transformer en entreprise performante.

ALAIN FAUJAS



Mobilisation en Basse-Normandie

Les menaces qui pèsent sur plusieurs lignes de la région ont entraîné la riposte des usagers

CAEN

de notre envoyé spécial

UNE erreur informatique et une maladresse ont mis cet été les usagers des lignes SNCF de Basse-Normandie en émoi. L'ordinateur qui avait fait disparaître de la fiche horaire et de l'indicateur une desserte entre Paris et Granville a été réparé. Ceux qui avaient utilisé l'indicateur pour annoncer que la SNCF tentait de réduire la fréquentation de la ligne pour mieux justifier sa fermeture, en sont quittes pour chercher d'autres indices qui confirmeraient leurs soupçons.

Par contre, la maladresse contenue dans un courrier interne de la SNCF, publié dans la presse locale est bien réelle. Les habitants de la région jugent cynique de voir écrit par des responsables de la direction

commerciale de Normandie que le « large débat » qui doit précéder « diverses mesures » (fermetures des lignes Bagnoles-de-l'Orne-Briouze, dans le département de l'Orne, Paris-Serqueux au-delà de Gisors, en Seine-Maritime, et Caen-Rennes entre Dol et Coutances, dans la Manche) doit laisser passer la période [de la campagne de printemps 1992 pour les élections régionales] « peu propice à l'argumentation raisonnée des dossiers ».

Même si ces projets avaient été évoqués dans le plan régional d'entreprise qui leur avait été adressé par la SNCF au début de l'année, cette lettre a provoqué la colère des élus. M. René Garrec, président du conseil régional de Basse-Normandie ne mâche pas ses mots : « La SNCF nous prend pour des débiles mentaux ». Il s'indigne en effet que la SNCF puisse préparer des

mesures « si contrairement à l'intérêt de la région » sans l'avis des collectivités locales qui travaillent depuis des années « en partenariat avec elle ». Même réaction chez M. Pierre Aguiton, président du conseil général de la Manche : « Les méthodes de la SNCF ne sont pas convenables ».

Que seraient en effet devenues les dessertes ferroviaires de la Basse-Normandie sans la bonne volonté des collectivités locales ? Ainsi la liaison entre Paris et Cherbourg aurait pu rester une ligne d'expérimentation de nouveaux matériels (turbotrans) avec toutes les conséquences (coût, pannes, retards...) que cela entraîne. La région a souhaité au contraire que la ligne soit modernisée puis électrifiée pour que les trains y circulent jusqu'à 200 kilomètres-heure. Les travaux ont débuté en 1989 après la signa-

ture d'un contrat entre la SNCF et la région. Celle-ci investit non seulement 350 millions de francs dans cette modernisation (l'Etat met 320 millions de francs au titre de l'aménagement du territoire) mais s'est portée caution d'un emprunt de 850 millions de francs au nom de la SNCF. Le département de la Manche de son côté dépensera 135 millions de francs pour la suppression des passages à niveau.

Comme le dit avec humour M. Victor Fagart, président du comité d'usagers SNCF de Basse-Normandie, « les élus ont pris le train en marche » pour la défense des autres lignes de la région. Cet ancien cheminot rappelle qu'en créant son association en 1988, il avait d'abord voulu répondre aux menaces qui pesaient sur la ligne Paris-Granville.

CHRISTOPHE DE CHENAY
Lire la suite page 15

Réussir l'interconnexion du TER et du TGV

L'arrivée du train à grande vitesse dans la région Nord-Pas-de-Calais oblige les élus à repenser le fonctionnement du réseau Transport express régional

LILLE

de notre correspondant

L'AVENTURE commence en 1977, quand la région Nord-Pas-de-Calais entreprend, en liaison avec la SNCF, de réorganiser totalement les transports ferroviaires sur ses terres. Elle dispose d'un atout remarquable : un réseau de voies ferrées très dense, héritage de l'exploitation charbonnière et de l'industrialisation lourde, qui s'étend dans une région très urbanisée (on compte quelque quatorze agglomérations de cent mille à trois cent mille habitants). « Pourtant, le défi n'était pas évident », assure M. André-Jean Pouille, directeur du service transport à la région. Car le réseau était en ruine. Mais il y a eu alors une volonté politique très affirmée, celle de ne pas laisser tomber un outil aussi prestigieux. Et aussi la volonté, souvent non dite, de dessiner un espace régional cohérent défini par son réseau de communication interne.

Le montage consistait pour la SNCF pour une remise en état du réseau et du parc des voitures et à lui avancer l'argent nécessaire, charge à l'entreprise nationale de rembourser l'avance ainsi consentie. Le Transport express régional (TER) est né. Le montage imaginé alors permettait également d'apporter un sérieux balon d'oxygène à une industrie ferroviaire régionale en perte de vitesse. 65 rames (195 voitures) furent ainsi achetées dans un premier temps, de

1978 à 1981. Puis, après l'adoption d'une nouvelle convention, passée cette fois-ci dans le cadre de la LOTI (loi sur les transports intérieurs) encourageant les conventions TER à travers toute la France (l'exemple régional avait fait école), 10 rames à deux niveaux furent acquises entre 1984 et 1987, toujours suivant le même montage financier. Et, l'an dernier, 5 rames modernes fabriquées dans l'entreprise Alsthom-CIMT sont venues compléter le parc, tandis que celles de la première génération subirent un lifting, quatre par quatre, dans les ateliers ANF Industrie.

Un trafic en augmentation

Chaque jour, les 700 trains du TER assurent cent mille voyages régionaux. Depuis 1984, on est passé de 349 millions de kilomètres-voies à 684 millions l'an dernier. Et, si on constate une certaine stabilisation des abonnements travail (55 % des déplacements), l'augmentation du trafic est notamment le fait des déplacements scolaires et universitaires. Le nombre de jeunes poursuivant des études supérieures a augmenté et ils sont plus nombreux à se déplacer entre le domicile de leurs parents et les écoles ou facultés, plutôt que de louer une chambre en ville.

Ce succès — qui a parfois ses revers (retards, surcharges) — a aussi sa traduction financière : un compte équilibré (après subvention versée par l'Etat, comme pour l'ensemble des réseaux). En 1989, les recettes permettaient de couvrir les 538 millions

de charges et dégageaient même un excédent de 24 millions de francs. Chaque année depuis 1983, les recettes ont davantage augmenté que les dépenses. Ce qui a permis de réduire le coût des voyageurs dans la région de 20 % en six ans. « Après douze ans d'histoire commune », note M. André-Jean Pouille, on vit bien. Cette aventure continue, s'améliore, même si elle reste fragile, insiste-t-il toutefois, car elle est basée sur une compétence trop faible, reconnue à la région.

Pourtant, l'aventure doit continuer, alors qu'elle risque d'être percutée par le TGV arrivant à grande vitesse. Le pari, côté région, demeure le même : assurer une mobilité maximale des hommes, car, estime-t-on, il coûte moins cher de déplacer des bassins de populations, en développant certes le réseau routier et autoroutier, mais tout autant en affirmant et en défendant l'intérêt des transports collectifs. Le TER, dont certains rêvent comme d'un métro régional, se doit d'être concurrentiel de l'automobile en termes de confort, de rapidité et de service, autant que de sécurité. Ainsi, en liaison avec URBA 2000, l'Etat, le syndicat intercommunal des transports de Valenciennes et quelques autres partenaires, la région et la SNCF vont expérimenter très prochainement sur la ligne Lille-Valenciennes une « transcarcane ». Une carte à puce qui permettra aussi bien l'accès aux trains qu'aux bus urbains, aux taxis, aux parcs de stationnement.

JEAN-RENÉ LORE
Lire la suite page 15

QUELLE COMMUNICATION DANS LES QUARTIERS ? REPONSES A CAP'COM

A CAP'COM, 42 débats et ateliers sur tous les aspects de la communication publique pour répondre à toutes vos interrogations. PROGRAMME SUR DEMANDE AU 78 62 33 62

TOUTES LES NOUVELLES SAVEURS DE LA COMMUNICATION

CAP'COM

VALENCE 25, 26, 27 SEPTEMBRE 1991
4^e FORUM DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE

HEURES LOCALES

REPÈRES

BOURGOGNE

Ouverture d'un centre universitaire au Creusot

VILLE universitaire. Le Creusot, en Saône-et-Loire, était déjà depuis 1975, date de la naissance de l'IUT. Les deux filières retenues alors, «génie mécanique» et «génie électrique», répondaient exactement aux besoins exprimés par l'industrie locale, longtemps marquée par le poids de l'entreprise Creusot-Loire.

Depuis quinze ans la situation économique a changé et les fermetures d'usines ont obligé la région à imaginer des reconversions. Grâce à l'appui du conseil régional, de l'université de Bourgogne et de la communauté urbaine que préside M. André Billardon (député PS), Le Creusot s'apprête à devenir le deuxième pôle universitaire de la région Bourgogne. Dans les années 80, trois nouveaux départements ont été créés à l'IUT. En même temps, les responsables locaux multipliaient les démarches pour obtenir gain de cause dans l'épineux dossier de la délocalisation.

«Nous avons choisi la communauté urbaine Le Creusot-Montceau en tenant compte de l'est de la Nièvre et du fait que cette délocalisation doit concerner une population de cinq cent mille à un million d'habitants en Bourgogne du Sud», précise M. Gilles Bertrand, président de l'université de Bourgogne. Des travaux d'aménagement, rapidement exécutés dans un ancien bâtiment Schneider, permettent d'assurer au nouveau centre universitaire l'indépendance et la préparation de deux nouveaux diplômes de premier cycle, choisis pour leur complémentarité avec les formations dispensées à l'IUT : un DEUG «administration économique et sociale» et un DEUG «science et structures de la matière». Au mois d'octobre, mille élèves doivent suivre les cours de l'IUT et du centre Condorcet, un chiffre appelé à doubler en l'an 2000.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Deux ports pour un petit fleuve

SOURIRE de rigueur à Lattes, commune située à 5 kilomètres au sud de Montpellier. Au bord du Lez, petit fleuve côtier qui se jette dans la mer à Palavas, ont en effet débuté les travaux de «Port Ariane», vaste programme immobilier de 64 hectares comprenant 1500 logements articulés autour d'un port fluvial de 300 anneaux. La commercialisation des premiers appartements a également commencé pour une première livraison en 1993. «Quoi de plus normal qu'un port à Lattes?», expliquent les élus. Lattes était en effet un port prospère qui commerçait avec l'Orient au douzième siècle.

La rapidité avec laquelle le projet a été mis en œuvre a surpris les élus montpelliérains, qui en ont profité pour créer «Port Marianne», sur le même Lez. Si l'on parle d'aménagement d'une vaste zone industrielle et commerciale à l'est de la ville sous le label «Port Marianne», le véritable port de Montpellier dans un quartier plus résidentiel, lui, se fait attendre. «Pas question de démolir les travaux avant les prochaines municipales», précise-t-on dans l'entourage du maire, M. Georges Frêche. Un port vide, non terminé, et sans bateaux ça ferait mauvais effet.

HAUTE-NORMANDIE

Du colza pour les autobus de Rouen

QUATRE autobus de transport en commun de l'agglomération de Rouen et un autocar scolaire d'un transporteur de Fécamp vont être alimentés au diesel, mélange à 50 % de gazole et d'ester de colza, à partir de cet automne. La société Shell va assurer le suivi de ces deux expériences qui doivent durer un an. Le carburant va venir d'Autriche, mais, à terme, il pourrait être fabriqué à la raffinerie Shell de Petit-Couronne, dans la banlieue rouennaise, où une unité de raffinage d'une capacité de production de 10 000 tonnes par an serait construite.

Dans les périodes d'essai, le surcoût d'exploitation, estimé à 24 000 francs par véhicule la première année, sera pris en charge par les collectivités, le conseil général de Seine-Maritime, au titre de son financement des transports scolaires, et le syndicat de l'agglomération de Rouen. A court terme, le surcoût sera ramené à 5 000 francs par an. L'objectif annoncé du conseil général de Seine-Maritime est de permettre une alimentation en diesel de toute la flotte des autocars scolaires (1500 véhicules), puisque ce carburant diminue de moitié les émissions de CO₂.

DÉBAT

Tutelle de l'Etat ou tutelle des banques ?

par Michel Klopfer

FACE au phénomène du surendettement, nombre de maires qui n'avaient pas jusqu'à présent privilégié la gestion et la finance parmi leurs centres d'intérêt s'inquiètent de la solvabilité de leur cité. Leur érainte est malheureusement d'autant plus fondée que, sur deux points essentiels, les règles du jeu ne sont pas correctement définies.

Sur quels critères juge-t-on ? L'idéal serait de pouvoir mettre en évidence les déséquilibres dès le contrôle budgétaire, mais il existe malheureusement de nombreux artifices comptables qui permettent actuellement à une ville surendettée d'afficher un budget ou un compte administratif (solde d'exécution) en équilibre. Un nouveau plan comptable est en chantier, mais sa généralisation à l'ensemble des communes n'est prévue que pour le 1^{er} janvier 1995, ce qui ne résout pas le problème dans l'immédiat. Jugera-t-on alors sur des comptes simples, ou bien avec une consolidation partielle ou une consolidation totale, celle-ci pouvant aller jusqu'aux concessionnaires qui se sont vu déléguer un service public ?

Et, en l'absence de règles claires sur l'équilibre budgétaire, les jugements extérieurs se font souvent sur un seul indicateur (la dette par habitant), dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'est que très partiellement significatif. C'est beaucoup plus un rôle de campagne électorale que d'analyse financière car les ressources mobilisables (fiscales, patrimoniales...) d'une commune ne sont pas toujours proportionnelles à la population. A titre de comparaison, en analyse financière d'entreprise, on ne rapporte pas l'encours de la dette au nombre de salariés, et pas davantage au nombre de clients.

Qui juge de la solvabilité ? Première solution, l'Etat, par l'intermédiaire des chambres régionales des comptes, les perspectives d'extension du rôle de celles-ci vers un contrôle de gestion, faisant craindre aux élus une remise en cause des acquis de la décentralisation. Deuxième solution, les prêteurs, ceux-ci ayant déjà commencé à imposer à certaines villes une limitation de leurs investissements, en échange du maintien de leurs concours financiers, ce qui amène le banquier à s'assurer de fait un siège, au sein du bureau municipal, avec droit de veto.

La troisième solution, à savoir des experts plus ou moins indépendants, n'est pas plus satisfaisante car elle introduit un contrôle d'opportunité du secteur privé sur des objectifs de politique publique dont la finalité n'est

tout de même pas la rentabilité comme s'il s'agissait d'entreprises.

Tant que les réponses à ces deux types d'interrogations ne sont pas données, un dangereux vide juridique tend à s'instaurer. Des listes de villes réellement ou prétendument surendettées circulent un peu partout : les banques, ne sachant pas si leurs créances sont ou non en péril, commencent à les provisionner et en contrepartie font monter leurs marges et accroissent leur pression sur les collectivités qui sont jugées proches de la zone rouge. Les élus se sentent personnellement menacés alors qu'ils sont quasiment bénévoles et, dans leur très grande majorité, réellement désintéressés. Enfin, l'Etat lui-même pourrait être traité devant les tribunaux par un prêteur étranger, lequel, se retrouvant coincé sur une commune surendettée, chercherait à mettre en cause un équilibre insincère, non détecté au moment du contrôle budgétaire.

Entre la tutelle d'Etat et celle des banques, la marge est étroite, mais une solution existe qui nécessite une action rapide du législateur. Il est nécessaire de fixer des règles claires, sur ce qu'est l'équilibre budgétaire en maîtrisant les problèmes de report d'un exercice sur l'autre, sur la prise en compte d'un patrimoine et d'engagements consolidés avec les satellites, et surtout en instaurant des normes prudentielles d'endettement. Un tel schéma permettrait de sécuriser les prêteurs et donc d'éviter la hausse des taux d'intérêt. Depuis des années, les banques publiques ou privées s'efforcent d'ailleurs d'être mêmes à des ratios de solvabilité, et elles ne se considèrent pas pour autant comme étant, de ce fait, sous tutelle de l'Etat.

Une collectivité qui vire ou solde un budget affichant un encours de dette dépassant quinze à vingt ans d'autofinancement alors qu'elle s'endette sur une durée inférieure risque de ne pas être mathématiquement capable de le rembourser de manière saine. Dans un tel cas, une procédure d'alerte immédiate pourrait permettre d'éviter ce qui se passe actuellement, à savoir des dérapages financiers qui ne sont mis en évidence qu'au bout de plusieurs années, par exemple à l'occasion de rapports de la Cour des comptes mettant en cause une commune ou ses partenaires financiers.

Ce n'est qu'en faisant preuve d'imagination que l'on préviendra de nouvelles crises dans le secteur public local.

► Michel Klopfer est consultant, maître de conférences à l'ENA et à l'IEP.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

«LE MONDE»/ÉCONOMIE/INSEE

La santé économique des régions

Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises depuis 1986. Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. Le poids affecté à chacune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuée sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'île-de-France et de la Corse, que leurs caractéristiques éloignent trop des autres régions). Ces variables sont les suivantes : valeur ajoutée par habitant (pondération + 0,83) ; le salaire moyen (pondération + 0,14) ; le taux de chômage (pondération - 0,19) ; le taux de création d'entreprises (pondération - 0,03) ; Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province.

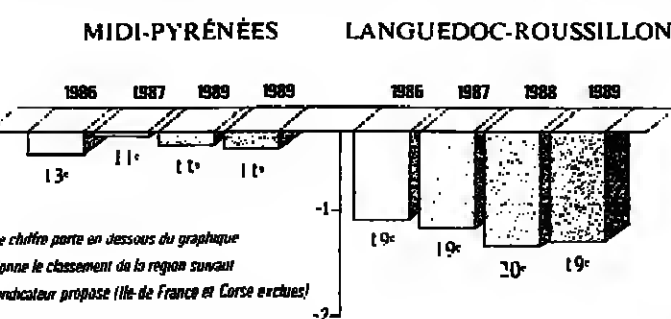
Midi-Pyrénées (onzième)

Pour trois des quatre variables économiques retenues pour élaborer l'indicateur synthétique, Midi-Pyrénées se place dans la première moitié des régions de province. Seule la valeur ajoutée par habitant lui est défavorable en raison notamment de la structure des activités et d'une proportion d'actifs plus forte que la moyenne nationale.

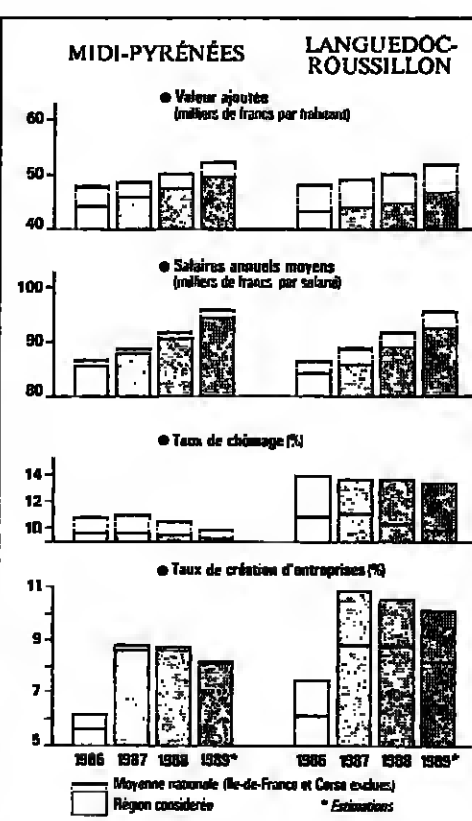
La structure des activités économiques régionales est assez diversifiée. L'industrie est cependant spécialisée dans deux secteurs : le textile-habillement et plus particulièrement le travail de la laine autour de Castres-Mazamet et Lavelanet, ainsi que la construction aéronautique et spatiale.

Ce dernier secteur a connu une vive croissance de 1986 à 1989 et le pôle technologique et européen qui s'est constitué dans l'agglomération toulousaine a induit le développement de services de haut niveau comme l'ingénierie.

L'excédent migratoire est important en Midi-Pyrénées où les arrivées excèdent les départs de 103 000 personnes entre les recensements de 1982 et 1990. Il en résulte la coexistence d'une croissance de l'emploi légèrement supérieure à la moyenne nationale avec une quasi-stabilité du chômage.



Le chiffre porte un dessous du graphique donne le classement de la région dans l'indicateur synthétique (île-de-France et Corse exclues).



Languedoc-Roussillon (dix-neuvième)

La mauvaise position du Languedoc-Roussillon pour l'indicateur synthétique s'explique par la faiblesse de la valeur ajoutée par habitant et l'importance du chômage.

A l'opposé, le nombre de créations d'entreprises est très élevé. Fort chômage et faible taux d'activité global (49 %) se traduisent par un bas niveau de la valeur ajoutée par habitant, alors que la productivité du travail (valeur ajoutée par actif occupé) est supérieure à la moyenne de province. Entre les deux derniers recensements, le Languedoc-Roussillon est la région qui a connu l'excédent migratoire relatif le plus élevé : le nombre des arrivées a dépassé celui des départs de 180 000.

La croissance de l'emploi entre 1986 et 1989 (+ 5 %) associée à ce facteur démographique ne s'est cependant pas manifestée par une baisse du chômage qui est resté voisin de 13,5 %. En raison d'une structure socio-professionnelle favorable, le niveau des salaires est peu éloigné de la moyenne de province et les ménages de la région bénéficient de l'importance des revenus de transferts (allocations de chômage et retraites).

Changer d'images

Prévu au mois de décembre à Vaulx-en-Velin, «Cinéma et banlieue» doit être un festival de films urbains

LYON

de notre bureau régional

«L'IDÉE du festival avait germé bien avant les événements de l'automne 1990, mais, en faisant apparaître Vaulx-en-Velin comme le lieu catalyseur de la violence urbaine en France, cette flamme soudaine a, paradoxalement, donné un petit coup de pouce au projet», explique, sans hypocrisie, M. Ahmed Djemai, trente-cinq ans, cinéaste français d'origine tunisienne ayant grandi à Villeurbanne, et, depuis quelques mois, délégué général du premier festival national «Cinéma et banlieue», qui doit avoir lieu du 2 au 8 décembre prochain, dans cet est lyonnais quasiment fantasmagique.

Deux compétitions parallèles

Relevée par le Centre régional multiculturel, qui fédère une trentaine d'associations, et soutenue par la municipalité communiste (tendance «refondateurs») de Vaulx-en-Velin, l'idée de M. Djemai a bien fait son chemin. Ministères en tête, les pouvoirs publics et les collectivités territoriales ont apporté leur soutien au projet et, assuré son préfinancement, qui s'appuiera, quand même, à 35 %, sur des partenaires privés.

Destiné d'abord à donner à voir, à travers le cinéma, des images de villes-banlieues dépassant, autant que possible, les schémas et les archétypes, afin de susciter réflexions, analyses et débats, ce festival ambitionne aussi de révéler des sensibilités et de favoriser l'éclosion de nouveaux talents. Ainsi regroupera-t-il deux compétitions parallèles.

Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 30 septembre mais les organisateurs auraient déjà reçu plus de 130 films parmi lesquels ils devront présélectionner 20 longs métrages de fiction, 25 documentaires et 15 courts métrages. En clôture, un jury décernera quatre prix, «parce qu'il s'agit de faire connaître mais aussi de motiver et d'encourager», soulignent les organisateurs.

A côté du festival de cinéma, prévu dans des «lieux éclatés» de la ville (centre culturel Charlie-Chaplin, Ecole nationale des travaux publics de l'Etat, école d'architecture, galerie marchande, etc.), des manifestations «périphériques» sont projetées, et notamment un Salon des métiers de l'image et de la communication, une rencontre nationale : «Génération banlieue, état des lieux», des conférences-débats, des colloques, des expositions de photos... «Nous souhaitons faire recueillir les idées reçues et montrer que les banlieues peuvent être autre chose que d'éternelles réserves d'indigènes», insiste M. Djemai.

R. B.

► Renseignements : Centre régional multiculturel, place de la Nation, 69120 Vaulx-en-Velin. Téléphone : 72-04-48-89.

BLOC-NOTES

AGENDA

► Région/matière 91. - Le conseil régional de Languedoc-Roussillon organise jeudi 19 et vendredi 20 septembre à La Grande-Motte (Hérault) les Assises informatiques des régions. Des ateliers seront organisés autour des applications en matière de finances, de fiscalité régionale, de patrimoine scolaire, de gestion des dossiers, de formation professionnelle. Des expériences doivent être présentées sur l'informatique de gestion des dossiers, l'aide à la décision, les systèmes multi-médias.

► Hôtel de la région Languedoc-Roussillon, 201, avenue de la Pompièrerie, 34064 Montpellier Cedex 2. Tél : 67-22-80-00.

► Gérer les risques financiers. - La revue Marchés et techniques financières organise, avec le concours du département de l'Essonne, mercredi 25 et jeudi 26 septembre à Paris, un colloque sur les risques financiers que doivent gérer les collectivités locales. Des spécialistes des marchés financiers, des représentants des autorités administratives et des responsables des collectivités locales présenteront leurs réflexions sur ce sujet d'actualité.

► Bénédicte Jarrot, MTF, 39, rue de Trévise, 75009 Paris. Tél : 48-01-01-10.

NOMINATIONS

► Mme Danièle Polvet, directrice de cabinet du préfet des Hautes-Pyrénées. - Mme Danièle Polvet est, depuis le 16 août, directrice de cabinet de M. Jacques Coeffé, préfet des Hautes-Pyrénées. C'est la première femme à occuper cette fonction dans ce département.

[Après trente-huit ans, M^{me} Danièle Polvet, originaire de Chartres, était auparavant en poste à la préfecture des Yvelines. Pendant douze ans, elle a occupé à Versailles des responsabilités diverses auprès des services chargés de la protection civile et des collectivités locales.]

TEXTES

► Au «Journal officiel». - Le Journal officiel a publié, le 4 septembre, l'ensemble des textes qui réglementent la filière culturelle de la fonction publique territoriale. Cette filière comprend les métiers de la conservation (musées du patrimoine et bibliothèques), et ceux de l'enseignement artistique (musique, danse, art dramatique, arts plastiques).

[Le nouveau statut des musiciens devrait leur donner satisfaction puisqu'il prend en compte leurs revendications en matière d'honoraires et de tutelle, notamment. Les bibliothécaires «obtiennent qu'un demi-musée», l'architecture de leur filière restant trop lourdement hiérarchisée, à leur avis (Le Monde daté samedi 10-dimanche 11 mars 1991).]

ARCACHON

Arcachon fait appel à candidatures pour recruter son

DIRECTEUR DE PORT

Rattaché au Président, vous prendrez la direction de l'ensemble du port d'Arcachon, régie à autonomie financière et morale, regroupant le port de plaisance (2.500 emplacements), le port de pêche (2.000 tonnes de poissons/an) et le centre nautique. Vos talents de gestionnaire et de manager, votre dynamisme vous permettront de coordonner, diriger et concilier les différents acteurs économiques du port. Vous serez également, dans le cadre de votre mission, ouvert à toutes les initiatives dans le contexte européen. Agé de 35 ans environ, de formation Bac + 5, Sciences Éco, Ecole Supérieure de commerce... vous avez nécessairement exercé une fonction similaire et vous connaissez le milieu maritime et de la pêche. Statut de droit privé en application de la convention collective des ports de plaisance.

Merçi d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions avant le 30 septembre, 1991 à AFL CONSULTANTS - 79, avenue Jean-Jaurès 30900 NIMES.

AFL

مكتبة من الأصل

HEURES LOCALES

Lourdes perd son Café de la Poste

LOURDES
de notre correspondant

A Lourdes, le Café de la Poste était, pour les visiteurs et les habitants du haut de la ville sainte, l'équivalent de la grotte de Massabielle pour les pèlerins des sanctuaires dans le secteur bas de la célèbre Cité mariale. Un monument incontournable...

Depuis plusieurs décennies, le Café de la Poste était devenu la chambre d'écho de la ville. Comme dans tous les bars qui se méritaient, certains clients y refaisaient le monde. Toutes les classes de la population s'y rencontraient, à l'heure du petit café du matin, de l'apéritif du soir ou après les offices religieux de la paroisse voisine.

Le premier fast-food

Les fidèles de la messe quotidienne de retrouvailles appréciant le cadre coquet et feutré de ce bar à nul autre pareil, fief de plusieurs générations et eroseur d'hommes politiques, toutes tendances confondues, qui venaient s'y faire une notoriété.

L'ancien maire, ancien secrétaire d'Etat au tourisme, le sénateur radical François Abadie, y a

installé sa permanence à l'étage au-dessus, après avoir perdu son fauteuil municipal en mars 1989, afin de ne pas se couper de ce passage obligé de la vie lourdaise. Un de ses prédécesseurs, le sénateur-maire, M. Antoine Beguère, y avait mis à demeure le siège du glorieux Football-Club lourdaise (nom d'un des plus prestigieux clubs de rugby du Sud-Ouest), dont il était le président au moment de la belle époque des années 60. Le Café de la Poste servait de mémoire au patronage sportif du club, neuf fois champion de France. Les frères Jean et Maurice Prat, Crauste, Rancoule, Martine y ont levé la Boudier de Brennus.

Depuis la 1^{re} septembre, les Lourdaises sont orphelines. Après avoir longtemps fait folie dans l'histoire de Lourdes, le Café de la Poste a fermé ses portes. Les habitués et les amoureux du passé y ont vu le dernier verre offert par la famille de M. et M^{me} Hubert Mounaix, les propriétaires. Ces derniers viennent de tourner le page en vendant l'affaire à McDonald's. La société américaine va créer le premier fast-food de Lourdes. Le hamburger laissera un goût amer aux nostalgiques...

J.-J. R.

L'Hérault s'ouvre une porte sur l'Europe

Un accord avec les régions de Glasgow et de la Ruhr devrait permettre à des entreprises de se lancer à la conquête du marché européen

GLASGOW

de notre envoyé spécial

L'ACCORD «EuroGateway», signé jeudi 5 septembre sous les lambris de l'hôtel de ville de Glasgow entre une délégation du département de l'Hérault conduite par M. Gérard Saumade, président du conseil général, et les représentants des régions de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de Glasgow, peut surprendre. M. Saumade la qualifie avec raison de « mariage de la carpe et du lapin ». Malgré leurs différences de taille, l'Hérault, département peu industrialisé de 800 000 habitants, le district de Glasgow, agglomération de 1,2 million d'habitants en plein renouveau, et le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, région très développée de 17 millions d'habitants, ont cependant en commun la volonté de développer rapidement des structures permettant d'élargir le marché de leurs entreprises à d'autres pays européens.

Cet accord a d'ailleurs trouvé avant même sa signature un début de concrétisation qui le distingue en cela de sympathiques mais assez inefficaces associations régionales. En voie d'achèvement, le parc commercial de Port-Dundas, situé dans une ancienne distillerie à quelques minutes du centre de Glasgow, pourra abriter dès la fin de l'hi-

ver, sur 1 900 mètres carrés de locaux, les premières des douze entreprises françaises et allemandes qui souhaitent s'implanter en Ecosse. Au début de l'été prochain, les sites de Saint-Sauveur sur la commune de Saint-Clément-de-Rivière, près de Montpellier, et de Castrop-Rauxel dans le triangle Düsseldorf-Dortmund-Essen accueilleront eux aussi des entreprises européennes.

Ces sociétés bénéficieront pendant trois ans du soutien total des trois agences locales de développement. A l'initiative de l'Agence de développement de Glasgow, ce sont elles qui ont mis au point cette coopération fondée sur la réciprocité. L'agence bête se chargera du recrutement et de la formation du personnel et fournira son assistance pour le développement de chaque société sur la région. Au bout de trois ans, elles feront le bilan de l'expérience et décideront de leur implantation définitive dans leurs propres structures.

Financé pour moitié par le Fonds de développement régional de la Communauté européenne, ce programme permettra à des entreprises de taille moyenne de bénéficier d'une aide importante pour leur implantation dans d'autres pays. L'Agence foncière du département de l'Hérault a ainsi déjà reçu 58 000 francs (420 000 francs), ce qui est, aux yeux de son directeur, M. Christophe Albère, « caractéristique de la volonté des responsables de la Communauté de

permettre, avant même l'ouverture du marché unique de 1993, à des petites et moyennes entreprises de s'implanter sur le marché européen ».

L'Hérault finance ce programme dans le cadre très classique des subventions à la création d'emplois (une quarantaine environ seront créés par les douze sociétés allemandes et écossaises qui s'implanteront près de Montpellier), mais l'opération EuroGateway est avant tout un des éléments de la stratégie de développement industriel du département. « A côté du tourisme et de l'agriculture, nous avons besoin de créer un véritable tissu industriel », affirme M. Saumade. Les élus du conseil général attendent évidemment beaucoup de la région de la Ruhr, dont ils savent qu'elle cherche à favoriser l'implantation de certaines de ces entreprises à l'étranger pour pouvoir mettre en œuvre ses plans de protection de l'environnement. Quant à la région de Glasgow, qui a su en quelques années compenser la fermeture des chantiers navals et des aciéries en créant un véritable pôle de développement autour de la micro-electronique, elle trouvera dans l'Hérault un environnement favorable à ces technologies de pointe.

D'ores et déjà, trois entreprises héraultaises de haute technologie ont constitué des dossiers pour s'implanter dans ce qu'on appelle en Ecosse la « Silicon Glen ».

C. de C.

Sainte-Sigolène capitale du film plastique

A l'approche de la quarantaine, le poumon économique de la Haute-Loire se porte bien, mais il retient son souffle

SAINT-SIGOLÈNE

de notre envoyé spécial

DEPUIS que Sainte-Sigolène a troqué le foulard de soie contre le sac plastique, elle n'a cessé de prospérer, au point de devenir, en quelques années, le poumon économique de la Haute-Loire. Le plateau du Sigolène, situé au nord-est du département, à une trentaine de kilomètres de Saint-Étienne, débute à lui seul un tiers de la production nationale de film polyéthylène, soit 180 000 tonnes par an, et possède un taux de chômage exceptionnel de 0,5 %.

La cité aovergnate avait déjà connu une certaine grandeur au début du siècle, en devenant la capitale du foulard et du ruban. Elle profitait alors du savoir-faire des anciens canuts chassés de Lyon et veus s'installer sur ce plateau relativement proche. Mais la laide ayant détrôné la soie, la plupart des tissages ont dû se reconstruire. Ils se sont lancés dans une activité industrielle radicalement différente, mais rentable et relativement simple : l'extrusion du polyéthylène.

Bulles spectaculaires

La proximité de la région Rhône-Alpes n'est pas étrangère à ce choix. C'est auprès des Stéphanois, déjà très industrialisés, que les Sigolènois ont découvert cette technique, dans les années 50. Aujourd'hui, l'agglomération de Saint-Étienne, cinq fois plus proche que celle de Clermont-Ferrand, fournit au plateau une partie de la main-d'œuvre qui lui fait défaut. Les élus de Haute-Loire ont d'ailleurs bien compris que leur département se développait en se tournant vers Rhône-Alpes plutôt que vers leur région administrative, l'Auvergne. Ils viennent d'installer à Lyon un club de rencontres entre industriels de la Haute-Loire et entrepreneurs rhodaniens.

M. Abel Barbier, l'un des pionniers de Sainte-Sigolène, fait aujourd'hui partie des trois poids lourds du plateau, avec les Etablissements Fayard-et-Ravel (vendus en 1984 à un groupe anglais aux capitaux koweïtiens) et la société Januel. Mais il est devenu le premier producteur de sacs de sortie de crise, avec un chiffre d'affaires de 600 millions de francs en 1990. Il possède l'une des plus grandes usines de Sainte-Sigolène. On peut y voir ces gigantesques bulles qui font 16 mètres de tour de taille et s'élèvent jusqu'à 32 mètres

d'altitude avant de s'aplatir et de redescendre, mécaniquement cette fois, comme de vulgaires morceaux de tissu.

On obtient ces bulles en faisant fondre des granulés de polyéthylène (dérivé du pétrole constitué de carbone et d'hydrogène) auxquels on fait subir une injection d'air. La matière en fusion ainsi soufflée hors d'une extrudeuse prend l'aspect d'un ballon gonflable qui se refroidit en l'air. Lorsque la gaine de plastique redescend, on peut l'enrouler pour fabriquer des sacs ou la couper en longueur pour obtenir du film.

Le principal débouché des industriels sigolènois se trouve dans la grande distribution, qui consomme près de la moitié de la production (46 %) : friolette de polyéthylène extrudé, elle en fait des sachets pour l'emballage des fruits et légumes, des sacs à bretelles pour le transport des marchandises, des poches de congélation, des rouleaux alimentaires, des housses et des sacs poubelles... L'industrie avalée des tonnes de films rétractables ou étirables (40 % de la production), pour le suremballage de ses marchandises. On trouve ces gaines rigides autour des palettes ou des lots de produits alimentaires (bouteilles d'eau minérale, pots de yaourt...). Le bâtiment et, surtout, l'agriculture absorbent le reste (14 %) pour le paillage, l'ensilage, la couverture des serres et autres tunnels, qui augmentent le rendement des cultures en produisant des effets thermiques, herbicides et hydriques.

Mais M. Abel... craint que la grande distribution ne lui offre plus les mêmes marchés que par le passé. Déjà, la baisse de fréquentation des grands magasins, pendant la guerre du Golfe, l'a obligé à fermer trois de ses usines pendant quinze jours. La récession économique et l'apparition de la concurrence asiatique pourraient ralentir sa croissance en 1991.

De telles prévisions rendent les ouvriers moroses. En novembre 1990, ils ont été près de deux mille à participer à un mouvement de grève pendant douze jours, sur le plateau. Ils ont obtenu 340 francs d'augmentation, le versement d'un treizième mois ainsi que des primes d'ancienneté et de nuit. Néanmoins, leurs salaires restent très bas : 6 000 francs bruts, en moyenne, pour les ouvriers postés, le SMIC pour les femmes, en dépit de conditions de travail pénibles, l'extrusion du polyéthylène dégageant une désagréable odeur d'ozone et des températures élevées.

RAFAËLE RIVAIS

La SNCF entre rentabilité et service public

Mobilisation en Basse-Normandie

Suite de la page 13.

Des rumeurs indiquaient alors, selon lui, que la SNCF envisageait de ne pas renouveler l'accord qui la lie à la région jusqu'en 1994. La mobilisation autour du maintien de la ligne est immédiate : 30 000 signatures sont recueillies rapidement, des dizaines de milliers d'affiches, de tracts et d'autocollants sont distribués. Des maires adhèrent individuellement et illustrent l'inquiétude de villes comme Avranches, Villieuville, Montvillon, Bréil...

Si la municipalité de Granville met encore aujourd'hui en doute la réalité des menaces qui auraient pesé sur la ligne, Mme Paulette Guiné, économière municipale, alerte dès 1986 ses collègues du conseil régional : « Si nous n'avons rien fait à l'époque, on ne serait pas venu nous chercher et l'isolement du sud du département de la Manche se serait aggravé ». Les études réalisées à l'initiative de la mairie de Granville, du conseil général et du conseil régional débouchent sur la même conclusion : la ligne Paris-Granville doit être modernisée. Il est vrai qu'avec quelques fois plus de 148 kilomètres, cette liaison nationale décroche un record de lenteur. Avec des conséquences qu'advoctent volontiers M. Michel Douel, de la direction commerciale des lignes voyageurs de Normandie : coûts de maintenance et d'exploitation trop élevés et fréquentation en baisse.

Deux logiques contradictoires

La SNCF ne veut pas se lancer seule dans des travaux de modernisation : le retour d'investissements de la ligne n'atteint pas le seuil minimum de 8 %. Elle propose donc aux collectivités locales de prendre en charge une partie des 3 à 400 millions d'investissements nécessaires pour supprimer les courbes trop lentes en mettant certains tronçons en voie unique, seul moyen d'élever la vitesse sans parcourir. Un peu coûteux et forcé, les assemblages départementaux et régionaux acceptent de financer cette modernisation qui débutera en 1996 ou en 1997, à la fin des travaux sur Paris-Cherbourg. Elle sera sans doute poursuivie par l'électrification de la ligne. Une opération dont le coût dépassera le milliard de francs. La région envisage de demander une subvention de la DATAR au titre de l'aménagement du territoire et le conseil général réclamera une contribution de 7 millions de francs à la commune de Granville, une perspective qui n'enchante guère

M. Bernard Beck, le maire de Granville.

Si l'importance économique de la desserte ferroviaire du sud de la Manche n'échappe pas aux habitants de cette région au réseau routier saturé, ni aux usagers épisodiques de la SNCF que sont les propriétaires des résidences secondaires, ni aux patients du prospect centre de thalassothérapie de Granville, les conséquences de la fermeture, même partielle, de la ligne Caen-Rennes ne sont pas aussi évidentes. La ligne est certes vétuste (la vitesse maximum est de 50 km/h entre Avranches et Pontorson) mais indispensable pour les personnes âgées qui se rendent dans

les CHU des deux capitales régionales, pour les étudiants et pour les militaires. Sa suppression mettrait également en péril le développement touristique de la région : « Le tourisme nous apporte 4,5 milliards de francs par an, presque autant que l'industrie laitière », explique M. René Garet.

Pour la SNCF, pas question d'investir dans une ligne dont le trafic est en diminution et qui, selon ses responsables locaux, va précipiter avec le passage progressif à quatre voies de la liaison routière entre Caen et Rennes. « Nous déconseillons même aux collectivités locales de faire quoi que ce soit pour une ligne qui ne sera jamais rentable ».

A la logique d'entreprise de la Société nationale s'oppose celle d'une région, la Basse-Normandie, qui se bat pour que soit respecté un certain équilibre dans l'aménagement du territoire.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Réussir l'interconnexion du TER et du TGV

Suite de la page 13.

De même, la région a choisi de consacrer une part de l'excédent dégagé en 1989 pour équiper certaines rames du TER de téléphons. Cela n'a pas été sans effet. Il a fallu vaincre la cité de la SNCF pour que celle-ci accepte d'en discuter. Mais, pour l'heure, on reste très discret sur le sujet, car il est difficile de le mettre sur la place publique à six mois des élections régionales. Alors que s'en tient au simple terme de la désaturation d'unité publique. Pourtant, d'ores et déjà, des travaux sont engagés pour l'électrification de certaines lignes, permettant notamment aux TGV de desservir de nombreuses villes à travers la région.

Il faut aussi penser « grille TER » et « réseau TER », c'est-à-dire harmoniser les rabattements, assurer la desserte des villes qui vont perdre les liaisons jusqu'à assurées par des express grandes lignes, telles Arras ou Douai actuellement desservies par les trains Lille-Paris ; telle encore, plus difficile, Maubeuge, qui bénéficie

jusqu'à présent de liaisons rapides vers Paris parce que située sur la ligne Paris-Bruxelles et qui va se trouver, avec la mise en circuit du TGV, à l'écart du nouvel axe de communication.

L'enjeu désormais doit être d'accroître les liaisons inter-cités à l'intérieur de la région, en assurant, dans la trame omnibus, des trains rapides reliant les villes de la région à 130 ou 140 kilomètres à l'heure. Et même d'imaginer une liaison hyper-rapide, à 200 à l'heure, du type de celle qui existe entre Strasbourg et Mulhouse. Le premier projet suppose surtout des investissements en matériel roulant : le second est plus lourd puisqu'il nécessite la suppression de tous les passages à niveau.

« Le TGV est un produit qui va être extrêmement frustrant », note M. Pouille. La SNCF considère qu'il est fait pour la grande vitesse et les grandes distances. Mais les gens qui seront sur le quai à Dunkerque n'accepteront pas qu'on leur refuse l'accès à des TGV qui, pour peu, arriveraient à Paris avant qu'ils n'aient même usagers du TER, aient débarqué à Lille. D'où l'idée d'un TGV régional. Selon le même montage financier, des rames TER pourraient se glisser dans le sillage des TGV internationaux. L'idée fait frémir la SNCF. Elle est, pour l'instant mise entre parenthèses, mais pas forcément abandonnée. En fait, avec l'arrivée du TGV, c'est l'ensemble du réseau qui doit sentir le souffle de la grande vitesse. « On ne veut pas, affirment les élus de la région, être dans la même situation qu'en 1978, époque où les trains Corail venaient avec des wagons en bois ».

JEAN-RENÉ LORE

REPERES

RHÔNE-ALPES

Rencontre des villes organisatrices de Jeux olympiques d'hiver

Les représentants des quinze villes qui, depuis 1924 jusqu'en 1998, ont été choisies pour organiser des Jeux Olympiques d'hiver (dont Chamonix, Grenoble et Albertville), se sont retrouvés à Chambéry, en Savoie, du 10 au 12 septembre, à l'initiative de M. Michel Barnier, co-président du Comité d'organisation des futurs Jeux d'Albertville et président (RPR) du conseil général de la Savoie. L'objectif de cette première rencontre était de confronter les expériences et d'évaluer les conséquences de l'organisation de cet événement sportif sur une ville et son environnement.

La plupart des sites ont mis en valeur « l'effet de levier » qui leur a permis d'améliorer considérablement leurs capacités d'accueil, d'équipements et d'infrastructures, le développement touristique, et surtout la notoriété internationale, dont l'impact est jugé éphémère. À l'exemple de Grenoble en 1968, mais aussi des dernières cités olympiques, Sarajevo (Yougoslavie) et Calgary (Canada), la préparation de « l'après-Jeux » est devenue une préoccupation majeure, notamment pour la réutilisation ou la reconversion d'installations sportives lourdes et onéreuses, comme les pistes de bobsleigh, des tremplins de saut ou les patinoires. Un souci qui préoccupe sérieusement les organisateurs savoyards inouïs à la recherche de solutions.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Saint-Maximin fête son orgue restauré

« Maintenant, j'ai mon Stradivarius ! » Pierre Bardoo, organiste titulaire depuis trente-et-un ans de la basilique de Saint-Maximin (Var), dit, avec cette comparaison inattendue, sa joie de retrouver sous ses doigts l'orgue que, conquis, en 1775, le facteur Jean-Esprit Isnard, un damienin à qui l'on doit également l'instrument de la cathédrale et de l'église Saint-Madeleine d'Alx-en-Provence et celui de l'église Saint-Cannat, sur le Vieux-Port de Marseille.

Contrairement à ces derniers, l'orgue de Saint-Maximin est unique en cela qu'il a pu échapper à une forme de massacre perpétré par cette mode qui a longtemps sévi chez certains facteurs, consistant à mettre « au goût du jour » les instruments classiques, considérés comme démodés. « L'orgue de Saint-Maximin est un chef-d'œuvre de facture », précise Pierre Bardoo, dans la mesure où c'est le seul orgue français classique à nous être parvenu tel que son facteur l'avait conçu.

A partir de 1955, on a pris conscience de la valeur exceptionnelle d'un instrument sur lequel, pendant dix ans, ont veillé le facteur Pierre Chéron et le Dr Rochas, qui attirèrent l'attention des organistes et musiciens sur sa valeur. Il a tout de même fallu dépenser 6 millions de francs (région : 35 %, commune : 5 %) pour restaurer l'orgue du Frère Isnard sa pureté originelle. La restauration a été confiée à un facteur d'origine vosgienne installé à Carcès (Var), Yves Cabourdin, à qui il a fallu quatre ans et plus de dix mille heures de travail pour restaurer claviers et pédaliers, restaurer les soufflets, les sommiers, la mécanique, le superbe buffet et accorder les 2 962 tuyaux.

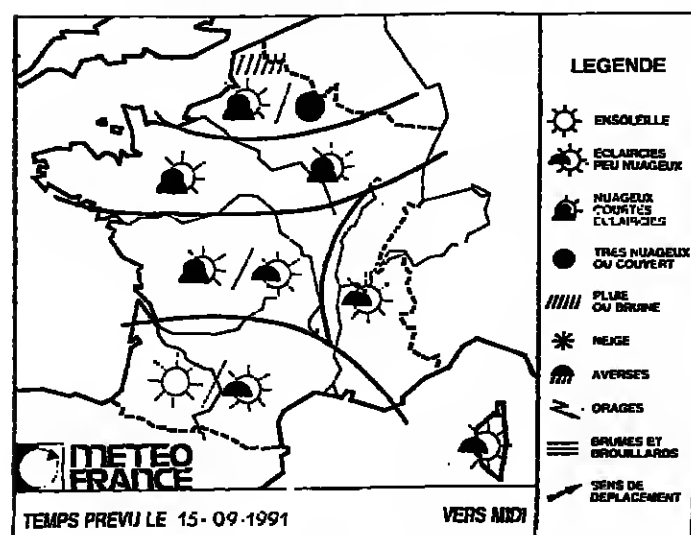
« Le génie du Frère Isnard, explique M. Cabourdin, éclate dans la façon qu'il a eue de tirer le maximum d'effets d'une mécanique réduite à l'essentiel. L'instrument possède quarante jeux et il remplit magnifiquement le grand vaisseau gothique dans lequel il s'insère. Si on voulait le refaire aujourd'hui, il faudrait au moins cent jeux pour arriver au même résultat ».

Pour fêter cette résurrection, une série de manifestations sont prévues à partir du 20 septembre, où Michel Chapuis donnera un concert suivi, le 21 septembre à 19 h 30, par André Isoir.

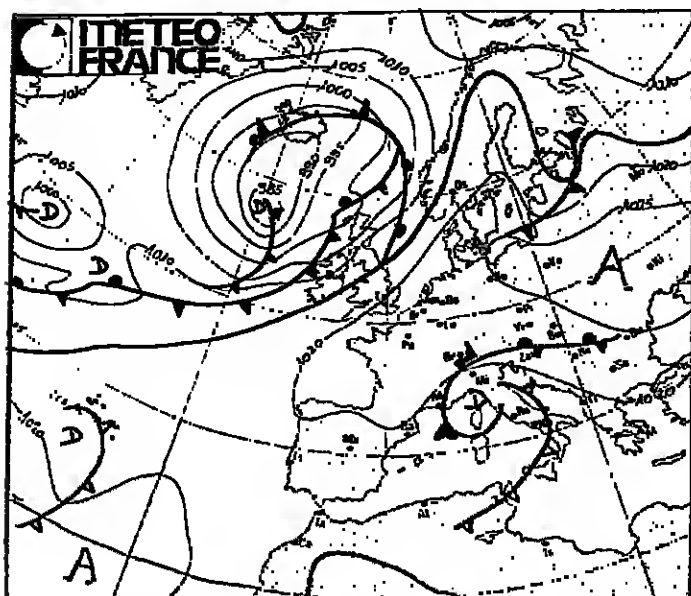
Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Michel Delberghe et de nos correspondants : Etienne Benzet (Rouen), Jean Contrucci (Marseille), Claudine Mettetal (Macon) et Jacques Manin (Montpellier).

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 15 septembre 1991
Nuages au nord de la Loire et quelques pluies au nord de la Seine. Soleil prédominant ailleurs.



SITUATION LE 14 SEPTEMBRE 1991 À 0 HEURE TU



Lundi 16 septembre: Beau temps dans l'ensemble. Les régions du Nord-Picardie aux Ardennes, à la Lorraine et à l'Alsace se réveilleront sous un ciel couvert. Il bruiera sur l'extrême nord du pays. Ces brumes pourront persister toute la journée, alors que, sur les Ardennes et le Nord-Est, de belles éclaircies apparaîtront au cours de la journée.

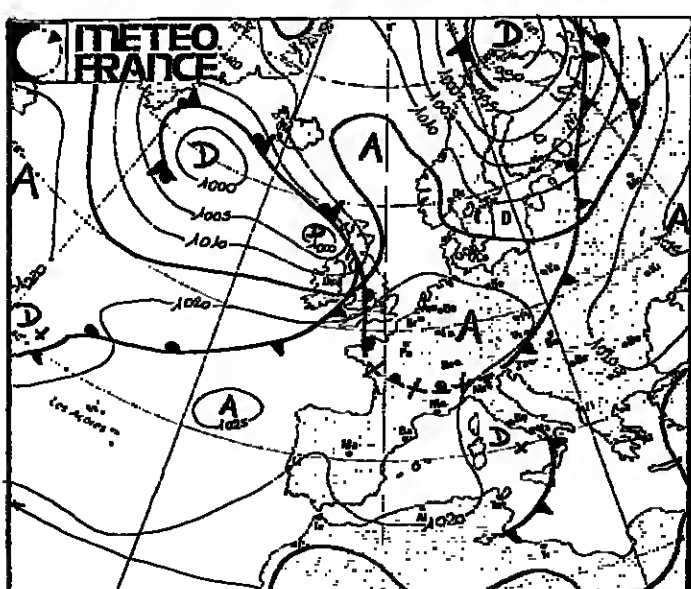
Ailleurs, les brumes et les brouillards seront encore présents, mais ne devraient pas persister bien longtemps dans la matinée. Après leur dissipation, le soleil brillera généreusement. Toutefois, au cours d'après-midi,

des nuages pourront faire leur apparition sur l'extrême Sud-Est et le Corse, mais ils ne seront pas menaçants.

Les températures minimales seront de l'ordre de 11 à 13 degrés sur l'ensemble du pays et atteindront 18 degrés sur le pourtour méditerranéen.

Les températures maximales varieront de 20 degrés sur l'extrême nord du pays de 23 à 25 degrés de la Bretagne à la Normandie, du Bassin parisien et au Nord-Est, 25 à 28 degrés sur le Centre, 28 à 30 degrés sur le Sud-Ouest et le pourtour méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 16 SEPTEMBRE 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 13-9-1991 à 18 heures TU et le 14-9-1991 à 6 heures TU

FRANCE			ÉTRANGER			LOS ANGELES					
ALGER	27	15	O	ALGER	32	22	D	21	17	N	
BIARRITZ	22	16	D	AMSTERDAM	24	18	D	20	15	D	
BORDAUX	27	14	D	ATHENS	20	23	D	26	20	D	
BOURGES	24	8	D	BANGKOK	38	28	C	MARRAKCH	26	22	D
BREST	23	16	D	BELGRADE	28	28	D	MEXICO	24	14	D
CADIX	25	13	D	BERLIN	19	7	D	MILAN	20	15	P
CHERBOURG	25	15	D	BRUXELLES	19	10	D	MONTREAL	18	5	A
CLEMONT-FR.	24	9	D	COPENHAGEN	16	9	D	MOSCOW	24	11	D
DJIBOUTI	22	11	D	DAKAR	36	27	N	NEW-YORK	25	17	C
GENÈVE	22	14	N	DELHI	39	27	D	OSLO	14	11	A
LILLE	22	7	D	DURGA	21	18	N	PALMA-DE-MAJ.	30	18	C
LYON	22	9	D	GENÈVE	21	18	N	PARIS	27	17	P
MARSEILLE	25	18	N	HONGKONG	31	26	D	ROME	28	21	P
NANCY	23	9	D	ISTANBUL	32	19	D	RO-DE-ANDRITO	21	17	D
NANTES	27	13	D	KUO	23	19	D	SINGAPOUR	31	28	C
NICE	22	15	N	LYON	25	21	C	STOCKHOLM	16	15	N
PARIS-MONTS.	23	11	D	LONDON	22	14	C	SYDNEY	25	13	N
PAU	26	15	D					TOKYO	23	21	A
PERPIGNAN	27	21	D					TUNIS	30	23	A
RENNES	27	15	D					VIENNE	25	19	D
ST-ETIENNE	30	12	N					VIRNIE	16	16	C
STRASBOURG	21	10	D								
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	
averse	brume	ciel	couvert	ciel	couvert	orange	pluie	tempête	neige		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans le Monde radio-télévision ; o Film à éviter ; a On peut voir ; aa Ne pas manquer ; aaa Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 14 septembre

- TF 1**
- 20.45 **Verlété** : Sébastien c'est fou !
- 22.35 **Série** : Un privé au soleil. Troisième round. Un boxeur a disparu.
- 0.05 **Magazine** : Formule sport.
- 1.05 **Journal et Météo**.
- 1.25 **Au tour**.
- 1.30 **Série** : Enquêtes à l'italienne.
- A2**
- 20.45 **Magazine** : La Nuit des héros. Des faits divers réels et fictionnalisés et agrémentés d'un jeu. D'après « Rescue 811 », une émission de la chaîne américaine CBS.
- 22.20 **Magazine** : Double jeu. Invités : Richard Bohringer, Dave Stewart, William Sheller, Stéphane Elcher, Omar, Questions-réponses et variétés aux Folies-Bergères.
- 23.20 **Téléfilm** : Bleu privé.
- 0.10 **Journal et Météo**.
- 0.35 **Téléfilm** : Les Héritiers.
- FR 3**
- 19.00 **Le 19-20 de l'Information**. De 19.12 à 19.35, la journal de la région.
- De 20.00 à 0.00 **La SEPT** —
- CANAL PLUS**
- 20.30 **Série** : Le Gang des tractions. L'homme aux chiens. En 1945, l'inspecteur Bolass contre « Pierrot le Fou », chef gangster.
- 22.00 **Documentaire** : Amateurs jusqu'au bout du monde. Voyages des vidéastes.
- 22.50 Flash d'informations**.
- 22.55 Les Superstars du catch**.
- 0.00 Cinéma** : Pilotes de charme. Film américain, classé X, de Michael Craig (1990).
- 1.25 Cinéma** : Tatte Danielle. Film français d'Edienne Chailiez (1989). Avec Talia Chelton, Catherine Jacob, Isabelle Nanty.
- LA 5**
- 20.40 **Journal des courses**.
- 20.50 **Téléfilm** : Police des polices. Un fic intègre contre des éripoux.
- 0.05 **Journal de la nuit**.
- 0.15 **Série** : Freddy, le cauchemar de vos nuits. Épouvante. Premier numéro.
- M 6**
- 20.35 **Téléfilm** : Souviens-toi de Vienne. En 1938, deux jeunes filles, la montée du fascisme et de l'antisémitisme.
- 22.20 **Téléfilm** : Au-dessus de la loi. Proche d'une certaine forme de justice.
- 23.55 **Six minutes d'informations**.
- 0.00 **Musique** : Rapline.
- LA SEPT**
- 20.55 **Documentaire** : Il était une fois les sept Siméon.
- 22.25 **Le Courrier des téléspectateurs**.
- 22.40 **Soir 3**.
- 22.50 **Débat** : Dialogue. Georges Duby-Guy Lardreau.
- 23.45 **Cinéma d'animation** : Images.

Dimanche 15 septembre

- TF 1**
- 20.40 **Cinéma** : Filé ou voyou. Film français de Georges Lautner (1978). Avec Jean-Paul Belmondo, Marie Laforêt, Michel Galabru.
- 22.35 **Magazine** : Ciné dimanche.
- 22.40 **Cinéma** : Marn'zelle Cri-Cri. Film autrichien d'Ernst Marischka (1956). Avec Romy Schneider, Hans Moser, Walter Brauer.
- 0.25 **Magazine** : Télévision (rediff.).
- 0.50 **Journal, Revue de nuit et Météo**.
- A 2**
- 20.45 **Série** : Renseignements généraux. Lanoux enquête chez un Lord anglais.
- 22.20 **Magazine** : Bouillon de culture. Invités : Jacques Attali, 1492, David Putnam, Istvan Szabo, Nils Aresstrup, Peter Klasen ; opération offres des dictionnaires aux lycées de Roumanie.
- 23.35 **Documentaire** : Kwai, un en d'enquêtes. Le fameux pont dans son véritable contexte.
- 0.40 **Journal et Météo**.
- FR 3**
- 20.05 **Série** : Benny Hill.
- 20.45 **Soirée spéciale** : Ces maladies qui tuent encore. Reportages à Madagascar, en Éthiopie et en Ouganda, suivis d'un débat.
- 22.30 **Magazine** : Le Divan. Invité : John Boorman, cinéaste.
- 22.50 **Journal et Météo**.
- 23.10 **Histoire de voir**. Gustave Le Gray.
- 23.15 **Cinéma** : Beaucoup trop pour un seul homme. Film italien de Pietro Germi (1967). Avec Ugo Tognazzi, Stefania Sandrelli, Renée Longarni (v.o.).
- 0.50 **Musique** : Carnet de notes. Egmort (ouverture), de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de Londres ; dir. Sir Colin Davis.
- CANAL PLUS**
- 20.30 **Cinéma** : Nuit d'été en ville. Film français de Michel Deville (1980). Avec Jean-Hugues Anglade, Marie Trintignant.
- 21.50 **Flash d'informations**.
- 22.00 **Magazine** : L'Équipe du dimanche. Football : le big match, les championnats étrangers, les buts de la D1 et de la D2 ; L'Événement ; Football américain : match de championnat de la NFL.
- 1.05 **Cinéma** : Sans famille. Film français d'André Michel (1958). Avec Joël Fataleau, Gino Cervi, Pierre Brasseur.
- LA 5**
- 20.10 **Magazine** : Dimanche 20 h 10 Elkabach. Invité : G. Marchais.
- 20.35 **Journal des courses**.
- 20.50 **Cinéma** : Quelques messieurs trop tranquilles. Film français de Georges Lautner (1972). Avec Jean Lefebvre, Paul Préboist, René Saint-Cyr.
- 22.30 **Magazine** : Reporters. Le marché de l'immobilier. Le travail des enfants.
- 23.25 **Magazine** : Top chrono.
- 0.05 **Journal de la nuit**.
- M 6**
- 20.30 **Magazine** : Sport 6 let à 0.20.
- 20.40 **Cinéma** : Onde de choc. Film américain de Nico Mastorakis (1984). Avec Joseph Bottoms, Kristie Alley, Lana Clarkson.
- 22.30 **Cinéma** : Je suis une nymphomane. Film français de Max Pécos (1970).
- LA SEPT**
- 20.30 **Cinéma** : El Verdugo. Film italo-espagnol de Luis García Berlanga (1963) (v.o.).
- 22.00 **Court métrage** : Los Mortes.
- 22.40 **Cinéma** : L'Année dernière à Marienbad. Film français d'Alain Resnais (1961).
- 0.10 **Court métrage** : Gigi. D'André Wormser.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

CHAMPS
Le Monde ÉCONOMIQUES

CARNET DU Monde

Décès

M. Hubert de Clausade, dit Roland Hubert, Josseline de Clausade, Pierre Jourdan et leurs enfants, Roméo et Aymeric, Philippe et Grigore de Clausade, leurs enfants, Virginie et Arthur, Richard de Clausade et Valérie Loiseau, Hervé de Clausade, Anne-Marie Hazez et leur fils Jérôme, Robert Omont, Jean et Raymonde Valière, Les familles de Clausade, Omont, Maitrepierre et Morel.

ont la douleur de faire part du décès de

Léon de CLAUDE,

surveu à Paris, le 12 septembre 1991, dans sa soixante-deuxième année, des suites d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 septembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Compassion, place du général Kœnig, porte des Ternes, Paris-17.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, boulevard Delessert, 75016 Paris.

M. Guy Sibony, président du Comité français des amis de l'hôpital Shaaré Zedek à Jérusalem, Les membres du conseil et l'ensemble des collaborateurs.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri GLASBERG, président, fondateur,

surveu le 5 septembre 1991.

Mme Jean Kunlin, son épouse, Le docteur et Mme Antoine Kunlin et leurs enfants, Marie-France Kunlin, Dominique Kunlin, M. et Mme Jean-Philippe Kunlin et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean KUNLIN, leur époux bien-aimé, père et grand-père,

surveu le 11 septembre 1991, à Boulogne.

Le service religieux sera célébré à l'Eglise protestante de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16, le mardi 17 septembre, à 14 heures.

Il sera suivi de l'inhumation qui aura lieu au nouveau cimetière de Boulogne, avenue Pierre-I^{er}, à Boulogne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

95, rue de Sévres, 92100 Boulogne.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5807

HORIZONTALEMENT

I. Est beaucoup moins tendre que le poulet. — II. Très rouge, vu de face. Un carrossier dans les eaux stagnantes. — III. Fournit un colorant. Supprime. Article. — IV. Faire l'innocent. Occasions agréables pour ceux qui veulent succomber. — V. Pronom. En France. Se pose sur une nappette. — VI. Ne badine pas avec l'amour. Élément d'un carrelage. — VII. Ne soit pas comme de l'argent. Point d'une orbite le plus proche de la Terre. — VIII. Pas bien emballé. Rousse, dans la Haute-Corse. — IX. Qui n'ont pas pris leur bain. Peuple du Brésil. Une partie de l'ensemble. — X. Dans le sud de l'Oural. Quand ils sont graves, c'est ouvert. — XI. Direction. Peut servir sur le heriot. — XII. Le dernier mot. Langue ancienne. — XIII. Sac de nuit. Ligne de tête. Plus vieux que jamais. — XIV. Peut faire des calculs. Permet d'y voir clair dans le vestibule. — XV. Orientaux. Un vulgaire avantage. Invite à se détendre.

VERTICALEMENT

1. Pour l'exprimer, on n'a pas besoin de mots. — 2. Est moins exposé que le front. Prenez avec les jembes. — 3. Est parfois un peu cruche. Qualifie un choc qui se produit sur le billard. — 4. A qui on peut demander conseil. Règles. Roi. — 5. Fait le balot avec ce dème. Sortes de grandes cruches. Possessif. — 6. Prouve qu'on a été trop brutal. Poèmes. Appareils dans une selle. — 7. Dans la banlieue de Limoges. Un peu trop gras. Capitale. — 8. Possessif. Petit pris. — 9. Travaille pour la galerie. Parfois admirée pour sa chevelure. — 10. On y a une coupure. Nous prive d'un plaisir. Pronom. — 11. Peut faire des poursuites. Petit, peut être assimilé à la bagatelle. Foncé. — 12. Un aspect du papier. Pronom. Commun en première année. — 13. Adverbe. Comme une séance, quand on entend sonner. Instrument de chasse. — 14. Donne la vie. Vaste plaine. Lettre. — 15. Ne s'intéressent pas du tout à ce qui est au-dessous de la ceinture. Coupes.

Solution du problème n° 5806

Horizontalement

I. Gorilles. — II. Ruineuses. — III. Hou. Tapi. — IV. M. Titus. — V. Claire. — VI. Pleurer. — VII. Éne. — VIII. Empêché. — IX. Sœur. — X. Eu. — XI. Nég. — XII. Estuaries.

Verticalement

1. Grincheuse. — 2. Outil. Tue. — 3. Rio. Après. — 4. Intuitivement. — 5. La. Ira. Pneu. — 6. Lutteuse. — 7. Esad. Rat. Fil. — 8. Sept. Erreur. — 9. St. Trieste. — 10. GUY BROUTY.

مكتبة من الأصل

5521

ÉCONOMIE

Le Monde • Dimanche 15 - Lundi 16 septembre 1991 17

91 5

BILLET

Mal de l'air aux États-Unis

Les compagnies aériennes nord-américaines sont gravement malades. On vient d'apprendre qu'un coup de main d'American Airlines, le numéro 1 américain et mondial, allait amputer son programme quinquennal d'investissements de 500 millions de dollars (3,5 milliards de francs) et demander aux investisseurs de retarder, voire d'annuler certaines commandes d'avions. Au Canada, les deux principales compagnies annoncent qu'elles licencieront : 1 300 personnes pour Canadian International, soit 8 % du personnel ; 900 personnes chez Air Canada, soit 4 %.

Au train où vont les catastrophes, la pire n'est plus impossible. Des bruits insistants font état de difficultés chez Northwest. USAir n'est pas en forme. On se souvient que « bénéficiaire » de la protection de la loi sur les faillites TWA, Continental, America West, Midway et - pour la troisième fois de son histoire - Braniff et qui ont été dissoutes ou absorbées Eastern et la glorieuse PanAm. On peut légitimement se demander si le ciel américain ne sera pas dominé, avant longtemps, par trois compagnies qui auront résisté, vaillamment, aux tourments de la dérégulation et du marché : American, United et Delta Airlines. Il faut incriminer l'invasion du Koweït qui a renchérit, un temps, le prix du carburant et l'Irak qui a conduit les Occidentaux à préférer la quiétude du domicile aux risques supposés du voyage. Pour relancer une demande anémiée, les compagnies nord-américaines ont succombé alors à leur démon favori et se sont lancées dans une guerre des prix qui les a amenées à réduire de 25 % à 50 % certains de leurs tarifs les plus bas et l'on pourra, cet hiver, traverser l'océan au départ de New-York pour à peine plus de 2 000 francs l'aller-retour. Ce genre de cavalerie a achevé les éclopés. L'Europe succombera-t-elle aux mêmes maux ? Certes, au mois de juillet, ses vingt-deux compagnies ont encore enregistré un recul de leur trafic international de 7 % pour les passagers et de 5,8 % pour le fret. Mais ce ne sont pas les tarifs bradés, plutôt les coûts exorbitants. Toutefois, la protection des États, qui demeurent souvent actionnaires de ces transporteurs, et une réglementation forte limitant, pour l'instant, les dépôts de bilan, les licenciements brutaux et les fusions spectaculaires.

ALAIN FAUJAS

EN BREF

■ SNCF : préavis de grève pour le 19 septembre. - Les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC des agents de conduite de la SNCF ont déposé un préavis de grève pour le 19 septembre. L'arrêt de travail pourra commencer le 18 septembre à 20 heures et s'achever le 20 septembre à 8 heures.

■ 22 millions de chômeurs en Europe de l'Est en 1992. - Le nombre de chômeurs en Europe de l'Est, URSS comprise, va continuer d'augmenter et pourrait atteindre 22 millions en 1992, a déclaré M. Herbert Maier, directeur général adjoint de l'Organisation internationale du travail (OIT), vendredi 13 septembre à Paris, lors d'une conférence sur les marchés de l'emploi dans ces pays. Il a toutefois reconnu qu'il était impossible à l'heure actuelle d'évaluer son niveau en URSS. M. Guy Standing, un des responsables de la recherche à l'OIT, a évalué les sureffectifs du secteur public à 30 % en Union soviétique et à 20 % en Tchécoslovaquie. Pour l'OCDE, qui a organisé cette conférence de concert avec l'OIT, le chômage devrait progresser de bien plus de 10 % en Europe de l'Est en 1992. - (Reuters)

Les Douze veulent débloquent les négociations du GATT

L'Uruguay Round, cette négociation commerciale multilatérale engagée en 1986 dans le cadre du GATT (1) devrait être conclue avant la fin de l'année conformément à l'engagement pris à Londres en juillet dernier lors du sommet des sept principaux pays industrialisés. La « Quatrième ronde » où se retrouvent régulièrement, au niveau ministériel, les quatre principaux protagonistes (États-Unis, Canada, Japon, Communauté) et qui était réunie vendredi 13 et samedi 14 septembre à Angers l'a confirmé. Et les nouvelles propositions agricoles des Douze pourraient permettre de débloquent la situation.

ANGERS

de notre envoyé spécial
Les pourparlers n'ont guère progressé depuis l'échec de la conférence ministérielle à Bruxelles, en décembre 1990, provoqué par le

désaccord entre la CEE et les autres principaux pays producteurs sur la manière de libéraliser les échanges agricoles. Mais la Communauté semble convaincue que le dialogue peut être efficacement renoué, grâce au projet de réforme de la politique agricole commune (PAC) présenté par la Commission voici quelques semaines.
Ce projet prévoit une modification radicale des mécanismes de soutien de l'agriculture européenne, pour les céréales, les baisses de prix de 35 % étalées sur cinq ans voire davantage et combinées avec d'ambitieux programmes de gel des terres. M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission européenne chargé des relations extérieures, espère convaincre les Américains que la mise en œuvre de la réforme devrait entraîner une réduction de la production agricole des Douze et, par là même, un allègement de la pression que la CEE exerce sur les marchés.

Les États-Unis seront-ils prêts à jouer ce jeu, autrement dit à tabler sur une révision de la PAC, plutôt

qu'à essayer d'arracher des concessions commerciales ? Les négociateurs européens en sont persuadés, à condition bien sûr que les Douze annoncent la couleur avec netteté. Il ne s'agit pas, bien sûr, de « bouclier » la réforme avant la fin de l'année mais de parvenir à un engagement politique indiquant clairement l'orientation prise et les moyens choisis.
Les ministres de l'Agriculture des Douze reprendront le débat sur les propositions de la Commission les 23 et 24 septembre, alors que, le 25 septembre, les paysans descendront dans la rue pour demander de ne pas être oubliés dans ces tractations.

Dans l'entourage de M. Andriessen, on se montre persuadé qu'un conseil européen devra se saisir de ce double dossier. La réunion des chefs d'État prévue en octobre afin de définir leur politique à l'Est pourrait en fournir l'occasion.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Le GATT est l'Organisation qui réglemente et surveille le commerce international.

Scandale en Bordelais

Le fisc part en guerre contre le détournement des droits de plantation

BORDEAUX

de notre correspondant

Le fisc vient de déclencher une mini-révolution dans le Bordelais, en épinglant trente viticulteurs qui ont réussi à contourner le strict contingentement des droits de plantation. L'autorisation de planter de nouvelles vignes n'est délivrée qu'au compte-gouttes - de l'ordre de quelques dizaines d'ares par viticulteur et par an - afin de prévenir une surabondance de production qui ferait chuter les cours. Mais vendre plus est aussi très tentant.

C'est ainsi qu'est née l'astuce des « baux fictifs ». Un décret de février 1987 autorise le preneur d'un bail rural à céder ses droits de plantation au bailleur. Le viticulteur en mal d'expansion passe un bail avec des vigneronnes proches de la retraite, ou même déjà retraitées. Une fois les droits de plantation récupérés, et les vignes plantées, le bail est résilié et le tour est joué.

L'Institut national des appellations d'origine (INAO) s'est ému de cette pratique qui, aux yeux du fisc, est une fraude. Selon la direction des impôts de Gironde, trente procédures sont engagées actuellement « portant sur 300 hectares, dont 100 hectares en Médoc, 100 dans les Graves, et 100 dans l'appellation bordelaise et premières côtes de Bordeaux ». Mais, dans les mille vignettes, les chiffres de 1 000 voire 2 500 hectares circulent.

Le procureur de la République de Bordeaux va être prochainement saisi des treize premiers dossiers établis par la direction générale des impôts. Pour marquer les esprits, la DGI a frappé des viticulteurs de renom, grands propriétaires dans les Graves ou en Médoc. Les contrevenants encourrent une amende de 3 000 francs par hectare et par année de plantation irrégulière. Et surtout, la menace de l'arrachage, « la seule sanction naturelle », selon la direction des impôts, qui s'appuie sur une ordonnance de 1989.

GINETTE DE MATHA

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Valeo

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1991

Les comptes consolidés de Valeo pour le premier semestre 1991 font ressortir un bénéfice net du Groupe de 285 millions de francs, soit 2,8 % du chiffre d'affaires. Pour le premier semestre 1990, à périmètre comparable, il s'élevait à 498 millions de francs, soit 4,5 % du chiffre d'affaires.

L'ensemble des comptes du premier semestre sera soumis à l'examen habituel du Conseil d'Administration de Valeo fixé le 25 septembre prochain.

M. Soisson relance la politique contractuelle dans la fonction publique

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, engagera la semaine prochaine des contacts bilatéraux avec les syndicats de fonctionnaires dans la perspective d'un accord salarial 1991-1992 (le Monde du 14 septembre). La négociation proprement dite, que le ministre veut boucler avant la fin du mois, devrait s'ouvrir très rapidement. Quant aux syndicats, ils réclament avant toute chose l'apurement du contentieux des années 1988-1989.

Fort de l'aval présidentiel, M. Soisson est très pressé de conclure un accord salarial avec les syndicats de fonctionnaires. Cette hâte s'explique aisément. Bloqué depuis avril 1990, la politique contractuelle dans la fonction publique a besoin d'une dynamique nouvelle pour réactiver les autres négociations - sur la mobilité, les conditions de travail et la formation - qui, elles aussi, sont en panne. En outre, un large accord améliorerait les rapports, plus tendus entre le gouvernement et les syndicats. Il représenterait aussi un succès personnel pour l'animateur de France unie.

Hormis les réserves de la FEN, qui a programmé une journée d'action le 12 octobre, les syndicats souhaitent eux aussi que les choses ne traînent pas.

Face au ministère de l'économie et des finances - dont les réserves restent fortes - M. Soisson et les

interlocuteurs sont d'accord pour estimer que bloquer les augmentations générales ne désarme pas pour autant la pression salariale. En effet, les mesures catégorielles expliquent dans une très large mesure la progression de 5,15 % de la rémunération moyenne des agents de l'État observée depuis le début de l'année. Les représentants des fonctionnaires sont également conscients que la conclusion d'un accord témoignerait de leur capacité à peser sur les choix du gouvernement.

A l'exception de la CGT, les syndicats acceptent le principe de hausses générales calquées sur l'inflation, telles qu'elles sont envisagées dans l'immédiat pour 1991 et 1992 (soit 5,3 % sur deux ans). Pour autant, leur signature est encore loin d'être acquise car ils exigent le respect des engagements antérieurs, ce qui implique un apurement du contentieux lié à l'accord 1988-1989. Vendredi 13 septembre, le « groupe des Cinq » (CFDT, Autonomes, CFTC, CFE-CGC, FEN) a rappelé que c'est à ce prix que pourront s'engager de « véritables négociations », alors que FO a répété que la prise en compte du « passif » reste « un préalable ». Avec une hausse supplémentaire de 1 % (cinq points d'indice), l'affaire serait entendue. Mais le ministre, qui se dit prêt à aborder « toutes les questions et notamment celle du rattrapage », sait fort bien que ce « plus » est difficile à accepter pour un gouvernement confronté à de délicats arbitrages budgétaires.

JEAN-MICHEL NORMAND

Relance à l'américaine

Suite de la première page

La déescalade des taux est donc spectaculaire : presque trois points en un an.

Le taux de l'escompte qui a été abaissé vendredi pour la quatrième fois depuis décembre 1990 est un taux de refinancement privilégié et exceptionnel des banques auprès de l'une des douze banques fédérales américaines : lui aussi a été fortement réduit puisqu'on le retrouve à 5 % alors qu'il était encore à 7 % en décembre dernier. Le niveau actuel est le plus bas jamais atteint depuis 1973. Du coup les banques américaines, petites et grandes (National Bank of Royal Oak, Morgan Guaranty, First Interstate...) ont abaissé d'un demi-point leur taux de base, le « prime rate » réservé aux meilleurs clients.

Cette politique de déescalade des taux qu'on retrouve en Grande-Bretagne est permise par le ralentissement progressif de l'inflation. Les prix de gros n'augmentent plus que de 2 % l'an aux États-Unis et l'on a appris, vendredi après-midi 13 septembre, que les prix de détail avaient progressé de 0,2 % en août comme en juin et juillet, ce qui correspond à un rythme annuel de seulement 2,5 %. En Grande-Bretagne, le premier ministre a annoncé triomphalement vendredi, non sans arrière-pensées électorales, que l'inflation était « vaincue », alors qu'elle était à 4,7 % en août. L'indice publié l'indice des prix de détail répond à un rythme annuel de 4,7 % seulement, soit en rythme annuel le plus faible niveau depuis trois ans.

Pas de reprise classique

Ainsi s'éloignent lentement mais sûrement les craintes qui se développaient il n'y a pas si longtemps aux États-Unis d'une accélération des taux à long terme qui, eux, dépendent du marché et qui le plus souvent annoncent l'évolution des taux courts est éloquent : ils baissent, démontrant que les épargnants prévoient un ralentissement durable des hausses de prix.

Est-ce assez pour relancer une activité économique qui probablement repart mais le fait mal ? Il est certain que la révision en baisse des résultats de la production nationale au deuxième trimestre incite les autorités monétaires à réduire le prix de l'argent. En avril-mai-juin, la production nationale a reculé, faiblement certes (de 0,1 % en rythme annuel) mais a reculé alors que les premiers calculs de l'administration avaient fait penser que la croissance était repartie après six mois de récession (1). Le troisième trimestre fera probablement apparaître une reprise, bien que les ventes d'automobiles, en baisse de 15 % au cours des dix premiers jours de septembre, soient décevantes. Mais ensuite ? L'économie

américaine avait littéralement bondi à la suite de la très dure récession de 1981-1982. Mais à cette époque la reprise avait été largement facilitée par une politique très généreuse de baisse des impôts voulue par M. Reagan.

Rien de tel actuellement : au contraire même, puisque la stratégie de réduction du déficit budgétaire mise au point d'un commun accord par l'administration et le Congrès s'est traduite par des hausses des taxes. Le pouvoir d'achat des salaires ne progresse pas ; l'emploi a beaucoup baissé ; l'épargne a atteint de si bas niveaux qu'on voit mal comment elle pourrait encore se réduire pour relancer les dépenses des ménages ; les profits de nombreuses entreprises sont en baisse ; les chances d'une reprise « classique » paraissent faibles. C'est ce qu'a voulu dire Wall Street en baissant vendredi 13 septembre à la suite d'annonces d'une baisse des ventes de détail au cours du mois d'août. Réaction qui montre que la baisse des taux était soit anticipée soit jugée insuffisante.

Insuffisante ? Si l'on estime comme la plupart des économistes que le taux de l'inflation est maintenant d'environ 4 % aux États-Unis et qu'il restera à ce niveau pendant longtemps (c'est ce qu'anticipent les marchés), le taux réel du marché monétaire ne dépasse plus guère 1 %. Mais les taux longs, ceux des obligations, qui intéressent davantage les entreprises, s'inscrivent encore à 8 % en nominal, soit 4 % en taux réel. Le taux de base bancaire, même ramené à 3 %, met encore le coût réel du crédit à au moins 4 %.

Quant aux taux hypothécaires qui déterminent le prix de l'argent pour le logement et la construction, ils se situent toujours à 9 % soit 5 % en taux réels. A bien y regarder tous ces taux ne sont pas si bon marché. Seul le « commercial paper », le coût du crédit que se font entre elles les entreprises, est bas : 5,25 %, soit un peu plus de 1 % en taux réel. L'ennui est que seules les grandes firmes y ont accès.

Dans la mesure où seule la baisse des taux d'intérêt est actuellement porteuse de reprise, les décisions prises par la Réserve fédérale paraissent finalement justifiées. Les pays industrialisés feraient bien de profiter - comme le font les États-Unis et la Grande-Bretagne - de la période actuelle de désinflation. Rien ne dit après tout que celle-ci durera très longtemps, la reconstruction des pays de l'Est risquant un jour de bouleverser la donne en apportant dans le monde plus de croissance. Et... plus d'inflation.

ALAIN VERNHOLLES

(1) Le PIB américain a baissé de 1,6 % en rythme annuel au quatrième trimestre 1990 et de 2,8 % au premier trimestre 1991.

SEMAINE DU 9 AU 13 SEPTEMBRE

PARIS

Le record du vendredi 13

Les superstitieux attendaient de pied ferme. Que se passerait-il lors de ce vendredi 13, le premier de l'année 1991 ? Au regard des performances réalisées à cette date fétiche par l'indice CAC 40 en juillet 1990 (+1,17 %), au 10 octobre et janvier 1989 (-0,08 % et -0,25 %), la journée devait se dérouler sans trop d'ennuis. Ce fut mieux que prévu au cours d'une séance active où le montant des transactions a atteint 3,4 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel. Cette journée fut non seulement la plus vivante de la semaine, mais elle donna en plus l'occasion à l'investisseur de la place d'établir un nouveau record d'altitude culminant un moment à 1889,95. L'indice CAC 40 terminait finalement la journée à 1876,19 et dépassait de peu son précédent sommet (1874,81) atteint le 11 juin dernier.

Mais, bien que, depuis la début de l'année, la progression des valeurs françaises ait atteint 23,6 %, le niveau des indices reste nettement en deçà (-12,3 %) de leur plus haut niveau historique, atteint dix-sept mois auparavant, le 20 avril 1990 (2129,32). La semaine qui s'est achevée sur l'établissement de ce nouveau record n'est pas toujours dénuée de soucis. Au contraire. Les intervenants ont fait preuve d'attention durant les trois premières séances (-0,24 % lundi, -0,83 % mardi, +0,11 % mercredi), espérant beaucoup des Etats-Unis. A commencer par la concrétisation d'une baisse des taux qu'ont anticipé les investisseurs outre-Atlantique dès lundi, souhaitant un geste des autorités monétaires américaines en fin de semaine.

Judi et vendredi, les publications consécutives de deux statistiques très encourageantes l'une sur la hausse limitée des prix de gros aux Etats-Unis (+0,2 %), l'autre sur les prix de détail (+0,2 %), ont conforté ce sentiment. Effectivement la Réserve fédérale décidait vendredi de baisser d'un demi-point son taux d'escompte mais, paradoxalement, cette décision ne suscitait pas l'effet attendu, car un autre indice, celui des ventes de détail en août (-0,7 %) semble montrer que la reprise économique n'est pas flagrante. Le marché français qui s'était apprécié de 1,01 % jeudi, après avoir gagné jusqu'à 1,52 % en début d'après-midi vendredi 13, revenait à +0,81 % après la publication de ces statistiques.

Ce bilan hebdomadaire, somme toute modeste, devrait peu modifier l'appréciation de la société DR Gestion sur les places internationales publiées le 9 septembre dernier. « Sur la base des PER (price earning ratio), soit rapport du cours sur la bénéfice estimée 1991 et des prévisions de croissance des bénéfices en 1992, les DR (délais de recouvrement) actuels paraissent raisonnables. Les marchés allemand, français et américain semblent les plus attractifs parmi les grandes places financières ». Les « délais de recouvrement » respectifs de ces marchés, c'est-à-dire le PER

amélioré qui tient compte de la croissance des bénéfices et de l'évolution des taux d'intérêt à long terme, est en effet de 11,25 pour Paris, 11,16 pour New-York, et 10,78 pour Dusseldorf pour un DR moyen de 11,48. Le niveau le plus élevé selon cette étude est atteint par Tokyo (15,18).

De nouvelles rumeurs

Les rumeurs qui avaient rassuré à la fin du mois d'août avant de s'espérer aux premiers jours de septembre sont reparties de plus belle. Lundi, l'effervescence autour du CCF était attribuée au tandem Vernet-Gardini qui aurait ramassé des titres par le biais de leur firme cannoise la SCI (Société centrale d'investissement). Un démenti de M. Jean-Marc Vernet coupait court à ce bruit. En revanche le lendemain, la Caisse d'épargne de Turin (CRT) informait la Société des Bourses françaises qu'à la suite de l'acquisition de droits de vote double, elle détenait 5,51 % des droits de vote du Crédit commercial de France.

Les actions Chargeurs étaient très recherchées jeudi par, affirmait-on, des investisseurs britanniques sur la foi d'affirmations selon lesquelles British Sky Broadcasting (BSB), la filiale de communication du groupe en Grande-Bretagne, serait redevable bénéficiaire. Ce bruit avait été démenti par la suite. Le holding Cerus a lui aussi été très entouré, suite à des bruits pour le moins contradictoires et canifus d'une possible cession de sa filiale Duménil-Léblé. Interrogé par les journalistes à l'issue

d'une séance du patronat italien, M. Carlo De Benedetti, principal actionnaire et président de cette holding française, déclarait mercredi 11 : « Face aux rumeurs selon lesquelles Cerus serait en train d'examiner la cession de Duménil-Léblé, je désire démentir cette hypothèse ».

La nomination d'un nouveau président à la tête de CMB Packaging était bien accueillie sur le marché. Autre événement spectaculaire mais facilement explicable, le bond de 17,4 % des cours d'UIS (Union pour le financement d'immeubles de sociétés) vendredi 13. Ce jour-là, reprenant la cotation de cette valeur sur laquelle le GAN-Vie a lancé une OPA (offre publique d'achat). La prise proposée est de 800 francs, et le cours du titre s'est donc rapproché de ce niveau d'OPA, celle sur la CSEE (Compagnie des signaux et d'équipements électroniques) continue à être riche en rebondissements.

Dernier épisode en date, l'initiateur de l'offre d'achat, la société Quadral, a écrit au Conseil des Bourses de valeurs (CBV), l'organisme chargé de la réglementation, pour lui demander si l'offre Finmeccanica, le deuxième actionnaire de la CSEE, ne devrait pas lancer une contre-offre ou une offre publique de retrait. Or l'italien, autorisé à franchir la barre des 20 % dans la CSEE n'envisage pas de franchir le seuil fatidique des 33,3 % qui l'obligerait à prendre le contrôle de la société. En attendant, lundi 16, le CBV donnera son avis de recevabilité sur l'offre de Quadral.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Morne

INDICE DOW JONES

-0,86 %

Déprimée par des perspectives de bénéfices décevantes et perdant un peu patience face aux atermoiements de la Réserve fédérale (Fed) pour provoquer une baisse des taux d'intérêt, Wall Street n'a pratiquement pas réagi en fin de semaine à la détente des taux. Les investisseurs ont été déçus par un autre indicateur, celui des ventes de détail, en baisse de 0,7 % en août, ce qui semble souligner les difficultés de la reprise économique. D'une semaine à l'autre, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 25,94 points (-0,86 %).

L'atmosphère a été morose durant presque toute la semaine, Wall Street évoluant irrégulièrement dans l'attente d'un nouvel assouplissement de la politique de crédit de la Fed pour donner de l'élan à une reprise économique fragile et éviter une recrudescence de la récession.

L'annonce jeudi 12 septembre d'une baisse très couteuse des prix de gros américains en août a relancé les espoirs de relâchement des règles du crédit, auxquels la Fed a répondu vendredi en diminuant ses deux taux directeurs : le taux d'escompte, de 5,5 % à 5 %, et les taux interbancaires au jour (Fed funds) de 5,5 % à 5,25 %. Plusieurs grandes banques américaines ont répondu à ces mesures en abaissant leur taux de base (prime rate) de 8,5 % à 8 %.

Cependant, le geste de la Fed est intervenu après l'annonce de la baisse très nette des ventes de détail américaines, signe que les dépenses de consommation, qui représentent à elles seules environ les deux tiers du PNB américain, restent toujours très faibles en raison du manque de confiance des consommateurs.

Largement anticipée par les investisseurs, la baisse des taux d'intérêt n'a pas provoqué de remontée des cours à Wall Street, celle-ci étant surtout préoccupée par la reprise possible de l'économie américaine, qui pèse sur les résultats des entreprises.

Indice Dow Jones du 13 septembre : 2 985,69 (c. 3 011,63).

	Cours 6 sept.	Cours 13 sept.
Alcoa	67 1/2	66 1/8
AT&T	39 1/8	37 7/8
Bearing	52 3/8	48 5/8
Chase Man. Bank	20 1/4	19 1/4
Du Pont de Nemours	46 3/4	45 3/8
Eastman Kodak	42 5/8	43 3/8
Exxon	59	58 3/4
Fed	30 1/8	30 1/8
General Electric	70 7/8	67 7/8
General Motors	36 3/8	36 3/8
Goodyear	42	41 5/8
IBM	99 3/8	107 7/8
ITT	58 3/4	56 3/4
Mobil Oil	69 1/2	66 7/8
Pfizer	68	63 3/4
Schlumberger	72 5/8	70 3/8
Texas Instruments	63 3/4	62
UAL Corp. (ex-Allegis)	127 1/2	130 1/4
Union Carbide	21	21 3/4
United Tech.	46 3/4	46 1/4
Westinghouse	22 1/2	22 3/8
Xerox Corp.	58	57 3/4

TOKYO

Bonne fin de semaine

INDICE NIKKEI

+1,95 %

Pour la troisième semaine consécutive, la Bourse de Tokyo a continué sa progression, et ce grâce à une perspective de plus en plus probable d'une baisse du taux d'escompte par la Banque du Japon (BOJ).

Le Nikkei a ainsi terminé en hausse de 1,95 % d'un vendredi sur l'autre et par la même occasion repassé la barre des 23 000 points délaissée depuis un mois. Le volume quotidien moyen d'affaires s'est élevé à 523,7 millions de titres contre 431,7 la semaine dernière.

Pourant, la semaine d'avant n'avait pas été aussi commode : lundi le Nikkei perdait près de 1,2 % en deux séances. Mercredi, il regagnait 0,42 % grâce aux achats par les investisseurs étrangers de valeurs très capitalisées sensibles aux taux d'intérêt. L'indice progressait de 0,11 % jeudi sur des achats sélectifs. Vendredi,

la Bourse, bénéficiant d'une progression du marché obligataire et de l'appréciation du yen contre le dollar progressait finalement de 2,7 %.

L'activité quant à elle s'accroît considérablement, le volume d'affaires dépassant, au cours de cette séance - pour la première fois depuis le 26 février dernier - le milliard de titres, avec 1,2 milliard de titres échangés. Les intervenants sont maintenant persuadés qu'après la baisse observée sur les taux à long et court terme la BOJ réduira prochainement son taux directeur.

Indices du 13 septembre : Nikkei, 23 134,43 (c. 22 692,60) ; Topix, 1 786,84 (c. 1 763,36).

	Cours 6 sept.	Cours 13 sept.
Alai	1 110	1 170
Baghestone	1 070	1 120
Canon	1 490	1 520
Fuji Bank	2 490	2 490
Honda Motors	1 470	1 500
Matsushita Electric	1 570	1 550
Mitsubishi Heavy	734	740
Sony Corp.	5 720	5 570
Toyota Motors	1 540	1 530

LONDRES

Morosité

-1,5 %

La semaine a été morose au Stock Exchange de Londres (-1,5 %). De plus, malgré des indices économiques encourageants, les investisseurs ont été déçus par des résultats de sociétés médiocres et une augmentation de capital massive de British Aerospace. La fièvre qui avait fait augmenter les cours des actions pendant quatre semaines consécutives est retombée devant l'avancée des spéculations électorales qui avaient dopé l'indice la semaine précédente. Le premier ministre, M. John Major, a semblé peu enclin à la tenue d'élections générales anticipées malgré la publication de deux sondages montrant une avance dans les intentions de vote du Parti conservateur sur les travaillistes.

Indices « FT » du 13 septembre : 100 valeurs 2 625,8 (c. 2 667,4) ; 30 valeurs 2 067,8 (c. 2 093,3) ; mines d'or 154,4 (c. 152) ; fonds d'Etat 87,48 (c. 85,96).

	Cours 6 sept.	Cours 13 sept.
Bovater	6,84	6,87
BP	3,47	3,36
Charter	5	5,15
Courtauld	4,96	5,03
De Beers	26,75	26,87
Glxco	13,81	13,64
GUS	16,75	18
ICI	13,37	13
Reckitt	9	9,08
Shell	5,28	5,30
Unilever	7,68	7,65
Vickers	2,22	2,06

FRANCFORT

Consolidation

-0,52 %

La place francfortoise a passé la semaine dans une phase de consolidation, faisant ainsi preuve de sursuisme par rapport aux autres places financières en l'absence de changement des données fondamentales allemandes. L'indice Dax a terminé la semaine en baisse de 0,52 %. Après l'irrégularité du mois dernier, la place allemande a procédé à des ajustements de cours, notamment dans le secteur automobile, en raison de la surabondance d'informations en provenance du salon international automobile de Francfort.

Malgré les bonnes perspectives du marché automobile allemand en 1991, beaucoup s'attendent à une année 1992 plutôt mauvaise.

Indices du 13 septembre : DAX 1 637,62 (c. 1 646,18) ; Commerzbank 1 909,30 (c. 1 926,18).

	Cours 6 sept.	Cours 13 sept.
AEI	186	187,4
BASF	248,10	248,90
Bayer	283,70	288
Commerzbank	254,50	248,80
Deutsche Bank	455,30	449,50
Hochtief	248,90	244,70
Karstadt	614	627
Merck	279	277,80
Siemens	668,30	651
Volkswagen	384	380

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	13-9-91	Diff.
AGF	522	+ 9
AXA (ex-Cie Mid)	980	- 6
Ball Equipment	121,60	+1,40
Bancière (C)	528	- 26
Cedip	825	- 5
CCF	180,30	+ 5,10
CFI	170	inch.
Chargeurs	324	+ 1,60
CPA	915	- 73
CPR	295	+ 32
Eurafrance	1.580	inch.
GAN	2.094	+ 144
Loctidus	770	+ 4
Midland Bank	73,90	+ 2,10
Paribas	448	+ 12,50
Schneider	752	+ 2
Société générale	461,60	+ 11,60
Sovac	771	+ 20
Suez (C fin.)	635	+ 1,30
UAP	537	- 5

Valeurs diverses

	13-9-91	Diff.
Accor	810	+ 10
Air liquide	701	+ 1
Arjomari	2.348	- 1
Bic	761	+ 6
Bis	365	- 3
CGIP	1.133	+ 14
Club Méd.	473,90	+ 24,90
Essilor	355	- 19
EuroDisney	39,90	+ 0,80
Europe 1	105	- 36
Eurotunnel	90,25	+ 1,50
Groupe Citi	573	+ 13
Hachette	192,20	+ 2,90
Havas	192	- 4
Marine Wende	320	- 4
Navigation mixte	200	+ 31
Nord-Est	119	inch.
L'Oréal	533	+ 7
Saint-Gobain	479,10	+ 0,90
Sonofi	988	+ 46
Sauvies Châtillon	244,90	+ 4,90
Suez (C fin.)	135	+ 3,10
Skis Rossignol	740	+ 1

Produits chimiques

	13-9-91	Diff.
Inst. Mérieux	4.155	- 45
Roussel-Uclaf	1.862	- 83
Synthelabo	959	+ 29
BASF	865	+ 7
Bayer	960	+ 7
Hoechst	830	inch.
Imp. Chemie	135	+ 3,10
Norsk Hydro	161,10	- 4,90

Alimentation

	13-9-91	Diff.
Bégine-Say	627	+ 16
Bon grain	2.410	+ 20
BSN	948	+ 23
Carrefour	2.042	- 37
Casino G. Per.	146	- 3
Eurocristal	4.280	+ 190
Guyenne-Gasc.	1.340	- 10
LVNH	4.098	+ 37
Oliver	212,50	- 2,50
Pernod-Ricard	1.237	- 1
Promodis	2.450	+ 1
Saint-Louis	1.464	- 6
Source Perrier	1.353	- 24
Nestlé	37.680	- 120

Matériel électrique

	13-9-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	603	+ 12
Générale des eaux	2.528	- 22
Intertechnique	985	- 2
Labinal	730	- 10
Legrand	3.767	- 12
Lyon. des eaux	563	+ 11
Matra	186,50	- 3,50
Merlin-Gerth	523	+ 5
Molins	164,90	+ 4,90
Radiorécepteur	584	- 1
SEB	1.745	- 15
Seal-Avionique	403,50	- 16,50
Thomson-CSF (I)	145,40	- 1,90
IBM (I)	631,70	- 22
ITT	331,70	- 18,30
Schlumberger	418,10	- 6,90
Siemens	2.220	- 64

(1) Coupon de 6 F.

Bâtiment, travaux publics

	13-9-91	Diff.
Auxil d'entr.	1.015	+ 8
Bouygues	664	+ 21
Ciments français	331	- 1
GTM	405	inch.
Immob. Phénix	178,80	+ 3,80
J. Leclerc	815	+ 55
Lafrance-Coppée	370,10	+ 16,10
Polier	460	+ 38
SGE-SB	253,50	+ 3,50

Notionnel 10 %.

Cotation au pourcentage du 13 septembre 1991
Nombre de contrats : 147 240

COURS	ÉCHÉANCES			
	SEPT. 91	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92
Premier	106,86	106,96	106,94	-
+ haut	107,08	107,16	107	-
+ bas	106,76	106,88	106,94	-
Dernier	106,78	106,90	107	-
Compensation	106,80	106,90	106,86	107,12

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	6-9-91	9-9-91	10-9-91	11-9-91	12-9-91
RM	2 272 672	1 555 796	1 587 553	1 624 430	2 735 170
Comptant	4 452 603	6 948 947	5 975 732	5 630 452	5 483 859
R. et obl.	115 501	115 769	139 798	86 679	162 631
Total	6 840 776	8 620 512	7 703 083	7 341 561	8 381 660

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	121	120,7	119,9	120,2	121,4
Françaises	121	120,7	119,9	120,2	121,4
Etrangères	117,5	117,1	116,5	114,8	115,4

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	9-9-91	10-9-91	11-9-91	12-9-91	13-9-91
Général	490,5	488,9	486,9	487,4	492,7
(base 100, 28 décembre 1990)					
CAC 40	1 855,88	1 840,47	1 842,56	1 861,17	1 876,19
(base 1 000, 31 décembre 1987)					

فكرنا من الأصل

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Intense activité d'emprunt

Le marché international des capitaux sera fortement sollicité ces prochains semaines. D'énormes emprunts vont être émis en peu de temps pour le compte de plusieurs pays, d'organisations supranationales ou d'établissements publics de premier plan. Dans l'ensemble, les spécialistes attendent ces affaires avec quelque impatience. Ils ne redoutent guère qu'un engorgement se produise et tablent, au contraire, presque tous sur une absorption assez aisée de cette nouvelle dette. Leur confiance se justifie par des éléments principaux, le soin que prennent les débiteurs à ménager le marché et l'ampleur considérable des liquidités en quête de placement.

Pour ce qui est des emprunts, les plus grands d'entre eux cherchent désormais à éviter que la rivalité des eurobanques qui se disputent les mandats prestigieux ne conduise à proposer aux souscripteurs un rendement trop faible. Plusieurs mésaventures survenues durant la première partie de l'année ne s'expliquaient pas autrement. La leçon en a été tirée. Souvent, la banque choisie pour diriger une opération nouvelle n'est pas celle qui a fait la proposition la plus avantageuse mais celle qui a convaincu le débiteur qu'elle saura vraiment répondre aux attentes des prêteurs.

Toutefois, cela ne signifie pas que les nouveaux emprunts soient surpayés. Les investisseurs sont en fait prêts à accepter des conditions très justes, pourvu que la qualité des titres soit excellente. Les événements politiques de cet été et les incertitudes relatives à l'évolution du niveau de l'intérêt les ont un moment tenus à l'écart des grands marchés. Constatant que les bouleversements des pays de l'Est n'ont été suivis d'aucune réaction durable sur le plan financier et assistant à une baisse quasi générale des taux de rendement, ils se précipitent sur les nouvelles obligations qui leur sont proposées. Selon toute apparence, l'approvisionnement récent n'a pas suffi à satisfaire leur immense appétit.

Les emprunts, les plus importants de ces prochains jours devraient être libellés soit en dollars soit en écus. Certains bénéficiaires ont déjà fait leur choix, comme la Banque mondiale qui

cherche à lever pour 1,5 milliard de dollars par l'intermédiaire d'un groupe d'établissements financiers placé sous la direction conjointe d'une maison américaine, Goldman Sachs, et de l'eurobanque du groupe du Crédit suisse (CSFB). Il s'agit d'une transaction de type planétaire, c'est-à-dire que les titres seront à la fois distribués de part et d'autre de l'Atlantique et en Extrême-Orient, le caractère des obligations étant toutefois plus proche de celui des obligations qui sont émises à New-York que de celles habituellement lancées en Europe. Les titres libellés en dollars américains étaient ces derniers jours particulièrement recherchés car on espérait une baisse du taux de l'escompte aux États-Unis. Maintenant que cela s'est effectivement produit, et que la spéculation ne peut plus se nourrir d'une telle attente, l'écu pourrait attirer davantage l'attention.

Un pays comme l'Espagne en profiterait tout particulièrement. Le Trésor de Madrid a en effet l'intention d'émettre cette semaine pour 1 à 1,5 milliard d'écus d'obligations à long terme qui viendront à échéance dans huit ou dix ans et y présenteront comme une sorte de regain d'intérêt pour l'écu provoqué par des nouvelles discussions menées à l'intérieur de la Communauté européenne au sujet de l'Union économique et monétaire.

Regain de faveur pour l'écu

Dans ces trois mois à Maastricht, aux Pays-Bas, les Douze se prononceraient peut-être sur l'avenir de la monnaie européenne et il est question de transformer l'écu actuel en un écu lourd du double de la valeur, à partir de 1994, ne pourrait pas diminuer par rapport aux différents devises du mécanisme de change du système monétaire européen. Si une des composantes était réévaluée, l'écu la suivrait, ce qui en ferait une sorte de super-deviser potentiellement plus forte que chacune des composantes.

Il est permis de douter des chances d'aboutir de tels débats. Mais leur influence positive est indéniable et elle pourrait bien contribuer à faciliter la décision de deux débiteurs qui hésitent encore

à emprunter en dollars ou en écus. La Belgique devrait se prononcer au début de la semaine pour un des termes de l'alternative suivante : 500 millions de dollars ou 350 millions d'écus. Dans un cas comme dans l'autre, elle assortirait son émission d'un contrat d'échange de façon à se procurer pour la fin du mois d'octobre des francs suisses.

Ce que le Trésor de Bruxelles cherche en réalité, c'est à remplacer une émission en dollars qui viendrait à échéance dans un mois et dont le produit avait été échangé il y a deux années contre des francs suisses, monnaie très peu coûteuse pour les emprunteurs. Une organisation supranationale se trouve dans le même cas que la Belgique, balancée entre l'écu et le dollar. Il s'agit de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) qui a chargé l'eurobanque de la maison américaine Morgan Stanley de s'occuper de sa première opération sur le marché des capitaux.

Dans le compartiment de l'euro franc français, une nouvelle émission de 3 milliards a vu le jour la semaine passée et elle a été très bien accueillie. Lancée pour le compte du Crédit national, elle est d'une durée de dix ans. Pour plus de la moitié de son montant, la transaction s'est placée à l'étranger. L'affaire était dirigée par le CCF et l'eurobanque de Morgan Stanley. Par rapport au marché obligataire national, l'euromarché à un double avantage pour certains débiteurs français. Les nouvelles opérations y sont moins coûteuses car les frais d'émission y sont moins élevés. Il permet d'autre part de toucher directement les investisseurs internationaux. Le Crédit foncier de France entend y présenter prochainement. Cet établissement n'a plus émis de nouvelles euro-obligations depuis novembre dernier. Avant de revenir sur l'euromarché, il attendait que la qualité de sa signature soit officiellement reconnue par les principes maisons d'évaluation américaines. Moody's lui a donné sa meilleure note (AAA), Standard and Poor's est un peu plus sévère (AA+).

CHRISTOPHE VETTER

MATIÈRES PREMIÈRES

Regain tropical

Enfin du nouveau, et un peu d'optimisme, sur le front des matières premières tropicales qui ont habité ces dernières années producteurs et négociants à la fréquentation des profondeurs. Depuis mai, où ils étaient tombés à leur plus bas niveau depuis seize ans (588 livres la tonne), les cours du cacao se sont raffermis pour se situer en cette mi-septembre autour de 740 livres. Les statistiques publiées en début de semaine par l'Organisation internationale du cacao (ICO) montrent que le surplus attendu pour la campagne en cours sera inférieur de 4 000 tonnes aux prévisions initiales, à 104 000 tonnes. Révision à la baisse somme toute assez négligeable, puisque les stocks mondiaux en fin de saison devraient atteindre un volume record de 1,528 million de tonnes, soit l'équivalent de huit mois de consommation annuelle.

En réalité, le raffermissement des prix est surtout lié aux anticipations de récolte pour la campagne à venir 1991-1992, certains professionnels prévoyant que la production brésilienne baissera de 26 % (de 365 000 tonnes à 270

000 tonnes), et celle de l'Afrique de l'Ouest de 10 % à 15 %. Si tel était le cas, la récolte mondiale serait inférieure à la consommation, après sept campagnes successives d'excédent. Le déficit, qui pourrait porter sur 80 000 à 100 000 tonnes, interviendrait dans un contexte d'augmentation de la demande mondiale, malgré la diminution des achats soviétiques qui sont passés en deux ans de 200 000 tonnes à 70 000 tonnes de fèves, manque de devises oblige.

Le conseil de l'ICO qui s'est réuni cette semaine à Londres a tenté sans grand résultat de trouver des solutions de rechange à l'accord international sur le cacao dont l'expiration est prévue pour septembre 1992. Accord déjà réduit à sa plus simple expression puisque depuis près de deux ans, les opérations du stock régulateur sont interrompues, et les cours fluctuent librement sans aucun filet protecteur. Le stock, qui comprend 244 000 tonnes de fèves, pèse sur le marché, même si chacun admet qu'une partie de cette réserve demeure théorique, la marchandise se dépréciant en vieillissant. En attendant, l'instrument qui servirait à réguler tant bien que mal les prix fluctuants du cacao est paralysé, et les arrières de cotisation des pays producteurs s'élèvent à 150 millions de dollars. La Côte d'Ivoire affiche un passif de 87 millions de dollars et le Brésil de 25,5 millions de dollars.

Le démon de la manipulation des cours

Se dirige-t-on vers un système de quotas, comme celui qui régissait naguère l'accord du café avant que celui-ci n'éclate à son tour ? Les experts recherchent encore — et sans doute pour longtemps — la quadrature du cercle en la matière, à savoir un mécanisme permettant de soustraire la valeur commerciale des denrées tropicales aux lois trop brutales du marché, de fixer des prix satisfaisants pour les producteurs (donc rémunérateurs) et acceptables pour les consommateurs (donc raisonnables).

Du côté du café, il semble que

les producteurs soient tentés par le démon de la manipulation des cours, à travers une opération orchestrée par le Brésil et la Colombie, les deux premiers producteurs mondiaux d'arabica. Plutôt qu'un système de quotas d'exportation qui a montré ses limites par le passé avec l'apparition d'un marché parallèle de café « hors quotas » vendu à vil prix, les leaders latino-américains du café envisagent très officiellement de procéder à des rétentions de marchandise sur un volume représentant 10 % environ de la production exportable.

Les producteurs à l'origine de cette initiative souhaitent associer les autres pays d'Amérique centrale, ainsi que leurs concurrents d'Afrique et d'Asie. D'après les professionnels, ce « plan » se heurte à différents obstacles. En premier lieu, rares ont été auparavant les exemples réussis d'une collaboration réelle entre producteurs, d'autant que les intérêts du camp arabe ne rejoignent guère ceux du camp robuste. La question est en outre posée du financement d'une pareille opération. Cela suppose en effet un effort important en matière de stockage et de manque à gagner à court terme pour les producteurs, au moment où le Brésil, pour ne parler que de lui, détient déjà en réserve 17 millions de sacs de soixante kilos. L'espoir viendra-t-il des consommateurs de l'Est ? C'est ce que suggère M. François Le Chevalier dans la circulaire sur le café du courtier havrais Jacques Louis-Delaunay parue ce mois-ci. « Une inconnue réside dans l'avenir des achats de l'URSS », écrit-il. En 1990, sur le total de 4,2 millions de sacs exportés dans les pays de l'Est, Moscou n'a compté pour près de 2 millions de sacs. De 1917 à 1959, l'Union soviétique avait été à peu près totalement privée de grains noirs. Heureusement le café est comme la liberté : ceux qui y ont goûté ne peuvent plus s'en passer. La situation économique au sein de l'ex-Union conduira peut-être bientôt à tempérer cet optimisme. Le café est une liberté qui coûte cher au pays du rouble.

ÉRIC FOTTORINO

DEVICES ET OR

Net repli du dollar

Resté insensible en fin de semaine aux chiffres du chômage aux États-Unis, qui demeurent stables, le dollar a nettement reculé dans l'attente d'une nouvelle diminution du taux d'escompte de la Réserve fédérale. Cette diminution une fois acquise (voir en rubrique Marché monétaire et obligataire), il n'a plus cédé de terrain, se raffermissant même légèrement, en vertu du phénomène du fait accompli.

La chute a, tout de même, été assez spectaculaire : en huit jours, le dollar est retombé de 1,74 DM à 1,6875 DM et de 5,91 francs à 5,74 francs, au plus bas depuis cinq mois. Adieu la belle ascension vers les 2 DM et les 6,30 francs à 6,80 francs que les analystes entrevoyaient pour la fin de l'année, à la plus grande joie des exportateurs français et européens qui pouvaient enfin respirer un peu.

Stoppé dès la fin juillet, le mouvement de hausse de la devise américaine s'est brutalement renversé ces jours-ci. Pour le retrouver, il faudra attendre des signes patents d'une reprise confirmée de l'économie américaine, signes encore très peu perceptibles. Pour ne pas laisser remonter le yen vis-

à-vis du dollar, la Banque du Japon va sans doute ne pas trop tarder à imiter la Réserve fédérale, c'est-à-dire à abaisser également son taux d'escompte. Les capitaux internationaux recherchent sans trêve la meilleure rémunération, et celle offerte par les placements en dollar est en train de glisser au profit de la zone mark.

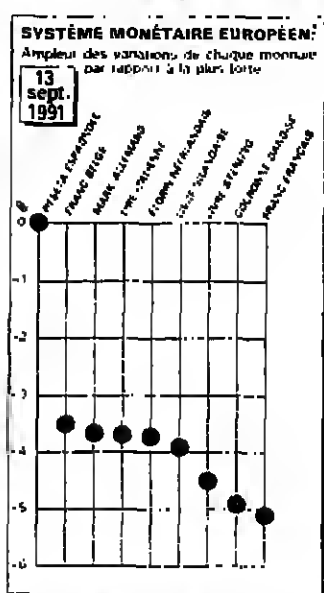
La devise allemande, on l'a vu, en a profité pour se raffermir, notamment à Paris, où elle a franchi un nouveau seuil de 3,40 francs à 3,4050 francs, sans fièvre particulière ni la moindre attaque sur le franc.

L'or au plus bas depuis cinq ans

Mercredi 11 septembre, le cours de l'once d'or (31,1 g.) à Londres a touché son plus bas cours depuis cinq ans : 345,25 dollars. Cette faiblesse du métal fin a été provoquée par des ventes en provenance du Moyen-Orient, mal absorbées en raison du pessimisme du marché international déprimé par la crainte de nouvelles ventes soviétiques. Déjà, selon notre confrère britannique *The Guardian*, l'URSS a discrètement vendu pour près de 4 milliards de dollars d'or cette

année, en sus de ses exportations normales. Ces ventes auraient commencé au printemps et portaient sur près de 11 millions d'onces (340 tonnes) prélevées sur des réserves totales évaluées à une centaine de millions d'onces, soit environ 3 000 tonnes. A Moscou, M. Gostev, directeur adjoint de la Banque des affaires économiques extérieures, a déclaré que le marché de l'or pourrait s'effondrer si les Républiques nouvellement indépendantes effectuaient des ventes sauvages de métal. Selon les *Izvestia*, la production annuelle de l'URSS atteindrait 300 tonnes, dont un tiers serait assuré par l'Ouzbékistan. Or, cette République envisagerait de constituer ses propres réserves de métal à partir des mines de son territoire. Pour le moment, rien ne semble indiquer que les Républiques aient l'intention d'agir de manière indépendante dans ce domaine, mais, selon l'agence Tass, le Kazakhstan entendrait déjà vendre une tonne de métal. Ce n'est qu'un début, sans doute.

FRANÇOIS RENARD



* Taux calculés par rapport aux cours semestriels de la Banque de France

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 9 SEPTEMBRE AU 13 SEPTEMBRE 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,7375	—	17,4095	67,6590	55,7468	2,8169	52,6316	0,8792
Paris	1,6875	—	16,9319	65,4022	57,5043	2,7954	51,8725	0,8771
Zurich	5,9315	5,7444	—	308,63	340,49	16,5747	301,32	4,5679
Amsterdam	5,9399	5,9068	—	306,26	339,62	16,5110	301,63	4,5536
Bruxelles	2,5606	1,4780	25,7312	—	87,8111	4,2520	77,7895	1,7002
Frankfurt	2,5871	1,5250	25,8089	—	87,9241	4,2745	78,0098	1,7189
Genève	2,5827	1,485	25,8498	114,14	—	4,2633	78,009	1,705
Stockholm	2,8441	1,7390	28,4246	113,73	—	4,8616	86,8151	1,3497
Oslo	40,2217	34,76	4,0515	23,5183	20,4046	—	18,2947	2,2822
Copenhague	40,5728	35,77	4,0565	23,3944	20,5093	—	18,2886	2,2759
Madrid	3,2918	1,9008	31,0780	1,2835	112,62	5,4660	—	1,5041
Barcelone	3,3119	1,9508	31,4527	1,2806	112,59	5,4739	—	1,5046
Milano	218,15	1263	219,88	854,53	748,67	36,3349	664,74	—
Tokyo	219,52	1297	219,88	848,77	745,83	36,2594	662,41	—
Calcutta	219,96	133,90	23,1113	90,9533	79,5717	3,8521	78,4737	0,1068
Bombay	230,79	136,40	23,0952	89,2886	78,4391	3,8713	69,6629	0,1052

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 13 septembre, 4,2997 F contre 4,3299 F le vendredi 6 septembre 1991.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Le bon vent d'Amérique

C'est fait ! Pour la deuxième fois en six semaines la Réserve fédérale des États-Unis a abaissé son taux d'escompte, le réduisant d'un demi-point, à 5 %. Le 7 août dernier, ce taux avait déjà été ramené de 6 % à 5,5 %. Dans les deux cas l'explication est la même : la reprise de l'économie américaine est jugée trop molle et a besoin d'être stimulée, ce qui devient possible avec une inflation apparemment sous contrôle.

Effectivement, les signes d'une relance de l'expansion n'apparaissent guère outre-Atlantique. La croissance de la masse monétaire s'inscrit actuellement au bas de la fourchette fixée en début d'année par la Réserve fédérale (2,5-6,5 %), ce qui indique que les banques, principales créatrices de monnaie, ne jouent pas trop molle et a besoin d'être stimulée, ce qui devient possible avec une inflation apparemment sous contrôle.

Quant à l'inflation, elle semble maîtrisée. Au cours des sept derniers mois la hausse des prix de détail a été de 2,7 % en rythme annuel, contre 6,1 % en 1990 et 4,6 % en 1989. En août, la hausse des prix domestiques américains s'est de 0,3 %, et de 0,2 % hors alimentation et énergie, tandis que les ventes au détail reculaient de 0,7 %. Ces chiffres ont incité la Réserve fédérale des États-Unis à baisser aussitôt son taux d'escompte de manière à permettre au foyer de l'argent sur le marché interbancaire, les *Federal Funds*, de glisser au-dessous de l'ancien plancher de 5,50 %, ce qui s'est produit immédiatement à 5,25 %.

Sur le marché du long terme, le rendement de l'emprunt phare du Trésor américain, le trente ans, est revenu dans la semaine de 8 % à 7,89 %, vendredi après-midi. Ce bon vent d'Amérique n'a pas manqué de souffler sur le MATIF à Paris où, déjà, quelques heures avant l'annonce de la décision de la Réserve fédérale les cours du MATIF bondissaient à 107,06 pour revenir toutefois à 106,80 contre 106,44 à la fin de la semaine précédente. Le rendement de l'OTAT dix ans a encore fléchi, passant, en huit jours, de 8,93 % à 8,94 %, l'écart avec celui du bund allemand à dix ans (8,37 %) tombant à 0,47 %.

Tous ces mouvements contribuent à entretenir l'espoir d'une baisse des taux directeurs de la Banque de France, espoir bien prématuré puisque le cours du mark à Paris a grimpé à 3,4050 francs à la veille du week-end.

A cet égard, M. Helmut Schlesinger, le nouveau gouverneur de la Banque fédérale d'Allemagne, a eu un mot admirable. Dans un entretien accordé à notre confrère *Les Echos* il a déclaré, sans sourcil, que « la franc n'est, techniquement, pas suffisamment fort pour permettre une baisse des taux d'intérêt français et que nos collègues de Paris attendaient pour le faire ». Bon prince, il ajoutait tout de même que cela ne voulait pas dire « qu'il n'y ait pas une marge de manœuvre tant que l'économie française évolue différemment de l'économie allemande ». Etonnant M. Schlesinger ! En relevant les taux allemands, il a tout fait pour pousser à la hausse les taux français, qui ont réussi à ne pas suivre, et il prodigue de charitables recommandations, en partie fondées, mais en partie seulement. Car il a raison sur un point : à Paris on attendra, mais pas trop longtemps quand même, la situation de l'économie française devant rendre nécessaire une décision dans les mois qui vont suivre.

Sur le front des émissions, la rentrée est assez morose, en raison de la réserve des souscripteurs, un peu rebutés par des taux d'intérêt insuffisants. Cela a été le cas la semaine dernière pour l'emprunt de Finasider et, surtout cette semaine, pour celui du Crédit foncier de France. D'un montant assez important (2,2 milliards de francs), peut-être trop en raison de l'état du marché, il offre un rendement nominal de 9,20 % et réel de 9,14 %, jugé trop peu élevé par rapport au rendement de l'emprunt de base, l'OTAT dix ans, qui oscille entre 8,89 % et 8,90 % actuellement.

L'emprunt de 1,1 milliard de francs de la Caisse de refinancement hypothécaire a reçu un meilleur accueil grâce à son rendement supérieur. Quant à celui de l'Aérospatiale (1 milliard de francs à dix ans et 9,40 % nominal), il est très vivement controversé.

Il convient enfin de signaler la réédition, par le Crédit foncier, d'une formule assez originale et assez controversée aussi, celle d'un emprunt à versements trimestriels progressifs comprenant une part croissante du capital. Pour le souscripteur, le danger est la fonte progressive de son épargne s'il ne prend pas soin de réinvestir au fur et à mesure la partie du coupon correspondant au remboursement dudit capital. C'est pourquoi les détracteurs

de la formule l'appellent « fondante ». Le Crédit foncier, qui lance, sous l'égide de la BNP, une nouvelle tranche de ce genre d'épargne, d'un montant de 95 millions de francs à 9,30 % nominal et à dix ans, avec augmentation annuelle de 3 % du versement trimestriel, a modifié sa communication pour signaler aux souscripteurs le caractère effectivement fondant de cet emprunt. Cette deuxième tranche devrait rencontrer un bon succès, le montant de la précédente ayant été porté de 600 millions de francs à 1 milliard 200 millions de francs en cours d'émission.

Après un mois de juin défavorable, marqué par un recul des souscriptions de 15,3 milliards de francs, la tendance est redevenue positive en juillet pour les SICAV monétaires. Pendant ce mois, les souscriptions nettes après déduction des rachats ont été de 9,7 milliards de francs. En août, période traditionnellement de forte collecte pour cette forme d'épargne, un véritable bond a été enregistré (34,1 milliards de francs), ce qui a porté l'encours de ces SICAV de 888,4 milliards de francs en juillet à 920,2 milliards de francs en août. Pour l'ensemble des SICAV court terme, l'encours s'élève maintenant à 1 115,2 milliards de francs, soit la plus grande partie des 1 605 milliards de francs de SICAV de tout poil comptabilisés au 31 août.

En revanche, la collecte de SICAV obligataires, qui avait amorcé une remontée pendant les quatre premiers mois de l'année grâce à une baisse des taux d'intérêt et à une hausse des cours, continue de faiblir : 1 milliard de francs contre 2,7 milliards de francs en juillet. Le renversement de tendance au profit des placements à long terme, prophétisé par certains au début du printemps, ne s'est pas produit, du moins pour l'instant. Le phénomène de l'inversion (taux à court terme supérieurs aux taux à long terme) n'a toujours pas disparu, mais il n'est pas interdit de penser que cela pourrait intervenir à la fin de 1991 ou au début de 1992. Dans les réseaux de placement et les banques, les gestionnaires recommencent à conseiller aux souscripteurs de faire une part aux SICAV obligataires. Quant aux SICAV actions, le recul de la collecte se poursuit à hauteur de 0,6 milliard de francs en août contre 1,7 milliard de francs en juillet.

F. R.

Après le choc provoqué en Israël par la mise en garde du président Bush

M. Shamir a décidé d'attendre que l'orage américain se calme

« Une attaque sans précédent contre Israël », « Un choc pour Jérusalem », « Un chantage confinant à l'extorsion ». A en croire les journaux israéliens, la menace du président Bush d'opposer son veto aux garanties bancaires demandées par l'État hébreu pour un emprunt de 10 milliards de dollars, eussent-elles été aussi dur employé par le président pour dénoncer la puissance du lobby juif américain à Washington, équivalaient à une rupture, voire une véritable « déclaration de guerre contre Israël ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Des manchettes de la presse écrite aux éditorialistes de radio en passant par les conversations de café, tout le monde ou presque en Israël est d'accord que le coup de sang du locataire de la Maison Blanche marque un tournant.

Toute la journée du vendredi 13 septembre, de hauts fonctionnaires anonymes, des ministres, et non des moindres, se sont succédés sur les antennes et dans les corridors du pouvoir pour dire toute la frustration et la colère éprouvées dans le pays. « Nous devons camper sur nos positions », affirmait ainsi le ministre de la police, M. Ronni Milo, « être très agressifs, expliquer encore nos objectifs, et je crois que nous finirons par l'emporter ».

Vers un compromis ?

Peu importe que le président des États-Unis n'ait demandé qu'un délai de quatre mois pour l'examen de la demande israélienne et ne fait en aucun cas définitivement rejetée. Le choc est trop fort. « C'est la première fois, renchérit M. Ehud Olmert, ministre de la Santé, que le chef d'un État ami adopte une position que seuls, jusqu'à présent, des États arabes osaient prendre à notre encontre ».

On aurait pu penser que les deux ministres, qui sont des membres influents du Likoud, le parti du chef du gouvernement, et sont aussi des fidèles entre les fidèles de M. Shamir, exprimaient le sentiment de leur leader. « Sur le fond, confirmait d'ailleurs un commentateur, tel est sans doute le cas. » Selon un correspondant de la radio nationale à Paris, M. Shamir a d'ailleurs prononcé jeudi, dans une salle à huis clos de la capitale israélienne, des propos très durs à l'endroit des Américains. Reste que le premier ministre connaît bien la situation dans laquelle se trouve actuellement son

pays. Israël n'a plus, depuis la guerre du Golfe, l'intérêt stratégique régional qui était le sien auparavant. Le pays traverse de grosses difficultés économiques qui ne peuvent que s'accroître, surtout si un conflit ouvert avec Washington devait le priver pour longtemps des ressources financières dont il a besoin pour intégrer les quelque trois cent mille juifs soviétiques arrivés dans le pays depuis moins de deux ans.

Alors, M. Shamir, qui connaît son métier, a décidé de faire le dos rond, d'attendre que l'orage américain se calme, tout en travaillant à un compromis qui pourrait être présenté dès lundi prochain à M. James Baker à l'occasion de sa septième visite à Jérusalem en six mois. En fait, Israël pourrait se contenter de l'assurance que sa demande de garantie bancaire sera examinée favorablement dans quatre mois et qu'il n'y aura pas de nouvel ajournement.

Dès jeudi soir, le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, s'était employé à calmer le jeu en assurant qu'en aucun cas l'État hébreu ne cherchait « l'hyphocrisie avec l'Amérique notre alliée » et que la demande de garantie, même présentée au Congrès contre l'avis de la Maison Blanche, ne constituait « ni une provocation ni une façon de faire obstacle au processus de paix », si ce n'est « un cœur » du président Bush...

« Cette œuvre humanitaire »

Le chef de la diplomatie avait également fait allusion « à l'esprit de compréhension et d'amitié qui caractérise les relations américano-israéliennes ». Vendredi, à la descente de l'avion qui le ramenait de Paris, le chef du gouvernement, tout en déclarant qu'il « n'accepte aucun lien entre le problème des garanties bancaires et les questions politiques, processus de paix compris », a fait part de sa conviction que, « conformément à sa tra-

dition, le peuple américain, ses élus ainsi que son administration, continueront de soutenir (...) cette œuvre humanitaire » qu'est, selon lui, l'intégration des juifs soviétiques.

Cette absorption massive, qui, toutes proportions gardées, représenterait l'équivalent de vingt millions d'immigrants pour l'Amérique, nécessite, c'est vrai, « des sommes importantes. (...) Nous avons besoin de cet emprunt le plus vite possible », a poursuivi M. Shamir, feignant de « ne pas comprendre les motifs d'un ajournement que personne ne nous a expliqué ».

Pour autant, consécutif avec lui-même, le chef de gouvernement a affirmé que son pays, même s'il n'obtenait pas satisfaction, continuerait de participer au processus de paix et de négociations en cours. « Nous y sommes engagés, non pour obtenir quelque contrepartie que ce soit, mais parce que (la recherche de la paix) est l'essence même de la politique israélienne depuis sa création », a conclu le premier ministre.

PATRICE CLAUDE

LES OTAGES DU LIBAN :

M. Perez de Cuellar, « opportuniste » - Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, s'est dit, vendredi 13 septembre, « optimiste quant à une libération d'otages dans les prochains jours ou les semaines à venir ». Dans une déclaration à la presse à son départ en fin de matinée pour l'Arabie saoudite, au terme d'une visite de trois jours à Téhéran, M. Perez de Cuellar a affirmé : « Pour moi, il n'y a absolument pas de différence entre les otages occidentaux et les autres... ». Il a précisé que, lors de ses entretiens avec les responsables iraniens, ils avaient parlé des « otages indépendamment de leur nationalité » et qu'il s'était assuré du soutien et de l'aide de l'Iran pour résoudre ce problème humanitaire. - (AFP)

En poste depuis quatre ans à Pékin

Le correspondant en Chine du quotidien britannique «The Independent» est expulsé

Un journaliste britannique, Andrew Higgins, correspondant de *The Independent*, s'est vu ordonner de quitter la Chine dans les soixante-douze heures, au plus tard dimanche 15 septembre.

PÉKIN

de notre correspondant

La mesure frappant le journaliste de *The Independent* constitue la première expulsion d'un correspondant étranger accrédité en Chine depuis celles qui avaient frappé, aussitôt après la répression du printemps de Pékin en 1989, les journalistes américains de l'agence Associated Press et de la radio « La Voix de l'Amérique ». « Ce n'est pas une expulsion », a déclaré, non sans aplomb, l'officier de police chargé de notifier cette mesure à M. Higgins, signifiant à l'intéressé, contrairement à l'usage, sans l'intervention de l'autorité de tutelle normale des correspondants étrangers en Chine, le département de l'information du ministère des affaires étrangères.

Malgré l'atmosphère tendue des relations sino-occidentales depuis 1989, cette instance était parvenue à limiter les conséquences du durcissement idéologique en se bornant à des critiques générales, non personnelles, sur le contenu des articles des correspondants de presse étrangers.

Le journaliste britannique, en poste depuis quatre ans à Pékin où il avait déjà séjourné auparavant en tant qu'étudiant, s'est refusé à toute déclaration autre que l'expression de sa « déception ». Il avait été l'objet de tracasseries depuis plusieurs mois à la suite d'un article sur le démantèle-

ment d'une organisation contestataire en Mongolie intérieure, rédigé sur la fin d'un document confidentiel chinois.

Toute information ne figurant pas dans les pages du *Quotidien du peuple* ou d'autres organes de la presse officielle est de facto classée « secret d'État » en Chine. Les autorités ont émis, ces derniers temps, des consignes destinées à renforcer la vigilance de la police en ce domaine.

Une initiative policière ?

M. Higgins devait en tout état de cause quitter Pékin définitivement d'ici quelques semaines. Comme en plusieurs circonstances similaires, l'affaire paraît avoir été utilisée par un milieu policier chinois décidé à ne pas tenir compte de la mauvaise publicité provoquée par pareille mesure. Le correspondant de *The Independent* est expulsé de facto après une visite du premier ministre britannique, M. John Major, qui avait permis à Pékin de restaurer un semblant de relations normales avec un pays occidental important, au prix de critiques envers la politique chinoise en matière de droits de l'homme.

M. Higgins paraît faire les frais des propos plus ou moins élogieux que les interlocuteurs chinois de M. Major ont dû entendre à cette occasion. Au moment même où cette mesure était notifiée au journaliste britannique, M^{me} Margaret Thatcher achevait une visite dans la capitale chinoise au cours de laquelle les plus hauts dirigeants communistes s'étaient félicités de la reprise des relations politiques de haut niveau avec Londres.

FRANCIS DERON

Un contrat de 1,4 milliard de francs

Bouygues est chargé du gros œuvre de la Bibliothèque de France

Le groupe Bouygues est « attribuaire du gros œuvre de la Bibliothèque de France (BDF), sous réserve de l'accord de la commission supérieure des marchés », a annoncé le 13 septembre le président de l'établissement public de la Bibliothèque de France, M. Dominique Jamet.

Le groupe Bouygues qui s'est refusé à confirmer cette information est à la tête d'un groupement d'entreprises qui doit assurer le « gros œuvre », c'est à dire le gros œuvre du futur bâtiment. Dans le cadre de ce contrat, qui portera sur 1,4 milliard de francs, la réalisation des façades (100 000 mètres carrés et 40 % environ du montant des travaux) sera assurée par Rinaldi-CFEM. Le coût global de la construction de la bibliothèque - le plus onéreux des grands travaux présidentiels

- est évalué à 5,2 milliards de francs, hors équipements qui se montent à 2 milliards de francs. Trois grands groupes étaient en lice pour l'attribution de ce marché : Bouygues, Dumez et CBC. Ce dernier a longtemps semblé le mieux placé.

Les travaux préliminaires à la construction de la Très Grande Bibliothèque ont repris la semaine dernière après sept semaines d'interruption, interruption dont le coût est estimé à 10 millions de francs. Le permis de construire devait être délivré de façon immédiate par la mairie de Paris. Le sort des squelettes du bâtiment, entrainés l'arrêt des travaux devait également se régler rapidement.

E. de R.

Le palmarès de la 48^e Mostra du cinéma

Présidé par le critique Gian Luigi Rondi, le jury de la quarante-huitième Mostra du cinéma de Venise était composé de l'acteur américain James Belushi, du metteur en scène anglais John Boorman, du critique français Michel Ciment, de Motta de Haden, le directeur du Festival de Berlin, du grand spécialiste d'Eisenstein, le Soviétique Nannu Kijman, de l'actrice réaliste et sculptrice Oja Kodar, compagne et collaboratrice d'Orson Welles, et de l'actrice espagnole Pilar Miró. Ils ont rendu leur verdict samedi :

- Lion d'or : Nikita Mikhaïlov pour *Urga*.

- Prix spécial du jury : Manoel de Oliveira pour *Une divine comédie*.

- Lion d'or pour l'ensemble de sa carrière : Gianmario Volpato.

- Coupes Volpi des meilleures interprétations masculine et féminine : River Phoenix pour *My own Private Idaho*, de Gus Van Sant, et Tilda Swinton pour *Edward II*, de Derek Jarman.

- Lions d'argent : Zhang Yimou pour *Épouses et concubines*, Philippe Garrel pour *J'entends plus la guitare*, Terry Gilliam pour *The Fisher King*.

- Une « Oeella » pour la technique de prises de vues au *Cri de pierre*, de Werner Herzog, une « Oeella » pour le scénario à *Mississippi Masala*, de Mira Nair, une « Oeella » pour la bande son à *Allemagne neuf zéro*, de Jean-Luc Godard.

D. H.

La visite de M. Mitterrand au mont Beuvray est annulée

Les organisateurs des festivités « Les chemins de Bibracte » ont décidé d'annuler le rassemblement de jeunes européens devant lequel M. François Mitterrand devait prendre la parole, samedi 14 septembre, en fin d'après-midi. Cette décision, prise par l'association la fête mondiale du mont Beuvray, est motivée par des raisons de sécurité après l'annonce de manifestations d'agriculteurs au moment de la venue du chef de l'État. Le service de presse de l'Élysée a indiqué que, « par voie de conséquence, le président de la République ne se rendrait pas, samedi, sur ce site archéologique, situé dans le parc naturel régional du Morvan ».

Le gouvernement va injecter 12 milliards de francs dans le secteur industriel, annonce M^{me} Edith Cresson. - Le gouvernement va « prélever 12 milliards de francs des revenus du capital pour les injecter dans le secteur industriel », dans le cadre du plan d'aide aux PME-PMI, a annoncé samedi 14 septembre à Châtelleraut (Vienne) le premier ministre, M^{me} Edith Cresson. Lors d'une réunion avec des chefs d'entreprise de la Vienne, M^{me} Cresson a déclaré que « le gouvernement allait aligner la fiscalité des entreprises sur celle des établissements financiers ».

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a 190 ans, Alexandre I^{er} annexe la Géorgie. 2

ÉTRANGER

La crise yougoslave
Le premier ministre, M. Ante Markovic, met en garde contre l'instauration d'une dictature. 3

Les élections en Suède
Le gouvernement social-démocrate menacé. 4

POLITIQUE

La fête de « l'Humanité »
Un rendez-vous surveillé. 6

Livres politiques
« Remise en train », par André Laurens. 7

Le suicide du maire de Saint-Sébastien-sur-Loire
Vives réactions du PS. 8

CULTURE

Le Festival de Venise
Promotion douteuse autour du film de Marco Risi, la *Mur du silence*. 10

Photographes finlandais à Nice
La deuxième édition du « Saptembre de la photo » révèle des auteurs pour la plupart confidentiels. 10

Les manouches à Montmartre
Maurice Farret et Joseph Pouvill, guitaristes de toujours. 10

HEURES LOCALES

Le SNCF entra rentabilité at service public
L'Hérault s'ouvre une porte vers l'Europe
Sainte-Sigolène, capitale du film plastiqua. 13 à 15

ÉCONOMIE

Les difficultés des compagnies aériennes américaines
Déficits et licenciements aux États-Unis. 17

Les salaires de la fonction publique
M. Solon veut relancer la politique contractuelle. 17

Revue des valeurs
Charges, Crédits
Grands marchés. 19

SERVICES

Abonnements 2

Camat 16

Météorologie 16

Mots croisés 16

Télévision 16

Spectacles 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 14 septembre 1991 a été tiré à 508 490 exemplaires.

La décision d'interrompre toute livraison d'armes

Le président Najibullah se dit « très heureux » de l'accord soviéto-américain sur l'Afghanistan

Quarante et un mois après les accords de Genève du 14 avril 1988, qui avaient abouti au départ de l'armée rouge, les États-Unis et l'URSS ont décidé d'interrompre leurs livraisons d'armes à toutes les parties afghanes à compter du 1^{er} janvier 1992 afin de faciliter un cessez-le-feu et l'organisation des élections sous la supervision de l'ONU (le Monde du 14 septembre). Jusqu'à présent, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, affirmait qu'il était difficile de mettre en application les propositions de « règlement négocié » du conflit tant que l'URSS et les États-Unis poursuivraient leurs fournitures d'armes.

ISLAMABAD

correspondance

L'accord de « symétrie négative » annoncé le vendredi 13 septembre à Moscou par MM. Baker et Pan-

En Pologne

La Diète refuse les pleins pouvoirs au gouvernement

La Diète (chambre des députés) polonaise a refusé d'accorder samedi matin 14 septembre au gouvernement les « pouvoirs spéciaux », réclamés par le premier ministre Jan Krzysztof Bielecki afin de pouvoir légiférer provisoirement par décrets dans le domaine de l'économie. Pour être adopté, le projet aurait dû recueillir une majorité des deux tiers. 196 députés ont voté en sa faveur, 194 contre et 32 se sont abstenus. - (AFP)

kine constitue un nouveau tournant important dans le conflit d'Afghanistan. Moscou et Washington se sont ainsi engagés à ne pas intensifier leurs approvisionnements d'ici à la fin de l'année.

La controverse à propos de la « symétrie négative » - c'est l'expression utilisée dans le jargon diplomatique - avait empoisonné les relations américano-soviétiques au cours des trois dernières années. Après le retrait militaire soviétique, les États-Unis avaient ouvertement reproché au Kremlin ses livraisons « massives » d'armement au régime d'inspiration communiste de Kaboul, en particulier la fourniture de centaines de missiles Scud.

Stant lourdement trompée en prédisant la chute du président Najibullah, l'administration américaine avait désigné de poursuivre son aide clandestine à la Résistance tout en s'interrogeant sur la finalité de cette assistance au « wandalisme ». L'URSS, elle, voulait gagner du temps. L'Afghanistan, en dépit des conséquences désastreuses de l'invasion de décembre 1979, devait - à ses yeux - rester le « tampon » indispensable pour éviter une contagion islamiste dans ses Républiques d'Asie centrale.

Mais les événements des mois derniers à Moscou ont forcé ce qui apparaît aujourd'hui comme un nouveau recul du Kremlin sur l'échiquier international. Jusqu'à présent, Moscou exigeait de Washington que le Pakistan et l'Arabie saoudite soient explicitement inclus dans un éventuel arrangement sur l'arrêt des livraisons d'armes. Or le texte de la « déclaration commune » publiée à Moscou se contente, dans un document annexé intitulé « Commerce », de soumettre, sans les nommer, que « d'autres pays impliqués dans le conflit » suivent l'exemple américain-soviétique.

Le gouvernement d'Islamabad, qui a multiplié les gestes de bonne volonté ces dernières semaines, a pris acte de l'accord Baker-Pankine sans faire de commentaires.

A Kaboul, M. Najibullah s'est

déclaré « très heureux », affirmant, devant ses ministres réunis en session extraordinaire, que l'arrêt des livraisons d'armes est « le seul moyen » pour parvenir à la paix.

Le chef de l'État afghan a affirmé : « Pour moi, il n'y a absolument pas de différence entre les otages occidentaux et les autres... ». Il a précisé que, lors de ses entretiens avec les responsables iraniens, ils avaient parlé des « otages indépendamment de leur nationalité » et qu'il s'était assuré du soutien et de l'aide de l'Iran pour résoudre ce problème humanitaire. - (AFP)

M. Najibullah s'est habitué à vivre au jour le jour depuis le départ de l'armée rouge, et il sait qu'un consensus s'est dégagé dans le camp occidental en vue d'éviter un effondrement du pouvoir à Kaboul. Mais, « patriote, il est conscient que le moment venu il devra s'effacer », déclarait un responsable de l'ONU.

Chez les moudjahidines, une certaine prudence a dominé les premières réactions. Les islamistes de M. Heikmatyar, qui disposent de stocks d'armes non négligeables, ont salué « la fin des ingérences ». Les pro-occidentaux de M. Cullani ont souhaité que l'accord américano-soviétique soit suivi « rapidement » de mesures concrètes pour empêcher un déséquilibre qui favoriserait ceux qui sont déjà fortement armés.

GAD SUTHERLAND

IRAK : Le premier ministre, M. Saadoun Hammadi est remplacé par un de ses adjoints. - Le premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi a été démis vendredi 13 septembre de ses fonctions et remplacé par un de ses adjoints, M. Mohamed Hamza al Zoubaidi. M. Hammadi a aussi été exclu du Conseil de commandement de la révolution, instance suprême du pouvoir en Irak. Selon la radio de Bagdad, cette décision a été prise « à la lumière des résultats des élections analysées par le 10^e congrès régional du parti Baas arabe socialiste (...) et conformément à la Constitution ».

RADIO

Hervé

est celui q

هكذا من الأصل